

EUROPE

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU PORTUGAL

En attendant les « réactionnaires »

De notre correspondant

Lisbonne. — Samedi matin, toutes les routes menant à Lisbonne étaient contrôlées par des barrières militaires destinées à interdire l'accès de la capitale aux éléments armés réactionnaires.

À l'entrée de l'autoroute du Nord, des soldats du R.A.L.I. (le « régiment rouge ») montent la garde. Quelques centaines de civils sont là aussi. Ils répondent à l'appel de l'interventionnisme qui, dans un communiqué émis le jour même, appelle à la plus grande offensive des forces réactionnaires agglomérées autour du P.S.

La file de voitures s'allonge et atteint plusieurs kilomètres. Malgré une certaine nervosité, tout se passe encore dans le bon humeur. Au moindre signe, tous se précipitent vers une voiture qui tardait à s'arrêter, vers une camionnette chargée de légumes ou vers l'ambulance pressée qui n'échappe pas aux regards soupçonneux.

Une automobile s'arrête ; le conducteur a une histoire à raconter. Il revient de Beira, localité située à 100 kilomètres au nord de Lisbonne où des « réactionnaires » ont boycotté une assemblée qui devait élire une commission de « moralisateurs ». Tout le monde écoute. Les « réactionnaires » auraient même pris d'assaut un restaurant local pour empêcher les travailleurs d'espérer le pétrole « fasciste ».

Un jeune liti de distributeur des communiqués. C'est un militant d'extrême gauche, de l'Union démocratique portugaise, et le communiqué dénonce « le parti traître de Cunhal qui mobilise

les travailleurs pour barrer le chemin aux manifestants du parti du socialisme ». Le communiqué donne également une interprétation des derniers événements : « Ils représentent l'expression d'une forme plus violente de la lutte entre le faux parti communiste et le parti qui se dit socialiste, pour le contrôle de l'appareil d'Etat, des syndicats et des organes d'information ».

L'arrivée des soldats évite quelques échanges de coups. « Il ne faut pas répondre à la provocation », crient les uns. « Les signaux sont permissifs », répondent les autres.

Peu à peu les esprits se calment. Mais une camionnette chargée de passagers est arrêtée devant le barrage. Nouveau motif d'alarme. Les passagers sont en majorité des femmes qui viennent du Nord. On se méfie : « Voilà qu'elles marchent sur Lisbonne ». Tandis que les militaires accomplissent leur tâche, un dialogue s'engage : « Que faites-vous ici, les voyageurs. Vous n'avez pas froid ? Quelque-uns, plus églés, s'écrient : « C'est le prêtre qui les a envoyés. Une fois de plus les militaires doivent intervenir pour rétablir l'ordre ».

La garde durera toute la nuit. Aucune arme ne sera découverte. Mais les gens restent « mobilisés » et l'armée est en état d'alerte. Les émetteurs de la radio et de la télévision installés en haut de la colline de Monsanto sont gardés par des unités de l'armée de l'air. C'est une opération de routine », déclare fermement le capitaine responsable. — J. R.

L'établissement de nouveaux rapports sociaux implique une certaine période de contrainte

estime le premier ministre dans un discours devant le M.F.A.

De notre correspondant

Lisbonne. — Le 8 juillet dernier, le général Vasco Gonçalves, premier ministre portugais, à l'occasion de la dernière assemblée du M.F.A., a prononcé un long discours faisant le bilan de la situation au Portugal et préconisant un certain nombre de mesures urgentes pour que la « révolution » se poursuive. Ce discours, dont nous publions ci-dessous de larges extraits, est actuellement en discussion au sein des différents unités de l'armée portugaise.

Le général Vasco Gonçalves énumère d'abord la longue série d'actions menées depuis le 11 mars dernier par les adversaires de la révolution : « Recrudescence du sabotage économique ; recrudescence de la campagne contre révolutionnaire au niveau des organes d'information intérieurs et extérieurs ; exploitation hors de leur contexte réel des affaires, comme celles de Republica et de Radio-Renaissance ; détournement du sens des élections et de l'Assemblée constituante ; escalade effrénée des revendications salariales ; agitation dans le secteur tertiaire ; utilisation des différences d'opinion ou des doutes existants au sein du M.F.A. pour provoquer une division entre ces organes fondamentaux ; le Conseil de la révolution, le gouvernement provisoire et le Copcon ; alliance avec les courants gauchistes pour saper et désorganiser les forces armées, afin de diminuer ou d'annuler leur capacité d'action ; paralysie de l'appareil d'Etat par la lourdeur bureaucratique et la législation fautive encore en vigueur ; ainsi que par la manœuvre d'autorité réelle des cadres ; exploitation intensive de l'anticommunisme à l'égard d'une grande partie du peuple portugais en présentant tous les conflits

comme une option pour ou contre le communisme ».

À propos de l'origine sociale des membres du M.F.A., le premier ministre remarque : « Les difficultés se sont accentuées de sorte que la question principale est passée de la destruction du fascisme à la construction du socialisme. Il est beaucoup plus facile d'avoir une attitude antisociale. Cette dernière oblige à une option de classe et met en cause les tabous correspondants à l'origine « petite-bourgeoise » de la majorité des éléments du M.F.A. Cela entraîne des discussions, des doutes et des difficultés pour la définition politique. Ces doutes, ces discussions et ces difficultés ne sont que l'expression des contradictions classe-option socialiste qui existent au sein du M.F.A. »

L'affaiblissement du pouvoir

Le dépassement de ces contradictions imposera, selon le général Vasco Gonçalves, une discussion idéologique autour de cinq propositions fondamentales : « La question centrale du socialisme est la question du pouvoir. Seule la prise du pouvoir par les travailleurs permet d'établir une société socialiste ».

« L'accès des travailleurs au pouvoir implique l'existence d'une avant-garde capable de développer une pratique politique socialiste ».

« La constitution de cette avant-garde politique exige une définition correcte de l'économie ».

« Au-delà de la définition politique, on ne peut plus avancer qu'à partir d'actions concrètes ; l'idéalisme et le volontarisme ont une importance très limitée dans la création de conditions permettant la marche vers le socialisme. Ces conditions sont déterminées essentiellement par la lutte de classes ».

Après avoir énuméré les aspects fondamentaux de la « question du pouvoir », le général Vasco Gonçalves évoque « les deux conditions les plus importantes pour la réalisation pratique du socialisme ». La première consiste à « transformer l'appareil d'Etat, ce qui implique la domination de celui-ci par une « avant-garde politique » opérant uniquement pour la réalisation des intérêts des travailleurs ». La deuxième passe par la création d'organes de pouvoir populaire opérationnels qui, appuyés sur la démocratie directe, permettent d'organiser et contrôler l'appareil d'Etat en transformation ».

« Ainsi, l'établissement de nouveaux rapports sociaux implique une certaine période de contrainte, ce qui implique la concentration du pouvoir entre les mains des travailleurs ; ce serait pure fantaisie d'espérer de la bourgeoisie qu'elle accepte des rapports sociaux nouveaux dans le cadre, comme organisation politique qui lutte pour l'instauration du socialisme, même si le moyen proposé est sujet à discussion, ne peut se poser en ennemi du processus ou du M.F.A. sous peine de faire le jeu de la réaction ».

Après avoir énuméré les aspects fondamentaux de la « question du pouvoir », le général Vasco Gonçalves évoque « les deux conditions les plus importantes pour la réalisation pratique du socialisme ». La première consiste à « transformer l'appareil d'Etat, ce qui implique la domination de celui-ci par une « avant-garde politique » opérant uniquement pour la réalisation des intérêts des travailleurs ». La deuxième passe par la création d'organes de pouvoir populaire opérationnels qui, appuyés sur la démocratie directe, permettent d'organiser et contrôler l'appareil d'Etat en transformation ».

Le premier ministre a terminé son discours en réclamant une « élimination des privilèges de la grande bourgeoisie et d'autres secteurs favorisés », et un réajustement de l'éducation politique de l'armée à tous les niveaux de la hiérarchie. Il a en outre souligné l'utilisation des militaires du contingent chez lesquels on peut percevoir des « qualités de commandement et qui s'identifient parfaitement avec l'esprit du M.F.A. »

JOSÉ REBELO.

Le commandant Melo Antunes pense que des personnalités du parti socialiste et du P.P.D. entreront au gouvernement

Rome (A.F.P.). — Les relations entre le Portugal et la Communauté européenne ont été le sujet essentiel des conversations du commandant Melo Antunes et de M. Mariano Rumor, ministres portugais et italien des Affaires étrangères, à Rome, le vendredi 18 juillet.

Au cours d'une conférence de presse, le commandant Antunes a estimé que « les décisions prises à Bruxelles par le Conseil européen équivalent à une acceptation en substance de la demande d'aide financière du Portugal ». « Après le 25 avril, afin de combattre le fascisme et pour avoir l'autorité qui n'était pas basée sur le consensus collectif tant au niveau militaire qu'au niveau civil ont été atteintes. En même temps, nous avons permis de réaliser de grands progrès dans le processus démocratique, ces progrès ont rendu nécessaire l'établissement de nouvelles conditions économiques et de législations applicables ; contradictions entre le niveau des salaires des travailleurs et celui des administrations ; contradictions entre le droit au logement et le maintien des loyers ; contradictions entre la situation économique d'innombrables « épaves » et celle des citoyens ; contradictions entre les objectifs d'indépendance nationale et la politique du commerce extérieur ».

À propos de l'action des gauchistes portugais, le premier ministre estime que « l'analyse de la progression du gauchisme doit se faire avec beaucoup de bon sens et de lucidité. Si on veut que le gauchisme est objectivement un allié de la réaction, il n'est pas moins vrai que son développement est lié au manque de capacité de réponse des organes

compréhension pour les problèmes portugais ».

Il a dit encore à propos de la situation dans son pays : « La solution à la crise gouvernementale ne sera pas une coalition entre militaires et parti communiste. Je ne suis pas sûr que cela sera la solution, mais la coalition comprendra le plus large éventail des forces politiques. Je pense que des personnalités du parti socialiste ainsi que du P.P.D. y entreront et que nous arriverons à un accord minimum sur le système politico-social à poursuivre ».

« Nous refusons tout type de dictature, a encore déclaré le commandant Melo Antunes, nous sommes portugais et nous sommes étrangers. Nous sommes une société socialiste et démocratique qui sauvegarde le pluralisme politique ».

LES PARTIS VEULENT-ILS LA RÉVOLUTION OU LE POUVOIR A LEUR PROFIT ?

demande M. Oliveira secrétaire d'Etat à l'information

Après avoir publié le 18 juillet un livre de M. J. Martin Ferreira, ancien secrétaire d'Etat à l'industrie, qui justifiait la démission du gouvernement (le Monde du 19 juillet), Libération publie dans son numéro du 19 juillet une lettre de M. Cesar Oliveira, secrétaire d'Etat à l'Information et membre du Mouvement de la gauche socialiste (M.G.S.). M. Cesar Oliveira a choisi, lui, de rester au gouvernement.

« Le problème fondamental de la crise politique actuelle, écrit-il, est celui de la direction politique de la révolution. Il s'agit de construire et de définir un pouvoir révolutionnaire ayant l'autorité suffisante pour pouvoir, avec les forces armées, continuer à « légitimer » des couches importantes de la petite bourgeoisie. Dans une phase de transition au socialisme, le bloc social constitué par le prolétariat rural et urbain et par les couches petites bourgeoises, est la base sociale nécessaire pour construire et définir un pouvoir révolutionnaire capable de détruire simultanément le pouvoir de la bourgeoisie et construire les fondements de la future société socialiste. C'est l'unique moyen d'imposer l'hégémonie d'une ligne politique prolétarienne, sans craquer des retournements de situation catastrophiques ».

« (...) Le M.F.A. est la seule force capable de mettre fin aux conflits partisans et d'établir une correspondance entre l'intention politique-militaire et le bloc social ».

« (...) Le rôle des partis politiques progressistes et démocratiques dans la construction du socialisme est essentiel dans la mesure où ils peuvent et veulent continuer à l'avance du processus, et où ils ne prétendent pas faire passer leurs intérêts d'avant ceux de la révolution socialiste ».

« (...) Le M.F.A. force suppartidaire, libératrice et patriotique, saura reconnaître l'importance décisive des partis politiques révolutionnaires. Il saura résister de plus en plus avec le pays réel, ou tout au moins avec le pays imaginaire ». Il saura aussi refuser la facilité du triomphalisme « courtésiste ». Ainsi, les partis politiques seront

placés devant un défi : la révolution ou le pouvoir à leur profit.

« (...) Veulent-ils assurer la continuité des masses populaires (qui s'expriment dans les comités unitaires de base liés à un pouvoir révolutionnaire doté d'autorité) ou prétendent-ils faire passer le processus, manipuler les structures, l'information et ainsi servir la « contre-révolution ? »

LES DIRIGEANTS MAOISTES VONT ÊTRE LIBÉRÉS

Lisbonne (Euter). — En raison de la gravité de la situation actuelle à la Copcon — Commandement opérationnel du continent — a décidé de libérer tous les dirigeants maoïstes encore détenus, annonce-t-on à Lisbonne.

La plupart des membres du comité central du Mouvement pour la réorganisation du parti prolétarien (M.R.P.P.) avaient été arrêtés en mai dernier et emprisonnés près de la capitale.

Les communistes dressent des barricades à Lisbonne

(Suite de la première page.)

Dans l'arène archéologique du stade Das Antas, le secrétaire général du P.S. n'a pas mâché ses mots : « C'est un acte irréparable pour Porto et pour tout le pays, dit-il en préambule de son discours. Nous sommes là des dizaines de milliers malgré la vague de rumeurs alarmistes lancées par les irresponsables de l'intersyndicale et par la fédération régionale du P.C.P. et la foule exulte. Il y a là plus de cinquante mille personnes accompagnant leurs cris du son de la grosse caisse et des trompettes ; une ambiance digne des plus grands matches du P.C. Porto ».

« La direction du nord du P.C.P. est ridicule, poursuit M. Mario Soares. Elle a tout mis en œuvre pour boycotter ce meeting. Voilà le résultat. Le climat émotionnel créé par les communistes depuis plusieurs jours dans cette ville a fait le reste par un énorme éclat de rire. Comme dit le président Mao, cet énorme P.C., cette énorme intersyndicale, ne sont que tigre de papier ».

banderole proclamant que « la réaction ne passera pas ».

Des branches arrachées aux arbres ont été disposées sur la scène et les manifestants ont fait du socialisme à force de passage. On n'insistera pas. La « barricade » devient un lieu de discussions passionnées. « Soutiens-tu toi du Chité, le fils pas entré de me laisser massacrer », attaque un jeune communiste. « Mais nous voulons le socialisme avec la liberté », rétorque un militant du P.S. « Vous êtes des traîtres », « Nous sommes le peuple ». Dialogue de sourds.

À cette heure-là, les socialistes semblent déjà avoir partie gagnée. Bien qu'en désaccord avec les maoïstes, les communistes ont tenu précieusement plusieurs jours par les commissions de travailleurs et de moralisateurs de la ville, les dirigeants locaux du P.C. ont décidé de s'y rallier, car elle pouvait « contribuer substantiellement à démanteler la monstrueuse conspiration fomentée par la direction du P.S. Vous êtes des traîtres », non plus, n'aura pas été payée.

À 20 heures, sur la place Humberto Delgado, dominée par le curieux beffroi de l'hôtel de ville, près de dix mille personnes défilent derrière les banderoles des comités d'usine et de quartiers. Mais l'extrême-gauche, dont l'influence est ici prépondérante, ne prouve point d'intérêt pour la manifestation. On revendique le droit au travail et un logement, on réclame la dissolution immédiate de l'Assemblée constituante, mais rien n'invite à se dresser contre le meeting du P.S. Au contraire, après avoir « salué les militants », les communistes du M.F.A. devant le siège de l'état-major, les responsables de la manifestation appellent à la dispersion immédiate.

men. Une voiture sans arrive sur les lieux et appelle au calme. Le P.S. est très fort pour être tolérant. Ne vous laissez pas mener par des individus irresponsables et des agitateurs professionnels. Ces incidents sont le fait de provocateurs ».

Mais les manifestants, excités, semblent déterminés à en découdre d'autant que la même voiture qui appelle au calme se dirige au calme les invite maintenant à se rendre devant le siège du « Radio-Club portugais ».

Le siège durera une partie de la nuit. L'extrême-gauche et la direction du Copcon ne calmeront la nervosité. De nouveau, des responsables locaux du P.S. arrivent sur les lieux pour appeler au calme. Ils assurent que des dirigeants du parti vont venir négocier. Ils diffusent ensuite de la musique pour apaiser les esprits. Rien n'y fait : la foule rassemblée sous les murs du « Radio-Club » n'est pas disposée à céder. Les cris reprennent. Toujours les mêmes : « A bas le communisme ! », « A mort Cunhal ! ».

Quand le jour se lève sur Porto, on peut tout craindre de ce qui se prépare.

DOMINIQUE POUCHIN.

- (1) E.L.P. armée de libération portugaise, groupe clandestin d'extrême droite agissant d'Espagne.
- (2) Centre démocratique et social, droite modérée.
- (3) Fronte de la Légion portugaise, formation paramilitaire de l'époque de Salazar.
- (4) Régime.

CONTROL DATA

premier constructeur mondial de super-ordinateurs forme, dans son institut parisien,

PROGRAMMEURS

en 4 mois 1/2

ANALYSTES FONCTIONNELS

en 2 mois

TECHNICIENS DE MAINTENANCE

en 6 mois 1/2

Pour conditions et dates d'interviews Appelez dès maintenant M. MILLON au 583.46.72 (en P.C.V. de province) Vous pouvez aussi lui écrire ou venir nous voir

CONTROL DATA INSTITUT PRIVE CONTROL DATA
45, rue Albert 75013 PARIS

Stages agréés par l'Etat.
Loi n° 71575 du 15 juillet 1971

Chacun pense alors que l'affrontement est évité et que la situation va se normaliser, d'autant que le Copcon vient de prendre clairement position. « La marche sur Lisbonne », dont on parle depuis près d'un semaine, sera très sûr qui veut en prendre l'initiative, n'aura pas lieu. Le P.S. dément avoir eu quelque intention de ce genre. Le Copcon en profite pour intervenir et renvoyer les adversaires dos à dos. Il déplore que « les grands partis politiques nationaux n'harmonisent pas leur solution politique devant la crise que le pays traverse, possédant ainsi les masses populaires vers un conflit imminent, qui pourrait avoir les plus graves conséquences ».

Mais cette « normalisation » risque d'être remise en cause par les débordements survenus après la fin du meeting socialiste proprement dit. Au milieu de la nuit, plusieurs centaines de manifestants se retrouvent sur la grande place de Porto. L'atmosphère est surchauffée. Soudain le feu est mis aux barriques qui servent de barricades. Les communistes et au Mouvement démocratique portugais. Devant les flammes, de jeunes socialistes posent, drapeau au vent, pour les photographes et les caméras-

Cypriotes à la desh

Le resp de l'at

هڪ ڪتاب لکيل

EUROPE

AFRIQUE

Espagne

La classe politique pense déjà à la rentrée d'octobre

De notre correspondant

Madrid. — Le trente-neuvième anniversaire du soulèvement franquiste du 18 juillet 1936 a été célébré, vendredi, en Espagne, avec la traditionnelle réception que le général Franco offre au corps diplomatique au palais de la Granja, résidence d'été des rois d'Espagne. Le prince Juan Carlos, successeur désigné du Caudillo, assistait à cette garde-parteny, ainsi que tous les membres du gouvernement.

11 % DES ESPAGNOLS DUBITENT LE DÉPART DU GÉNÉRAL FRANCO

Madrid (A.P., A.F.P.). — Selon un sondage publié, vendredi, par l'hebdomadaire espagnol "El Mundo", 11 % des Espagnols ont déclaré qu'ils ne souhaitent pas voir partir le général Franco de son poste de chef de l'Etat.

Chypre

UN AN APRÈS L'INTERVENTION TURQUE

Chypriotes grecs assistent impuissants à la « déhellénisation » de leur île

Correspondance

Nicosie. — Le long de la ligne de démarcation, cette « ligne de feu » qui coupe désormais en deux zones, régies chacune par un régime différent, les soldats turcs et les soldats grecs s'échangent de coups de feu.

La destruction du caractère unitaire de l'Etat chypriote. La « déhellénisation » de l'île progresse d'ailleurs constamment avec l'implantation définitive de dizaines de milliers de colons turcs. Les Grecs ont, jusqu'à présent, vingt mille réfugiés chypriotes grecs de nombre récemment augmenté avec l'expulsion des Grecs restés dans le nord de l'île.

Un an après l'intervention turque, la situation demeure très tendue. Partout ailleurs de la ligne de démarcation, les mitrailleuses des deux camps se font toujours face.

Le régime qui touche soixante-dix mille ouvriers et la baisse de l'activité économique ont eu des répercussions néfastes sur le niveau de vie de la population. Seize mille Chypriotes grecs ont émigré à l'étranger.

La troisième phase des pourparlers entre MM. Clerides et Denktash soit s'ouvrir à Nicosie le 24 juillet. Les deux parties ont annoncé leur participation, mais leurs positions s'opposent à un tel point que l'échec est presque certain.

Le troisième phase des pourparlers entre MM. Clerides et Denktash soit s'ouvrir à Nicosie le 24 juillet. Les deux parties ont annoncé leur participation, mais leurs positions s'opposent à un tel point que l'échec est presque certain.

Les positions des deux parties s'opposent diamétralement. Les Grecs sont partisans d'une fédération plurirégionale et d'un gouvernement central de pouvoirs étendus et des unités internationales. Les Turcs, au nom de la « nouvelle loi », exigent la création de régions collées par un gouvernement central qui garantirait uniquement par la suite et la Grèce. En fait, les Grecs visent à une confédération de deux Etats, ce que les Grecs tentent.

Mgr Makarios se prépare à demander aux Nations unies des sanctions contre la Turquie. Il est décidé à ne plus négocier sur les « pouvoirs d'un gouvernement central dans un Etat fédéral », clause qu'il considère comme secondaire avant d'avoir obtenu le départ de toutes les troupes étrangères de l'île et les modalités du retour des réfugiés chez eux. — D.A.

Union soviétique

Le responsable du tourisme se plaint de l'attitude des pays occidentaux

De notre correspondant

Moscou. — Alors que les contacts entre les peuples sont plus en plus à l'ordre du jour — conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, etc. — l'U.R.S.S. vient d'accuser les pays occidentaux de dresser des obstacles à venir sur leur territoire à tous les touristes occidentaux.

Il s'agit pour le moins d'un euphémisme. Le touriste soviétique en puissance n'a pratiquement aucune possibilité d'obtenir un visa de sortie d'U.R.S.S. que s'il est recommandé par un touriste étranger.

Les obstacles dressés par les pays occidentaux pour dissuader les touristes soviétiques sont de diverses natures, selon M. Nikitine. Il regrette d'abord des lenteurs dans l'octroi des visas. L'U.R.S.S. affirme qu'il est difficile de faire le visa d'entrée aux touristes étrangers, alors que l'Allemagne fédérale, la France, le Japon, un délai d'un mois. De plus, explique-t-il, pour ouvrir les dépenses en devises d'un touriste soviétique se rendant à l'étranger, nous avons besoin des devises des pays occidentaux.

Toujours selon M. Nikitine, ce que les capitalistes occidentaux refusent aux touristes soviétiques, l'U.R.S.S. le trouve sans compter aux touristes étrangers. C'est exact. Les visites d'usines, de crèches, de palais de la culture sont très faciles pour les touristes voyageant en groupe. Elles sont aussi parfois évitables. Quant aux touristes individuels, de ce statut une infime minorité des trois millions quatre cent mille personnes qui se sont rendus en U.R.S.S. en 1974; voyager dans ces conditions en U.R.S.S. revient souvent plus cher que de le faire en Occident et est très rarement accordé en sept jours.

« Ce désir parfaitement naturel est totalement combattu dans les pays capitalistes, alors que les agences touristiques des pays capitalistes s'opposent très fréquemment à cette idée. »

« Ce désir parfaitement naturel est totalement combattu dans les pays capitalistes, alors que les agences touristiques des pays capitalistes s'opposent très fréquemment à cette idée. »

Ouganda

A la conférence de l'O.U.A.

LE MARÉCHAL IDI AMIN DEMANDE AUX ANGOLOIS DE S'UNIR

Kampala (A.F.P., A.P., Reuter, UPI). — La vingt-cinquième conférence des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) s'est ouverte vendredi 18 juillet à Kampala, capitale de l'Ouganda.

Le maréchal Idi Amin Dada s'est, dans son discours inaugural, livré à de violentes attaques contre la politique de « dialogue » avec l'Afrique du Sud, la qualification de « police blanche » et « verster et le régime qu'il représente doivent être déracinés, si besoin est par la force ».

Le Front national de libération (F.N.L.), antisoviétique, soutient le régime de l'Afrique du Sud, contre le régime de l'Afrique du Sud. Les dirigeants du F.N.L. à Luanda, les deux provinces septentrionales de Zaïre et Uige, dont les capitales sont respectivement Sao-Salvador-de-Zaïre et Cammona. Ces provinces sont largement dominées par l'éthnie des Bakongo, à laquelle appartient le général Roberto Holden, chef du F.N.L.

LE NOUVEAU FARDEAU DE L'HOMME BLANC

Kampala (A.F.P.-U.P.I.). — Le maréchal Idi Amin Dada, président de la République de l'Ouganda, est arrivé vendredi 18 juillet à une réception officielle, organisée à l'occasion de la conférence des ministres de l'O.U.A., dans un palais qui porte le nom de « Palais de la paix ».

« Si l'Angleterre n'avait pas le sens de l'humour, ce serait la fin de tout », a commenté l'un des porteurs; il a indiqué que l'idée de cette mise en scène revenait au chef de l'Etat.

« Si l'Angleterre n'avait pas le sens de l'humour, ce serait la fin de tout », a commenté l'un des porteurs; il a indiqué que l'idée de cette mise en scène revenait au chef de l'Etat.

« Si l'Angleterre n'avait pas le sens de l'humour, ce serait la fin de tout », a commenté l'un des porteurs; il a indiqué que l'idée de cette mise en scène revenait au chef de l'Etat.

Angola

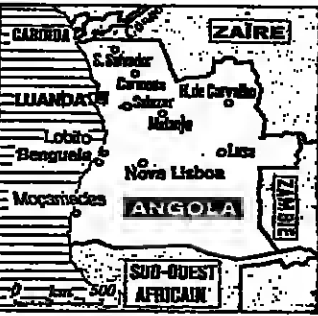
Le risque de partition du pays se confirme

De nouveaux affrontements se sont produits, jeudi 17 et vendredi 18 juillet, dans la banlieue septentrionale de Luanda, particulièrement dans des bidonvilles situés entre deux zones industrielles vitales, celle où se trouve la grande raffinerie de pétrole « Petranopol », qui alimente l'ensemble de l'Angola, et celle où est située la principale minoterie de la capitale. Les employés de la minoterie ont demandé à l'armée portugaise de les escorter pour pouvoir se rendre à leur travail.

Des combats se poursuivraient en plusieurs points du pays, notamment à Henrique-de-Carvalho, à 1.000 kilomètres à l'est de Luanda, et à Luso, à 300 kilomètres plus au sud.

La prise de contrôle de Luanda par le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A., pro-socialiste) accentue le risque de partition du pays. Le M.P.L.A. est traditionnellement implanté à Luanda et dans sa région, où domine l'éthnie des Kimbundu, dont M. Agostinho Neto, chef de file de l'éthnie la plus nombreuse, celle des Ovimbundu, dont M. Jonas Savimbi, chef de l'UNITA, est originaire.

La seule entorse à ce tableau est le contrôle par le M.P.L.A. de l'enclave de Cabinda, dont la population est, surtout représentée dans les deux autres mouvements. Cette situation peut expliquer par la présence en République populaire du Congo (à proximité immédiate du Cabinda), d'une importante base militaire du M.P.L.A. — (A.F.P., A.P., Reuter.)



Zaïre

LE GÉNÉRAL MOBUTU REND HOMMAGE AU « GÉNIE POLITIQUE » DE FRANCO

Kinshasa (A.F.P.). — Le général Mobutu Sese Seko, chef de l'Etat du Zaïre, écrit dans un message adressé au général Franco à l'occasion de la fête nationale espagnole : « Il m'est agréable de devoir vous présenter, au nom de toutes les militantes et militants, ainsi que des milliers de citoyens du M.P.L.A. (parti national libérateur) et en mon nom personnel, mes plus vives et chaleureuses félicitations, ainsi que mes vœux sincères de bonheur et de longévité. »

« Trente-neuf ans de magistrature suprême est à la fois un très grand événement dans la vie d'un homme, et un vrai motif d'éloges et d'admiration du monde entier. »

« Nous louons vos mérites de génie politique et de grand militaire, et sommes pleins d'admiration envers votre auguste personne. »

DIPLOMATIE

LA DATE DU « SOMMET » DE LA C.S.C.E. EST DÉFINITIVEMENT FIXÉE AU 30 JUILLET

Genève (A.F.P., Reuter). — C'est maintenant officiellement le « sommet » de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) s'ouvrira à Helsinki le 30 juillet et se terminera le 1er août. Cette décision est intervenue après quinze heures de négociations quasi interrompues des trente-cinq chefs de délégation au sujet notamment de la modification des manœuvres militaires.

La Turquie — à laquelle s'opposait Chypre — voulait insérer dans le texte de l'accord une phrase qui pouvait être interprétée comme dispensant le gouvernement d'Ankara de l'obligation de donner un préavis de ses mouvements militaires le long des secteurs les plus « sensibles » de sa côte méditerranéenne.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

M. STROEBEL, AVOCAT EXCLU DE LA DÉFENSE du « groupe Baader-Meinhof » a été libéré le vendredi 18 juillet à Berlin-Ouest. Le juge d'instruction a précisé que les soupçons de « soutien d'une association de malfaiteurs » pesant sur l'avocat n'étaient pas suffisants pour justifier son maintien en détention. — (A.F.P.)

Egypte

INAUGURATION DE FAYOUM. — L'Égypte compte une cité de plus : Fayoum-Ville, inaugurée samedi 19 juillet par le roi Khaled et le Raïs. Située dans le désert, entre Le Caire et Suez, à une distance de kilomètres de cette ville, la nouvelle agglomération peut accueillir trente-cinq mille habitants. Sa construction a été entièrement financée par le synd. Deux autres cités seront probablement inaugurées dans la zone du canal : Bahariya-Ville, et Zayed-Ville. Elles porteront respectivement les noms des souverains de deux pays qui en ont assuré le financement : Koweït et Abou-Dhabi. (Cor.)

Éthiopie

LES PARTISANS DU SULTAN DES AFARS ont intensifié leurs opérations depuis quelques jours, a-t-on appris à Djibouti vendredi 18 juillet. Deux cents soldats éthiopiens auraient trouvé la mort et un pont aurait été détruit sur la route qui relie Adis-Abeba au port d'Assab. — (Reuter.)

Tchad

M. STEPHANE HESSEL, chargé de mission au ministère de la coopération, qui a obtenu que Mme Clauss, retenue comme otage par les rebelles tchadiens depuis quinze mois, soit remise en liberté le 1er août, doit retourner dans quelques jours au Tchad pour d'ultimes négociations avec le chef rebelle Hissène Habré. Interrogé à Paris sur le contenu des pourparlers, il a déclaré : « En aucun cas il n'a été question de lever des armes. Cela a été formellement et clairement exclu. »

Union soviétique

Mme ELENA SAKHAROV, la femme de l'académicien soviétique contestataire, a été autorisée vendredi 18 juillet à se rendre en Italie pour trois mois afin de se faire soigner les yeux, a annoncé le « père » de la bombe H soviétique. La veille, les autorités avaient notifié un refus à la seconde demande déposée par l'intéressée après le rejet en mars dernier de sa première requête. — (A.F.P.)

LE PREMIER MINISTRE GUINÉEN EST ATTENDU À PARIS LE 23 JUILLET

M. Lassana Beavogui, premier ministre de la République de Guinée, est attendu, mercredi 23 juillet à Paris, à la tête d'une délégation comprenant notamment MM. François Keita, ministre de l'éducation et de la culture, Damantang Camara, président de l'Assemblée législative, Moukhtar Diallo, ministre des postes et des télécommunications, et Seydou Keita, ambassadeur de Guinée pour l'Europe occidentale. Cette délégation sera l'une des plus importantes qui se soient rendues dans un pays étranger.

La visite de M. Lassana Beavogui interviendra une dizaine de jours après la normalisation des relations entre la France et la Guinée. Mardi dernier, dix-huit ressortissants français détenus depuis plus de quatre ans dans les prisons guinéennes pour des motifs politiques avaient regagné la France en compagnie de M. André Lewin, porte-parole des Nations unies, qui avait mené à bien une mission de bons offices entre les deux gouvernements.

D'autre part, l'Association des familles des prisonniers politiques en Guinée, dans un communiqué publié jeudi 17 juillet, estime que la libération par les autorités guinéennes des quatre personnes maintenues en détention ayant la double nationalité (le Monde du 17 juillet) permettrait de « donner son plein effet » à la reprise des relations entre les deux pays.

(Publicité)

AMBASSADE HAUTE REPRESENTATION DE LA REPUBLIQUE GABONAISE EN FRANCE

Union - Travail - Justice

LE GABON et la libération de l'Afrique australe

Après la proclamation de l'indépendance du Sao-Tomé et Principe, la visite d'une délégation de l'A.N.C. d'Afrique du Sud et surtout à la veille des assises de l'O.U.A. à Kampala, en cette année 1975, année historique qui marque l'accession à l'indépendance de l'avant-dernier groupe de territoires hier encore sous domination coloniale, le Gabon tient à préciser ses positions sur la libération totale de l'Afrique et surtout de l'Afrique Australe encore sous le joug des minorités coloniales et racistes. Et cela d'autant plus que malgré ses prises de position claires à l'O.U.A. et à l'O.N.U. et ailleurs, les ennemis du Gabon cherchent à ternir son image de marque.

Par la voie de certains articles de presse éminemment tendancieux et diffamatoires et manifestement inspirés par les fauteurs en eau trouble de la division africaine, les ennemis de notre continent tentent de discréditer l'action énergique de la politique gabonaise mise en lumière en ce milieu du mois de juillet par la présence du Président BONGO aux cérémonies de l'indépendance de Sao-Tomé et Principe, par la visite à Libreville d'une délégation de l'African National Congress d'Afrique du Sud conduite par son Président Olivier TAMBO.

En ce qui concerne la question rhodésienne, le Gabon tient à réaffirmer ce qui suit :

1) La responsabilité première du règlement de la question du Zimbabwe appartient à la Grande-Bretagne en tant que puissance administrative, et cela conformément aux résolutions pertinentes de l'O.U.A. et à la résolution 15-14 des Nations unies du 30 décembre 1960 dite « Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux Pays et aux Peuples coloniaux ».

2) Il appartient en conséquence à la Grande-Bretagne de prendre toutes les dispositions nécessaires pour préparer le peuple du Zimbabwe à l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, y compris la convocation d'une Conférence constitutionnelle pour déterminer l'avenir du Zimbabwe sur la base du principe de la majorité « One Man, One Vote ». A cette occasion le Gabon tient à souligner que pour des raisons de dignité africaine la Conférence constitutionnelle ne peut en aucune manière avoir lieu à Prétoria. Nous laissons le soin à la maturité et au sens de responsabilité de la Grande-Bretagne, des mouvements de libération et des autres parties concernées pour choisir le lieu le plus approprié pour garantir le succès d'une telle Conférence.

3) Le Gabon a toujours reconnu la légitimité des sanctions économiques édictées par l'O.N.U. contre la Rhodésie rebelle. En effet, ces sanctions peuvent être efficaces dans la mesure où elles renforcent l'isolement de l'administration rebelle de IAN SMITH aussi longtemps qu'elle se refuse à reconnaître le droit de la majorité.

4) Les soi-disant relations économiques et commerciales du Gabon avec la Rhodésie tant chantées par les chansonniers des 4 saisons sont antérieures à l'édition des sanctions économiques par l'O.N.U. Dès cet instant, le Gabon a cessé ses relations avec la Rhodésie. Il reste certes le problème du commerce de viande auquel on n'avait pas pu mettre fin pour des raisons de conjoncture et de structure.

5) Mais le Gabon tient à déclarer qu'il a pris toutes les dispositions désarmées pour mettre fin en temps opportun aux dernières relations économiques qui le lient à la Rhodésie étant donné l'amélioration de sa conjoncture économique.

6) Par contre, tout le monde sait qu'il y a des pays qui, après l'édition des sanctions contre la Rhodésie par l'O.U.A. et l'O.N.U. ont noué des relations économiques et commerciales et autres tant avec la Rhodésie que l'Afrique du Sud au mépris des engagements auxquels ils venaient de souscrire. Mais par courtoisie et par respect pour ces États frères et surtout pour sauvegarder l'Unité Africaine, face aux manœuvres de division de ses ennemis traditionnels, le Gabon s'abstiendra de faire le jeu de l'ennemi en les citant.

7) Le Gabon soutient et assiste la lutte légitime des mouvements de libération d'Afrique Australe et réaffirme, surtout dans les circonstances présentes, son hostilité à la politique de détente, de concertation et d'un certain dialogue avec les régimes minoritaires et racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie, politique destinée à résoudre la question du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud par-dessus les mouvements de libération reconnus par l'O.U.A. et l'O.N.U. en tant que seuls représentants authentiques et légitimes de leurs peuples.

Le Gabon qui, d'ores et déjà, s'honore d'accueillir sur son sol, en 1977, la Conférence au sommet des Chefs d'États et de Gouvernements Africains, réaffirme son engagement à la cause de la libération totale du continent africain et déclare œuvrer inlassablement pour le respect des principes et la réalisation des objectifs inscrits dans la Charte de l'O.U.A.

AMBASSADE DU GABON, 26 bis, avenue Raphaël. — PARIS (16^e).

AMÉRIQUES

Brésil

Le régime paraît manquer de la base politique nécessaire pour affronter le suffrage universel

(Suite de la première page.)

Lorsque le Congrès et la presse ont nié leur liberté retrouvée pour dénoncer les tortures et les disparitions de prisonniers politiques, cette offensive a été aussitôt présentée comme une mise en cause du mouvement armé de 1964, qui a des raisons de redouter un jugement collectif sur les méthodes policières utilisées depuis onze ans. En outre, les services de répression de Sao-Paulo publiaient un rapport indiquant que vingt-trois parlementaires du M.D.B. avaient été élus en novembre dernier avec l'appui du parti communiste. Bien que cet appui ait été accordé sans contrepartie, il a été facile de faire croire, dans les casernes, que l'accession du M.D.B. au pouvoir marquerait un retour au régime d'avant 1964. La campagne contre la libéralisation a trouvé dans l'ancien gouverneur Carlos Lacerda l'un de ses porte-parole, qui utilise à cet effet l'un des quotidiens les plus influents du pays, le Jornal do Brasil.

Alors qu'un mouvement s'était dessiné au sein de l'armée pour confier les tâches de répression à la police civile, les organes de sécurité militaire ont continué leur activité. Il ne s'agissait pas cette fois de mettre hors d'état de nuire des leaders de gauche, mais de démanteler l'appareil dirigeant du P.C.B. Au début de l'année, le secteur de propagande du parti communiste a été désarticulé, et l'organe du comité central, *Voz Operária*, a cessé de paraître. En juin, certains militants des Jeunes du M.D.B., accusés d'être affiliés au P.C.B., ont été arrêtés. Le 8 juillet, les autorités militaires de Salvador annonçaient l'arrestation de dix-sept personnes, dont un conseiller municipal du M.D.B., accusées d'appartenir au P.C.B.

Appel à la démocratisation

L'offensive de la droite, conjuguée avec celle du gouvernement et du département de l'Intérieur du M.D.B. vers l'extrême gauche, a conduit le général Geisel à une certaine paralysie politique. Le 24 juin, le haut commandement de l'armée se réunissait. Officiellement pour traiter de problèmes de routine, en fait, il s'agit de certaines indiscrétions, pour se prononcer sur la politique de libéralisation. Il semble que celle-ci ait reçu une fois de plus l'assentiment des chefs militaires, mais certains observateurs affirment que ce fut à une faible majorité.

Pour sortir de l'impasse, plusieurs autorités civiles et militaires se sont prononcées, au mois de juin, en faveur du chef de l'État. Ainsi, le maréchal d'armée Cordeiro de Farias, vétéran des mouvements armés qui se sont succédés depuis 1922, et le maréchal de l'air Eduardo Gomes, l'un des chefs de file, entre 1945 et 1964, de l'opposition au régime

du président Vargas et à ses héritiers. Profondément impressionné par les récents événements, le maréchal Gomes a lancé un appel pathétique à la démocratisation. Dans le même temps, à l'issue d'une réunion remarquée, le gouverneur de l'État de Sao-Paulo, M. Paulo Egydio Martins, celui de Minas-Gerais, M. Aureliano Chaves, et celui du Rio-Grande-do-Sul, M. Silival Guazzelli, affirmèrent publiquement leur appui à la politique de « dialogue et de débats critiques » lancée par le chef de l'État. M. Paulo Egydio Martins en arrivait même à déclarer : « Il existe une droite à droite de la droite, et une gauche à gauche de la gauche. Il nous restait de savoir quels sont ceux qui veulent étouffer les libertés ».

La récolte étant détruite par le gel

SUSPENSION DES EXPORTATIONS DE CAFÉ

L'Institut brésilien du café a suspendu « jusqu'à nouvel ordre » les exportations de café, en raison des fortes gelées qui viennent de frapper pendant deux jours les États de Minas-Gerais et de Paraná, ravageant les plants en pleine floraison. L'État de Sao-Paulo a été moins gravement touché, mais les dommages pourraient s'aggraver si le mauvais temps persistait.

L'évaluation officielle des pertes n'a pas encore été faite. Toutefois, au sein des milieux britanniques spécialisés dans le négoce de café, on estime que la production brésilienne diminuera de quelque 14 à 20 millions de sacs de 60 kilogrammes, alors que la récolte devrait atteindre 25 millions de sacs au total.

Le Brésil assure un tiers de la production mondiale, qui est, en année courante, de l'ordre de 25 millions de sacs. La destruction des quatre cinquièmes des récoltes brésiennes privera le pays d'une de ses principales ressources. En outre, elle risque de compromettre la signature du nouvel accord international sur le café, prévu pour novembre prochain. Enfin, elle a déjà entraîné une flambée des cours mondiaux, qui sont passés en un semaine de 40 à 50 dollars par sac sur le marché de Londres. La hausse risque d'être d'autant plus vive que la culture, cette connaissance des difficultés dans certains pays producteurs africains. — (A.F.P.)

Honduras

Un charnier est découvert sur les terres d'un grand propriétaire

Tegucigalpa (A.F.P., A.P., U.P.J.) — Les cadavres de huit personnes tuées au cours d'un affrontement entre des paysans et l'armée, le 25 juin dernier, ont été découverts le vendredi 18 juillet dans le département de l'Olancho au Honduras. Les corps étaient enterrés au fond d'un puits situé sur les terres d'un grand propriétaire. Les recherches se poursuivirent. Parmi les cadavres identifiés se trouvaient ceux de deux prêtres, Jérôme Cyphre, de nationalité américaine, et Ivan Betancourt, Colombien, et ceux de deux étudiants, Maria Eslens Bolívar Vargas, Colombienne, et Rutilio Garcia, Hondurien. Les deux prêtres ont été tués lors d'une « marche de la faim », à laquelle participaient, en majorité, des paysans indiens sans terres.

L'application de la réforme agraire, accompagnée de violences, provoque la première crise grave que doit affronter le nouveau gouvernement hondurien. À son arrivée au pouvoir, le 25 avril, après un putsch sans effusion de sang, qui renversa le général Oswaldo Lopez Arellano, à la suite d'une affaire de pots-de-vin, le colonel Juan Alberto Melgar Castro avait promis de procéder rapidement à une réforme agraire.

Deux grandes organisations d'agriculteurs, l'Union nationale paysanne et l'Association nationale paysanne, qui comptent quarante mille membres environ chacune, ont accusé le gouvernement de s'être surtout montré compréhensif envers les intérêts des grands propriétaires terriens.

La plus grande partie des terres appartient, au Honduras, à une centaine de familles d'éleveurs de bétail et à deux sociétés américaines exportatrices de bananes : la United Brands Co et la Standard Fruit Co.

Le général Geisel a promis de procéder rapidement à une réforme agraire. Mais sous la pression des propriétaires terriens, semble-t-il, le général Lopez Arellano a modifié la loi l'année dernière, en éliminant le bénéfice aux paysans membres d'organisations professionnelles ou de coopératives.

Etats-Unis

LE PRÉSIDENT FORD INVITE M. SOLJENITSYNE À LA MAISON BLANCHE

Washington (Reuter, U.P.J.) — Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Ron Nessen, a annoncé le vendredi 18 juillet que le président Ford avait invité Soljenitsyne qui séjourne actuellement aux États-Unis à le rencontrer. Cette invitation ne comporte aucune date précise. M. Nessen a indiqué que le président Ford avait invité une première fois l'écrivain mardi dernier, mais que celui-ci n'avait pu accepter, car il était déjà convié à une réception organisée en son honneur par le Sénat.

Mais quelques questions essentielles restent pour l'instant sans réponse : avec quelles forces politiques le régime militaire affrontera-t-il les prochaines échéances électorales ? Les conseils municipaux seront renouvelés en 1976. Le Parlement et les gouvernements en 1978. Les élections dans les deux cas doivent se dérouler au suffrage universel.

Le gouvernement risque de perdre sa majorité au Congrès et un grand nombre de membres de l'opposition ont des chances d'être élus gouverneurs. Le président du Sénat, M. Magalhães Pinto, a déjà laissé entendre que le seul moyen d'éviter une défaite serait de modifier le système des partis. On imagine fréquemment qu'un grand parti centriste pourrait être créé, qui regrouperait autour du général Geisel les partisans de la « droite », venus soit du M.D.B., soit de l'Arena. Les opposants seraient ainsi rejetés aux deux extrêmes de l'éventail politique et n'auraient guère de chances de s'imposer.

Que la démocratisation du pays soit indispensable, un accord avec celui qui vient d'être signé avec l'Allemagne semble le montrer. Pour devenir en quinze ans une puissance nucléaire, le Brésil aura besoin de former de nombreux savants et techniciens. Comme le pays se sent pleinement intégré au mode de vie occidental, on voit mal comment il pourrait refuser à cette élite scientifique les libertés qui celle-ci est assurée de trouver ailleurs. Déjà la presse a souligné la nécessité pour le régime de récompenser les savants qui se sont dispersés aux États-Unis et en Europe après 1964. Une autre voix s'est ajoutée au concert en faveur de la démocratisation : celle de M. Mario Henrique Simonsen, ministre des finances, qui a déclaré le 4 juillet, après une rencontre avec des hommes d'affaires de Porto-Alegre qu'il ne pouvait y avoir de développement économique sans liberté de débat et de critique.

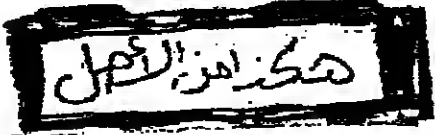
CHARLES VANHECKE.

L'accident de chemin de fer à Rio-de-Janeiro

LES JOURNAUX BRÉSILIENS CONTESTENT LE NOMBRE (OFFICIEL) DES VICTIMES

Rio-de-Janeiro (Reuter). — La catastrophe ferroviaire survenue jeudi soir dans les banlieues de Rio-de-Janeiro a provoqué la mort de deux personnes et deux cent dix-neuf ont été blessées, déclare la direction des chemins de fer brésiliens. Mais les journaux font état de plus de trente morts et les premières informations de source officielle avaient laissé croire qu'il pouvait y avoir une centaine de morts.

Le Monde PUBLIE CHAQUE LUNDI (numéro daté mardi) UN SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE



AMÉRIQUES

Chili

Les dirigeants de la démocratie chrétienne de la gauche non communiste ont constitué un front commun contre la junte

position non communiste militante chilienne a s'élargie la semaine dernière au cours d'une réunion à Washington du vendredi 18 juillet. In le journal, les dirigeants

Pérou

PENSION DES GARANTIES CONSTITUTIONNELLES LES PROVINCES DU SUD

(A.F.P., U.P.I.). — Après l'adoption de l'état d'urgence, les garanties constitutionnelles ont été suspendues le vendredi 18 juillet, pour trente jours, les quatre provinces du sud sont : Arequipa, Moquegua, et Puno. Une grève générale a paralysé la seconde ville du Pérou, où 17 juillet. Quarante-cinq grévistes demandaient une révision du prix des transports. Le général Le Vera, qui a pris le commandement de la province, est un appui au régime et que toute atteinte à la police sera « fermement ». Il a annoncé aussi la mise en état d'urgence de tous les employés de chemin de fer. Il a décidé d'observer une semaine sans interruption.

en exil de la démocratie chrétienne, MM. Leighton et Renan Fuentes-Alba, anciens présidents du parti, ont signé avec les dirigeants socialistes, MM. Aniceto Rodriguez et Clodomiro Almeyda, ex-ministre des affaires étrangères de l'Unité populaire, ainsi qu'avec MM. Anselmo Sule, représentant le parti radical, et Sergio Bilar, de la gauche chrétienne, un manifeste annonçant leur intention d'arriver de concert au rétablissement d'une « démocratie juste et socialiste au Chili ».

Les représentants en exil du parti communiste chilien et du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIG) n'avaient pas été invités à cette rencontre. Toujours selon le Washington Post, l'Église chilienne et le premier ministre cubain, M. Fidel Castro, auraient récemment exercé des pressions pour que soit en fait d'opposition se réunissent. A l'issue de la rencontre de Caracas, M. Bernardino Leighton a déclaré que le parti démocratique chrétien oppose « à la politique de la junte militaire ». Pour M. Leighton, les déclarations du général Pinochet sur son maintien au pouvoir, « ne sont absolument pas originales, car beaucoup d'autres dictateurs l'ont proclamé avant lui, sans attendre leurs bruts ». Leighton a admis que certains secteurs de la démocratie chrétienne avaient offert leur appui à la junte, parce qu'ils avaient cru « dans les déclarations des militaires, qui affirmaient qu'un régime politique normal serait à nouveau institué le plus tôt possible dans le pays ». — (A.F.P.)

ASIE

Inde

La campagne de désobéissance civile se développe

(Suite de la première page.) Les Soviétiques ont été les premiers à se féliciter de l'insurrection régime fasciste en Inde, indique le journal. « Les objectifs de la politique extérieure de Moscou, vise à anéantir la Chine, et à de bases militaires, ne sont étrangers au régime au pouvoir de M. Gandhi (...). Les Soviétiques, qui fournissent des armes du village de l'Ouganda, id est ne peuvent qu'applaudir à l'agence d'un nouvel Amla an

exprima sa colère sans équivoque, mais de façon polémique », déclare l'opposition clandestine. L'appel semble avoir été entendu. A Ahmedabad, capitale de l'Etat du Gujerat, le même Gandhi avait déjà choisi pour organiser pendant douze ans sa résistance aux Britanniques, sa déroulent de vastes manifestations silencieuses, « des défilés d'étudiants aux bouches bâillonnées », écrit l'agence Associated Press. L'opposition encourage les Indiens à porter des rubans noirs sur leur poitrine, et à afficher sur leur porte d'entrée le préambule de la Constitution indienne consacré aux libertés fondamentales.

D'autre part, dans la Pendjab, Etat qui jouxte le Pakistan, aurait été la première révolte ouverte contre M. Gandhi. Selon les déclarations dont fait fait le Financial Times, le docteur Chohan, président du Conseil international des Sikhs, actuellement en Grande-Bretagne, une manifestation regroupant plus de trois cent mille personnes aurait eu lieu le 8 juillet à Amritsar. L'agitation de l'Akhal Dal, le parti politique des Sikhs, pourrait encourager d'autres mouvements ayant une assise régionale à s'engager activement dans la lutte contre le gouvernement central.

Vietnam du Nord

Afin d'étudier les besoins du pays

UN VICE-PRÉSIDENT DE LA BANK OF AMERICA VIENT DE SÉJOURNER A HANOI

Un des vice-présidents de la Bank of America, M. Louis Saulle, a passé sept jours au Vietnam du Nord, afin d'étudier les besoins du pays. Selon Saulle, qui s'est arrêté, vendredi 18 juillet, à Hanoï, les dirigeants nord-vietnamiens sont intéressés à développer leur commerce avec les États-Unis. La J.V. voudrait exporter ses produits et se procurer en échange matières premières et l'équipement qu'elle peut trouver dans les seuls pays industrialisés occidentaux, aux États-Unis en particulier. Il a ajouté que le Vietnam du Nord était plus particulièrement intéressé par l'importation de céréales, d'équipement agricole, de matériel de transport de matériel semi-fin pour la construction et le bâtiment. De son côté, le Vietnam du Nord ne veut pas exporter du charbon, du thé, des objets artisanaux. Au début de juillet, M. Pham An Dong, premier ministre de la J.V., avait adressé une lettre à sept membres du Congrès américain pour leur faire savoir que Hanoï était prêt à entamer des négociations pour un régime

ment des problèmes en suspens entre les deux pays. Washington n'a pas donné suite à cette proposition. D'autre part, les militaires officiels de Washington affirment que les États-Unis ont engagé des négociations avec un pays tiers, dont le nom n'a pas été dévoilé, afin qu'il représente les intérêts américains au Vietnam du Sud. — (U.P.I.)

(La Bank of America est la première banque commerciale du monde, avec des actifs de 94,4 milliards de dollars de dépôts et emplois soixante-deux mille trois cents salariés. Elle a été fondée en 1854 sous le nom de Bank of Italy et a pris son nom actuel à l'occasion de sa fusion en 1928 avec la Bank of America of California. Disposant de quelque soixante-dix succursales en Italie et de plusieurs bureaux dans les principales villes européennes, c'est l'une des banques américaines les mieux implantées en Europe. Son slogan publicitaire : « Amica on the spot » (« Partout quelque part ») est une référence à sa politique de développement à l'étranger.)

MALGRÉ UNE AUGMENTATION DE 19,6 % SUR 1975

Le budget de l'éducation restera très serré en 1976

Avec un total de 46,3 milliards de francs (38,7 en 1975), le projet de budget de l'éducation pour 1976 reste très serré, même si les consignes d'austérité sont moins draconiennes qu'en 1975 et en dépit du fait que la progression par rapport à 1975 (+19,6 %) est très supérieure à celle de la moyenne des dépenses civiles de l'Etat (+13,4 %).

On s'efforce aujourd'hui, au ministère, de faire contre mauvaise fortune bon cœur : après tout dit-on, un peu de « dégraissage » ne fait pas de mal à l'administration de l'éducation, à condition de ne pas la prou-

ger... Mais la nouvelle procédure de préparation du budget avait provoqué de vives inquiétudes.

Elle imposait en effet, cette année, aux ministères dépendants de prévoir une augmentation maximum de 7 % de leurs crédits de fonctionnement (les salaires pour l'essentiel) et de 8,5 % pour l'équipement, une fois reconduites les dépenses de 1975. Or, le budget de l'éducation est d'une « rigidité » croissante : en 1975, plus de 93 % des dépenses seront consacrées au fonctionnement dont 82,5 % aux salaires de plus de

neuf cent mille fonctionnaires. L'accroissement de 20 % des dépenses de fonctionnement (43,4 milliards prévus pour 1976 contre 36,2 en 1975) ne doit donc pas faire illusion. La hausse des traitements des enseignants des établissements publics et privés sous contrat, de administrateurs ou des agents d'une rentrée à l'autre (16 % d'augmentation entre 1974 et 1975) va absorber une très grande partie des « mesures nouvelles » qui ne représenteront en 1976 que 1 milliard de francs environ, somme presque identique à celle du budget de 1975, mais au pouvoir d'achat moindre.

Pour préparer ce budget serré, les responsables des services ont dû rechercher spécialement les économies (on a, par exemple, décidé de réduire les horaires des émissions de télévision scolaire), supprimer des emplois pour en créer d'autres, ou les compenser rigoureusement par la disparition des crédits d'horaires supplémentaires ou remplacement, bref, effectuer, comme on les y avait invités, un « redéploiement » des ressources, selon la formule, à la mode au gouvernement, « à tout prix possible, cette fois, de jouer sur la part de l'enseignement supérieur, le budget du secrétariat d'Etat étant préparé à part.

1100 établissements nationaux

De nouveaux emplois (vingt-cinq mille) sont accordés à l'éducation par le projet de budget, soit presque les deux tiers du total des créations. En fait, dix mille correspondront à cette année, le solde de 1975 pour la titularisation d'instituteurs et de maîtres auxiliaires (Le Monde du 18 juillet). Cette opération est devenue une priorité du gouvernement pour les quelques années à venir.

Dix mille emplois aussi sont destinés à la nationalisation de plus de onze cents établissements du premier cycle de l'enseignement secondaire au général, au cours de l'année 1976, soit deux fois plus qu'en 1975. Le gouvernement va accélérer la réalisation du programme de Provis, établi par M. Pierre Messmer en janvier 1973, lorsqu'il était premier ministre. La nationalisation des C.E.S. sera achevée, annonce-t-on, à la fin de l'année 1977. De même, 155 millions de francs supplémentaires seront affectés aux transports scolaires, l'Etat devant prendre en charge 65 % des dépenses à la rentrée de 1976. L'objectif est de parvenir devant les ministères de l'Éducation de 75 %, 120 millions de francs de plus seront consacrés aux bourses d'études, dont le montant augmenterait de 7 %. Ce sont des mesures paternelles et électoralement payantes.

En revanche, six mille trois cents postes seulement sont prévus pour recruter de nouveaux enseignants à la rentrée 1976 (cinq mille sept cent cinquante au

budget 1976), alors qu'on attend un total cent mille élèves de plus (soixante-neuf cent mille cette année). Les crédits d'équipement n'augmenteront guère. Les autorisations de programmes qui déterminent le volume des constructions nouvelles que l'Etat peut entreprendre n'augmenteront sans doute pas tout à fait 31 milliards de francs, soit 4 % de plus qu'en 1975 en francs courants. Compte tenu de la hausse prévisible du coût de la construction, il ne sera guère possible de livrer à la rentrée de 1976 autant de classes ou d'établissements que cette année. Toutefois, les travaux de rénovation sera sans doute autorisés par un collectif à lancer certaines opérations dès l'automne prochain. Le gouvernement espère, en effet, une importante relance de la construction. Pour la même raison, les crédits de paiements (pour les travaux achevés en cours d'année), qui avaient été très sévèrement réduits en 1975, augmenteront de 10 %.

Davantage pour les maternelles

Dans la redistribution des crédits et des postes, les écoles primaires et maternelles ont été relativement favorisées : 648 millions de francs de subventions pourront être attribués pour des constructions nouvelles, deux mille sept cents postes supplémentaires, soit un nouveau quart de professeurs créés à la rentrée 1976. La plupart de ces postes vont aux maternelles. M. Haby a affirmé que la demande des familles, jus-

qu'à présent très vive, tend à se ralentir, car seuls les enfants les plus jeunes ne sont pas encore accueillis dans les classes maternelles. Mais il sera difficile de réduire le effectif des classes malgré un contingent spécial d'une centaine de postes pour doubler, comme cette année, les postes surchargés. A moins que le ministre ne compte, sans le dire, sur les consignes données par le Syndicat national des instituteurs (SNTI) à ses adhérents de accueillir que trente-cinq élèves par classe.

D'autre part, deux mille emplois d'élèves maîtres vont être créés dans les écoles normales d'instituteurs : selon l'accord conclu par le ministère avec le SNTI, à partir de la rentrée 1978, tous les instituteurs doivent être formés dans les écoles normales. Ils ne rentreront qu'après le baccalauréat.

Pour l'enseignement secondaire, les établissements d'équipement seront un peu moins élevés en 1976 qu'en 1975 : 1 708 millions de francs d'autorisations de programmes, au lieu de 1 738 millions de francs. On estime, en effet, au ministère, que le développement des C.E.S., qui était, depuis plusieurs années, en retard, doit être ralenti, en attendant une actualisation de la carte scolaire qui repose sur des prévisions de mouvements de population déjà anciennes. Ces établissements doivent être créés, cependant, les trois quarts des deux mille cent emplois de professeurs créés à la rentrée 1976.

Mais le ministère va encore réduire de mille le nombre des professeurs certifiés stagiaires

Plus de collèges techniques

Seuls doivent échapper à cette stagnation les collèges d'enseignement technique. Ils ont vingt-sept millions de francs devant être consacrés à la construction de nouveaux C.E.T., soit une augmentation de plus de 20 % par rapport à 1975 : et mille cinq cents postes d'enseignants leur sont accordés. Une priorité relative est donc revenue à la formation professionnelle : c'est la réponse aussi à une demande assez générale : dans le climat actuel, le seul d'une préparation des enfants à un métier est particulièrement viv.

Les prévisions d'effectifs sur lesquelles repose cette répartition des crédits et des postes scolaires ont été vérifiées ? Après avoir longtemps sous-estimé l'accroissement de l'effectif des maternelles et supérieures, en 1975, celui des établissements secondaires, le ministère a essayé à la rentrée dernière de serrer de plus près la réalité. Mais l'exercice demeure difficile.

GUY HERZLICH.

SCIENCES

APRÈS LEUR SÉPARATION

Soyuz et Apollo tentent de réaliser une éclipse artificielle totale du Soleil

De notre envoyée spéciale

Houston. — Les cabines Apollo et Soyuz doivent se séparer ce samedi 19 juillet à 16 h. 29 (heure de Paris), après un vol commun qui aura duré un peu plus de quarante-sept heures.

La seconde journée de ce vol aura été bien remplie. En se rendant dans trois visites successives, les trois astronautes américains et les deux cosmonautes soviétiques auront réalisé de nombreuses expériences de bord et les déclarations qu'ils devaient adresser à la Terre. La coopération fut à l'honneur de bout en bout, mais le cœur n'y était pas. Revenus dans leurs cabines respectives, vendredi à 22 heures, après une journée commencée à 6 h. 20, chacun de ses hommes avait bien mérité son repos et les félicitations de Washington et de Moscou.

Tout a eu lieu comme il avait été prévu. Les hommes passeront d'une cabine à l'autre, sans que l'un sache toujours très bien où ils se trouvent, au milieu d'un fouillis de câbles électriques. Tantôt Stafford et Leonov, tantôt Brund et Kubasov faisaient visiter leur vaisseau, décrivaient le beau pays qu'est notre planète, expliquaient comment ils faisaient la cuisine à bord et les bons petits plats qu'on y dégustait. Et puis ils se retrouvaient en mission officielle et la diplomatie reprenait ses droits, pour des messages de paix ou d'amitié, ou pour des échanges de menus cadeaux.

Les sacrifices financiers

Le temps fort de la journée a été la conférence de presse des membres de l'espace qui donna une bonne idée de l'ambiance, officielle, officielle, de cette journée des visites. Stafford déclara que au moment où fut ouverte la dernière porte séparant les deux vaisseaux, « notre pensée était que nous ouvririons une ère nouvelle dans l'histoire de l'homme ». « Notre travail, ajouta peu après Leonov, est devenu possible grâce au climat de détente (...). C'est un pas important dans l'exploration sans fin de l'espace, grâce à l'effort de l'ensemble de l'humanité. » Hommage fut rendu « à la détermi-

UNE GRANDE EXPOSITION INTERNATIONALE SUR LES OcéANS S'OUVRE LE 20 JUILLET A OKINAWA

Okinawa (A.F.P.). — « Le mer que nous aimerions voir », tel est le thème de l'exposition internationale sur les océans, qui s'ouvre le 20 juillet à Okinawa et durera jusqu'au 18 janvier 1976. Quarante pays, dont le Japon, bien sûr, les États-Unis, l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne et l'Italie, participent à cette manifestation dont la France et l'Allemagne (récente) sont absentes.

Les organisateurs espèrent quatre millions de visiteurs. Parmi les « attractions » proposées — en dehors des paysages et des récifs de coraux de l'île japonaise — on peut citer : l'« Apollon » présentée comme prototype des navires flottants de l'avenir (en fait, une structure analogue aux grandes plates-formes semi-submersibles de forage pétrolier marin), des pavillons consacrés chacun à un thème (les poissons, les bateaux, la science et la technologie, les peuples etc.), ainsi qu'un aquarium de 13 000 mètres cubes d'eau de mer.

Sur le futur site de lancement de la fusée européenne Ariane, à Kourou, en Guyane, des travaux ont commencé pour permettre dans trois ans un premier lancement de la fusée. Ariane doit permettre aux pays d'Europe de lancer des satellites de communications et de détection des ressources terrestres, sans se plier aux conditions qu'imposent les États-Unis aux pays qui utilisent des lanceurs américains.

DÉFENSE

M. Michel Rougnon, conseiller des affaires étrangères et précédemment conseiller technique (chargé notamment des relations avec la presse) au cabinet du ministre de la défense, a été nommé conseiller général de France à Los Angeles (et non pas à San Francisco comme il a été écrit par erreur le 2 juillet) en remplacement de M. Jean-François Roux. C'est M. Pierre Saulière qui prend les fonctions exercées précédemment par M. Rougnon.

DOMINIQUE VERGÈSE.

JUSTICE

LES PLASTICAGES DANS LE SUD-EST DE LA FRANCE

Le président d'une association de défense des rapatriés est entendu par la police

M. Joseph Ortiz a été remis en liberté

De notre correspondant régional

Toulon. — M. Joseph Ortiz, l'un des anciens chefs activistes en Algérie, qui avait été écroué le 10 juillet à la prison Saint-Roch de Toulon sous l'inculpation de détention d'armes de guerre, a été remis en liberté vendredi 19 juillet, au début d'après-midi, sur décision des deux juges d'instruction du tribunal de Toulon, M. Jean Pouget. Un autre rapatrié d'Algérie, M. Serge Geoffroy, soixante-trois ans, garagiste à La Seyne, placé sous mandat de dépôt en même temps que M. Ortiz, et pour une infraction similaire, a bénéficié de la même mesure.

Arrêté et écroué sous la seule prévention d'avoir détenu illégalement, à son domicile, un pistolet de calibre 7,65 et sept cartouches, Jo Ortiz était, en fait, soupçonné d'avoir inspiré, sinon organisé, les récents attentats commis tant dans le Var que dans le Sud-Ouest. Les présomptions des policiers se fondaient notamment sur le fait que le nom et l'adresse de l'ancien cadetier d'Alger figuraient dans l'agenda d'un rapatrié du Sud-Ouest, M. François Chabessier, appréhendé le 10 juillet à Bordeaux, pour un attentat à la bombe dont il a reconnu être l'un des auteurs, commis le 28 juin contre un restaurant de Bayonne.

Ces présomptions n'ont pu, apparemment, être écartées par les enquêteurs, qui restent pourtant persuadés qu'ils se trouvent sur la Côte comme dans les départements du Sud-Ouest, devant un même activisme recruté certains de ses membres parmi d'anciens ultras de l'Algérie française. Lors de son « été » aux Baléares, Jo Ortiz avait été la tête politique du « maquis Résurrection-Patrie », responsable d'attentats O.A.S. dans le Sud-Ouest. Plusieurs plasticages commis dans le Var ont d'autre part été revendiqués par un comité « Justice pieds-noirs ».

Une partie de l'enquête semble bien, quel qu'il en soit, tourner autour de l'arrestation de François Chabessier et des déclarations qu'il a faites aux policiers qui l'ont interrogé. Installé à Saint-Estève, près de Perpignan, il était le délégué régional de l'USDFIRA pour six départements, et il avait été amené à venir à plusieurs reprises dans le Var, notamment le 1^{er} juin dernier, pour le rassemblement annuel des rapatriés à Tourves, dans la propriété de M. Ibagñés. A-t-il participé à la « nuit bleue » du 1^{er} au 2 juillet, au cours de laquelle ont été successivement plasticés la cité administrative d'Hyères, l'hôtel des impôts de Toulon et la mairie de Sainte-Maxime ?

La police judiciaire avait effectué plusieurs perquisitions au domicile de militants de l'USDFIRA du Var, et notamment le 3 juillet, chez M. Ibagñés et dans l'appartement de fonction de son épouse, installés à Saint-Maximin, ainsi qu'au domicile de M. Méne, vice-président national de l'USDFIRA, à Solles-Pont, dans la banlieue de Toulon. Il semble que toutes ces investigations aient été infructueuses. Interrogé la veille de son interpellation, M. Ibagñés avait rejeté toute responsabilité de l'USDFIRA dans les agissements dont M. Chabessier avait pu se rendre personnellement coupable. « La police, avait-il dit, cherche à nous faire endosser des responsabilités que nous n'avons pas. Nous avons l'habitude d'agir ouvertement devant l'opinion publique, même si nous nous sommes vu assigner pour délégués régionaux ».

L'USDFIRA, qui se réclamait, en juin dernier, de quarante-quatre mille membres parmi lesquels de nombreux anciens barbouillés, a été créé en 1963 par Roger Piegès, frère de l'ancien membre de l'O.A.S. Claude Piegès, condamné à dix ans de prison, et Albert Dorezac, pour avoir organisé le meurtre du commissaire Gavoury, et fusillé le 7 juin 1962.

M. Ibagñés en a pris la présidence deux ans plus tard, mais il n'en avait fait un « syndicat de choc » que depuis 1973, en multipliant les actions de commandos pour s'opposer en particulier à des mesures de saisie et de ventes aux enchères de biens appartenant à des rapatriés. Après l'occupation du cabinet d'un avocat de Draguignan le 10 mai 1973, M. Ibagñés avait été avec ceux de deux autres associations de rapatriés, le Front na-

tionnel des rapatriés (F.N.R.) et l'Union des comités de défense des agriculteurs rapatriés (UCDAR), avaient occupé des locaux dans l'annexe de la Cour des comptes. Peu de temps après, l'USDFIRA et l'UCDAR avaient tenu une réunion commune à Fleurance, dans le Gers, au cours de laquelle elles s'étaient déclarées en « état d'insurrection légitime », ajoutant qu'« elles souhaitent donner un coup d'arrêt en créant une sorte de petit gouvernement pied-noir : un Etat dans l'Etat ».

M. Ibagñés, tout comme M. Joseph Ortiz, n'ont pas caché, d'autre part, leurs sympathies pour l'organisation des Soldats de l'opposition algérienne (S.O.A.), de Mouloud Kaouane. « J'ai fait la connaissance de Mouloud Kaouane, il y a de cela quelques mois », déclare, à sa sortie de prison, M. Ortiz. Il m'a exposé le plan qu'il envisageait d'appliquer. C'est très intéressant ; en ce qui me concerne, je l'approuve complètement. Et désormais, je vais être le porte-parole de Kaouane auprès des rapatriés ».

« Une provocation »
« Je n'ai absolument rien à déclarer », a déclaré M. Ortiz, d'autre part, M. Ortiz, je les réprovoque dans la mesure où ils ne contribuent pas à défendre la cause des rapatriés. De plus, ils risquent un jour ou l'autre de faire des victimes innocentes ».

L'USDFIRA ne peut en aucun cas être associée aux plasticages qui ont eu lieu dans le Var et qui ont été revendiqués par « Justice pieds-noirs », a déclaré M. Gabriel Méne, vice-président national de l'USDFIRA. « Nous considérons l'arrestation arbitraire de notre président comme une provocation. Si

sur commissaires rogatoires délivrées par M. Guy Bellec, juge d'instruction à Draguignan, et M. Pouget, après les récents plasticages commis dans le Var, a cependant connu un nouveau développement avec l'interpellation, au même endroit, du président national de l'Union syndicale de défense des habitants des Français rapatriés d'Algérie (USDFIRA), M. Eugène Ibagñés, quarante-deux ans, viticulteur à Tourves (Var), transféré à Marseille. M. Ibagñés a été placé sous garde à vue et il était le nouveau entendu par les policiers ce samedi matin.

M. Ibagñés n'était pas remis immédiatement en liberté, sans risquer des troubles assez graves, car une vive émotion régnait dans tous les milieux de rapatriés ».

De son côté, la section de l'USDFIRA de Cannes, dont la première réunion devait être présidée, vendredi soir, par M. Ibagñés, a adressé au président de la République, au ministre de la Justice, au préfet des Alpes-Maritimes et au préfet du Var, un télégramme dans lequel ses membres se déclarent « indignés » par l'arrestation de M. Ibagñés et « demandent raison de cette mesure qui affecte tous les Français rapatriés et qu'ils considèrent comme une nouvelle injustice et une nouvelle manifestation de la mise à l'écart des rapatriés de la communauté nationale ».

Peine d'emprisonnement pour les auteurs d'une nymphé de Mailloz. — Pierre Rolland, le maître-feuille qui déroba en décembre dernier dans les jardins des Tuileries une nymphé en bronze d'Aristide Maillol, a été condamné vendredi 18 juillet par la 1^{re} chambre correctionnelle de Paris à quinze mois d'emprisonnement. Les receleurs, Thoml Mouth et Jean-Claude Martignoni, ont été condamnés respectivement à un an d'emprisonnement, dont huit mois avec sursis, et à huit mois, dont quatre avec sursis.

Suicide d'un détenu. — Un jeune homme, Joël Michel, âgé de vingt-deux ans, est mort par pendaison jeudi 17 juillet dans sa cellule de la maison d'arrêt de Bonneville (Haute-Savoie). Joël Michel, qui était en régime de semi-liberté, avait été arrêté dans l'après-midi pour « scandale sur le vote public ».

Le ministre de l'intérieur souhaite recruter 7 000 fonctionnaires en 1976

La formation des gardiens de la paix et des inspecteurs sera améliorée

Une satisfaction mitigée prévaut dans les principaux syndicats de la police (Fédération autonome, Syndicat autonome des policiers en civil, Syndicat des commandants et officiers, Syndicat des commissaires de police) après la communication qui leur a été faite par M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, des propositions du comité technique paritaires relatives par l'administration. Le comité des agents formulés en conclusion de sa première session qui s'est achevée le 8 juillet après six mois de travaux. Si certaines de ces revendications sont prises en considération, d'autres devront attendre un examen plus approfondi.

Le ministre a accepté toutes les suggestions présentées sur le point de l'ordre du jour jugé essentiel par l'ensemble des organisations professionnelles : la formation des personnels de la paix recevra une formation de six mois assortie d'un mois de stage (contre quatre mois au total jusqu'à l'objectif) de terme est d'aboutir à six mois d'école et trois mois de stage. Mais ce système ne sera applicable qu'après le fin des recrutements massifs — M. Poniatowski souhaite engager sept mille hommes l'an prochain — liés à la modernisation de la police et aux vacances de postes provoquées par le départ en retraite des éléments en service depuis la Libération.

Le même impératif conditionne la durée de formation des inspecteurs pour lesquels s'ajouta un élément conjoncturel : l'abandon précipité, il y a deux mois, de l'école de Beaujon de la police de la réforme, destinée à l'amélioration des carrières, en cours d'application dans l'armée, arguant de la parité qui existe entre les deux administrations.

Un crédit de 200 à 250 millions de francs sera consacré, au cours des trois prochaines années, à cet alignement. Dès le prochain budget, une somme de 25 millions de francs est prévue pour cette amélioration, et le ministre a promis qu'une deuxième tranche de crédits serait demandée à l'occasion du collectif budgétaire de 1976. Le montant de cette dernière sera fonction des indices définitivement adoptés pour la hiérarchie militaire.

POLICE

LE BUDGET EN AUGMENTATION DE 19 % POUR L'ANNÉE PROCHAINE

Le ministre de l'intérieur souhaite recruter 7 000 fonctionnaires en 1976

La formation des gardiens de la paix et des inspecteurs sera améliorée

Une satisfaction mitigée prévaut dans les principaux syndicats de la police (Fédération autonome, Syndicat autonome des policiers en civil, Syndicat des commandants et officiers, Syndicat des commissaires de police) après la communication qui leur a été faite par M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, des propositions du comité technique paritaires relatives par l'administration. Le comité des agents formulés en conclusion de sa première session qui s'est achevée le 8 juillet après six mois de travaux. Si certaines de ces revendications sont prises en considération, d'autres devront attendre un examen plus approfondi.

Le ministre a accepté toutes les suggestions présentées sur le point de l'ordre du jour jugé essentiel par l'ensemble des organisations professionnelles : la formation des personnels de la paix recevra une formation de six mois assortie d'un mois de stage (contre quatre mois au total jusqu'à l'objectif) de terme est d'aboutir à six mois d'école et trois mois de stage. Mais ce système ne sera applicable qu'après le fin des recrutements massifs — M. Poniatowski souhaite engager sept mille hommes l'an prochain — liés à la modernisation de la police et aux vacances de postes provoquées par le départ en retraite des éléments en service depuis la Libération.

Le même impératif conditionne la durée de formation des inspecteurs pour lesquels s'ajouta un élément conjoncturel : l'abandon précipité, il y a deux mois, de l'école de Beaujon de la police de la réforme, destinée à l'amélioration des carrières, en cours d'application dans l'armée, arguant de la parité qui existe entre les deux administrations.

Un crédit de 200 à 250 millions de francs sera consacré, au cours des trois prochaines années, à cet alignement. Dès le prochain budget, une somme de 25 millions de francs est prévue pour cette amélioration, et le ministre a promis qu'une deuxième tranche de crédits serait demandée à l'occasion du collectif budgétaire de 1976. Le montant de cette dernière sera fonction des indices définitivement adoptés pour la hiérarchie militaire.

Le budget pour 1976 ne portera, d'une manière générale, pas trace de l'austérité. Les dépenses de personnel augmenteront de près de 20 % et celles du matériel de près de 18 %. Les dépenses globales consacrées à la police dépasseront ainsi 6 milliards de francs. Le budget de la police aura plus que triplé en sept ans (il était de 1,8 milliard de francs en 1969) et augmenté de moitié par rapport à 1974.

Côté personnel, le ministre souhaite engager 7 000 hommes, dont 1 000 à 1 200 au titre des créations d'emplois (400 à 500 inspecteurs, 200 gardiens, 350 agents administratifs et techniciens) et 6 000 pour combler les vacances de postes dues aux départs en retraite (1 500 inspecteurs sur 12 000 soit tout compte fait) et au départ de la défection des titulaires (beaucoup d'élèves, notamment chez les gardiens, démissionnent avant même leur sortie de l'école).

Pour le matériel, M. Poniatowski veut faire un effort pour l'acquisition du matériel radio fixe, embarqué à bord de véhicules, ou individuel : au cours de son récent voyage à Ottawa, le ministre a été vivement impressionné par l'équipement électronique de la police canadienne. Dans les grandes villes, les fonctionnaires sont tous dotés d'émetteurs-récepteurs miniatures fonctionnant comme de véritables terminaux et qui peuvent à tout moment être mis en relation avec l'ordinateur du service, ce qui simplifie les formalités de vérification d'identité.

JAMES SARAZIN.

FAITS DIVERS

Le ressortissant yougoslave gravement blessé de plusieurs balles de pistolet dans la nuit du 16 au 17 juillet, rue Saint-Charles à Paris-15^e (le Monde du 19 juillet), a été identifié par la police. Il s'agit de M. Dane Sarak, 42 ans, employé de l'industrie. L'homme se livrait à des activités terroristes.

Un dangereux malfaiteur arrêté à Toulon. — Eltha Kaouane, un malfaiteur jugé particulièrement dangereux par les policiers de la brigade de recherches et d'intervention, a été arrêté, jeudi 17 juillet, à Toulon. L'homme, d'origine algérienne, a déjà avoué sept agressions à main armée. Il avait pris en otage, le 13 janvier 1972, un policier qui venait l'arrêter pour proxénétisme.

SPORTS

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

L'italien Santambrogio gagne à Melun

L'italien Santambrogio a gagné à Melun la plus longue étape du Tour de France (286 kilomètres) en devançant le peloton groupé de 28 secondes.

Classement de la vingtième étape
1. Santambrogio (I.), 7 h. 39 min. 45 sec. (moyenne : 34,06 km-h.) ;
2. Van Linden (B.), à 28 sec. ;
3. Kerssens (P.-B.), à 31 sec. ;
4. Heban (G.-B.), à 32 sec. ;
5. Giedtrot (B.), à 33 min. ;
6. Lopez-Carril (Esp.), à 34 min. 45 sec. ;
7. Moser (S.), à 35 min. 20 sec. ;
8. Puchs (A.), à 35 min. 30 sec. ;
9. Janssens (B.), à 35 min. 35 sec. ;
10. Torres (Esp.), à 35 min. 40 sec. ;
11. Bernard Thivener (F.), à 36 min. 35 sec. ;
12. Amaral (P.), à 36 min. 40 sec. ;
13. Amaral (P.), à 36 min. 45 sec. ;
14. Amaral (P.), à 36 min. 50 sec. ;
15. Amaral (P.), à 36 min. 55 sec. ;
16. Amaral (P.), à 37 min. ;
17. Amaral (P.), à 37 min. 5 sec. ;
18. Amaral (P.), à 37 min. 10 sec. ;
19. Amaral (P.), à 37 min. 15 sec. ;
20. Amaral (P.), à 37 min. 20 sec. ;
21. Amaral (P.), à 37 min. 25 sec. ;
22. Amaral (P.), à 37 min. 30 sec. ;
23. Amaral (P.), à 37 min. 35 sec. ;
24. Amaral (P.), à 37 min. 40 sec. ;
25. Amaral (P.), à 37 min. 45 sec. ;
26. Amaral (P.), à 37 min. 50 sec. ;
27. Amaral (P.), à 37 min. 55 sec. ;
28. Amaral (P.), à 38 min. ;
29. Amaral (P.), à 38 min. 5 sec. ;
30. Amaral (P.), à 38 min. 10 sec. ;
31. Amaral (P.), à 38 min. 15 sec. ;
32. Amaral (P.), à 38 min. 20 sec. ;
33. Amaral (P.), à 38 min. 25 sec. ;
34. Amaral (P.), à 38 min. 30 sec. ;
35. Amaral (P.), à 38 min. 35 sec. ;
36. Amaral (P.), à 38 min. 40 sec. ;
37. Amaral (P.), à 38 min. 45 sec. ;
38. Amaral (P.), à 38 min. 50 sec. ;
39. Amaral (P.), à 38 min. 55 sec. ;
40. Amaral (P.), à 39 min. ;
41. Amaral (P.), à 39 min. 5 sec. ;
42. Amaral (P.), à 39 min. 10 sec. ;
43. Amaral (P.), à 39 min. 15 sec. ;
44. Amaral (P.), à 39 min. 20 sec. ;
45. Amaral (P.), à 39 min. 25 sec. ;
46. Amaral (P.), à 39 min. 30 sec. ;
47. Amaral (P.), à 39 min. 35 sec. ;
48. Amaral (P.), à 39 min. 40 sec. ;
49. Amaral (P.), à 39 min. 45 sec. ;
50. Amaral (P.), à 39 min. 50 sec. ;
51. Amaral (P.), à 39 min. 55 sec. ;
52. Amaral (P.), à 40 min. ;
53. Amaral (P.), à 40 min. 5 sec. ;
54. Amaral (P.), à 40 min. 10 sec. ;
55. Amaral (P.), à 40 min. 15 sec. ;
56. Amaral (P.), à 40 min. 20 sec. ;
57. Amaral (P.), à 40 min. 25 sec. ;
58. Amaral (P.), à 40 min. 30 sec. ;
59. Amaral (P.), à 40 min. 35 sec. ;
60. Amaral (P.), à 40 min. 40 sec. ;
61. Amaral (P.), à 40 min. 45 sec. ;
62. Amaral (P.), à 40 min. 50 sec. ;
63. Amaral (P.), à 40 min. 55 sec. ;
64. Amaral (P.), à 41 min. ;
65. Amaral (P.), à 41 min. 5 sec. ;
66. Amaral (P.), à 41 min. 10 sec. ;
67. Amaral (P.), à 41 min. 15 sec. ;
68. Amaral (P.), à 41 min. 20 sec. ;
69. Amaral (P.), à 41 min. 25 sec. ;
70. Amaral (P.), à 41 min. 30 sec. ;
71. Amaral (P.), à 41 min. 35 sec. ;
72. Amaral (P.), à 41 min. 40 sec. ;
73. Amaral (P.), à 41 min. 45 sec. ;
74. Amaral (P.), à 41 min. 50 sec. ;
75. Amaral (P.), à 41 min. 55 sec. ;
76. Amaral (P.), à 42 min. ;
77. Amaral (P.), à 42 min. 5 sec. ;
78. Amaral (P.), à 42 min. 10 sec. ;
79. Amaral (P.), à 42 min. 15 sec. ;
80. Amaral (P.), à 42 min. 20 sec. ;
81. Amaral (P.), à 42 min. 25 sec. ;
82. Amaral (P.), à 42 min. 30 sec. ;
83. Amaral (P.), à 42 min. 35 sec. ;
84. Amaral (P.), à 42 min. 40 sec. ;
85. Amaral (P.), à 42 min. 45 sec. ;
86. Amaral (P.), à 42 min. 50 sec. ;
87. Amaral (P.), à 42 min. 55 sec. ;
88. Amaral (P.), à 43 min. ;
89. Amaral (P.), à 43 min. 5 sec. ;
90. Amaral (P.), à 43 min. 10 sec. ;
91. Amaral (P.), à 43 min. 15 sec. ;
92. Amaral (P.), à 43 min. 20 sec. ;
93. Amaral (P.), à 43 min. 25 sec. ;
94. Amaral (P.), à 43 min. 30 sec. ;
95. Amaral (P.), à 43 min. 35 sec. ;
96. Amaral (P.), à 43 min. 40 sec. ;
97. Amaral (P.), à 43 min. 45 sec. ;
98. Amaral (P.), à 43 min. 50 sec. ;
99. Amaral (P.), à 43 min. 55 sec. ;
100. Amaral (P.), à 44 min. ;
101. Amaral (P.), à 44 min. 5 sec. ;
102. Amaral (P.), à 44 min. 10 sec. ;
103. Amaral (P.), à 44 min. 15 sec. ;
104. Amaral (P.), à 44 min. 20 sec. ;
105. Amaral (P.), à 44 min. 25 sec. ;
106. Amaral (P.), à 44 min. 30 sec. ;
107. Amaral (P.), à 44 min. 35 sec. ;
108. Amaral (P.), à 44 min. 40 sec. ;
109. Amaral (P.), à 44 min. 45 sec. ;
110. Amaral (P.), à 44 min. 50 sec. ;
111. Amaral (P.), à 44 min. 55 sec. ;
112. Amaral (P.), à 45 min. ;
113. Amaral (P.), à 45 min. 5 sec. ;
114. Amaral (P.), à 45 min. 10 sec. ;
115. Amaral (P.), à 45 min. 15 sec. ;
116. Amaral (P.), à 45 min. 20 sec. ;
117. Amaral (P.), à 45 min. 25 sec. ;
118. Amaral (P.), à 45 min. 30 sec. ;
119. Amaral (P.), à 45 min. 35 sec. ;
120. Amaral (P.), à 45 min. 40 sec. ;
121. Amaral (P.), à 45 min. 45 sec. ;
122. Amaral (P.), à 45 min. 50 sec. ;
123. Amaral (P.), à 45 min. 55 sec. ;
124. Amaral (P.), à 46 min. ;
125. Amaral (P.), à 46 min. 5 sec. ;
126. Amaral (P.), à 46 min. 10 sec. ;
127. Amaral (P.), à 46 min. 15 sec. ;
128. Amaral (P.), à 46 min. 20 sec. ;
129. Amaral (P.), à 46 min. 25 sec. ;
130. Amaral (P.), à 46 min. 30 sec. ;
131. Amaral (P.), à 46 min. 35 sec. ;
132. Amaral (P.), à 46 min. 40 sec. ;
133. Amaral (P.), à 46 min. 45 sec. ;
134. Amaral (P.), à 46 min. 50 sec. ;
135. Amaral (P.), à 46 min. 55 sec. ;
136. Amaral (P.), à 47 min. ;
137. Amaral (P.), à 47 min. 5 sec. ;
138. Amaral (P.), à 47 min. 10 sec. ;
139. Amaral (P.), à 47 min. 15 sec. ;
140. Amaral (P.), à 47 min. 20 sec. ;
141. Amaral (P.), à 47 min. 25 sec. ;
142. Amaral (P.), à 47 min. 30 sec. ;
143. Amaral (P.), à 47 min. 35 sec. ;
144. Amaral (P.), à 47 min. 40 sec. ;
145. Amaral (P.), à 47 min. 45 sec. ;
146. Amaral (P.), à 47 min. 50 sec. ;
147. Amaral (P.), à 47 min. 55 sec. ;
148. Amaral (P.), à 48 min. ;
149. Amaral (P.), à 48 min. 5 sec. ;
150. Amaral (P.), à 48 min. 10 sec. ;
151. Amaral (P.), à 48 min. 15 sec. ;
152. Amaral (P.), à 48 min. 20 sec. ;
153. Amaral (P.), à 48 min. 25 sec. ;
154. Amaral (P.), à 48 min. 30 sec. ;
155. Amaral (P.), à 48 min. 35 sec. ;
156. Amaral (P.), à 48 min. 40 sec. ;
157. Amaral (P.), à 48 min. 45 sec. ;
158. Amaral (P.), à 48 min. 50 sec. ;
159. Amaral (P.), à 48 min. 55 sec. ;
160. Amaral (P.), à 49 min. ;
161. Amaral (P.), à 49 min. 5 sec. ;
162. Amaral (P.), à 49 min. 10 sec. ;
163. Amaral (P.), à 49 min. 15 sec. ;
164. Amaral (P.), à 49 min. 20 sec. ;
165. Amaral (P.), à 49 min. 25 sec. ;
166. Amaral (P.), à 49 min. 30 sec. ;
167. Amaral (P.), à 49 min. 35 sec. ;
168. Amaral (P.), à 49 min. 40 sec. ;
169. Amaral (P.), à 49 min. 45 sec. ;
170. Amaral (P.), à 49 min. 50 sec. ;
171. Amaral (P.), à 49 min. 55 sec. ;
172. Amaral (P.), à 50 min. ;
173. Amaral (P.), à 50 min. 5 sec. ;
174. Amaral (P.), à 50 min. 10 sec. ;
175. Amaral (P.), à 50 min. 15 sec. ;
176. Amaral (P.), à 50 min. 20 sec. ;
177. Amaral (P.), à 50 min. 25 sec. ;
178. Amaral (P.), à 50 min. 30 sec. ;
179. Amaral (P.), à 50 min. 35 sec. ;
180. Amaral (P.), à 50 min. 40 sec. ;
181. Amaral (P.), à 50 min. 45 sec. ;
182. Amaral (P.), à 50 min. 50 sec. ;
183. Amaral (P.), à 50 min. 55 sec. ;
184. Amaral (P.), à 51 min. ;
185. Amaral (P.), à 51 min. 5 sec. ;
186. Amaral (P.), à 51 min. 10 sec. ;
187. Amaral (P.), à 51 min. 15 sec. ;
188. Amaral (P.), à 51 min. 20 sec. ;
189. Amaral (P.), à 51 min. 25 sec. ;
190. Amaral (P.), à 51 min. 30 sec. ;
191. Amaral (P.), à 51 min. 35 sec. ;
192. Amaral (P.), à 51 min. 40 sec. ;
193. Amaral (P.), à 51 min. 45 sec. ;
194. Amaral (P.), à 51 min. 50 sec. ;
195. Amaral (P.), à 51 min. 55 sec. ;
196. Amaral (P.), à 52 min. ;
197. Amaral (P.), à 52 min. 5 sec. ;
198. Amaral (P.), à 52 min. 10 sec. ;
199. Amaral (P.), à 52 min. 15 sec. ;
200. Amaral (P.), à 52 min. 20 sec. ;
201. Amaral (P.), à 52 min. 25 sec. ;
202. Amaral (P.), à 52 min. 30 sec. ;
203. Amaral (P.), à 52 min. 35 sec. ;
204. Amaral (P.), à 52 min. 40 sec. ;
205. Amaral (P.), à 52 min. 45 sec. ;
206. Amaral (P.), à 52 min. 50 sec. ;
207. Amaral (P.), à 52 min. 55 sec. ;
208. Amaral (P.), à 53 min. ;
209. Amaral (P.), à 53 min. 5 sec. ;
210. Amaral (P.), à 53 min. 10 sec. ;
211. Amaral (P.), à 53 min. 15 sec. ;
212. Amaral (P.), à 53 min. 20 sec. ;
213. Amaral (P.), à 53 min. 25 sec. ;
214. Amaral (P.), à 53 min. 30 sec. ;
215. Amaral (P.), à 53 min. 35 sec. ;
216. Amaral (P.), à 53 min. 40 sec. ;
217. Amaral (P.), à 53 min. 45 sec. ;
218. Amaral (P.), à 53 min. 50 sec. ;
219. Amaral (P.), à 53 min. 55 sec. ;
220. Amaral (P.), à 54 min. ;
221. Amaral (P.), à 54 min. 5 sec. ;
222. Amaral (P.), à 54 min. 10 sec. ;
223. Amaral (P.), à 54 min. 15 sec. ;
224. Amaral (P.), à 54 min. 20 sec. ;
225. Amaral (P.), à 54 min. 25 sec. ;
226. Amaral (P.), à 54 min. 30 sec. ;
227. Amaral (P.), à 54 min. 35 sec. ;
228. Amaral (P.), à 54 min. 40 sec. ;
229. Amaral (P.), à 54 min. 45 sec. ;
230. Amaral (P.), à 54 min. 50 sec. ;
231. Amaral (P.), à 54 min. 55 sec. ;
232. Amaral (P.), à 55 min. ;
233. Amaral (P.), à 55 min. 5 sec. ;
234. Amaral (P.), à 55 min. 10 sec. ;
235. Amaral (P.), à 55 min. 15 sec. ;
236. Amaral (P.), à 55 min. 20 sec. ;
237. Amaral (P.), à 55 min. 25 sec. ;
238. Amaral (P.), à 55 min. 30 sec. ;
239. Amaral (P.), à 55 min. 35 sec. ;
240. Amaral (P.), à 55 min. 40 sec. ;
241. Amaral (P.), à 55 min. 45 sec. ;
242. Amaral (P.), à 55 min. 50 sec. ;
243. Amaral (P.), à 55 min. 55 sec. ;
244. Amaral (P.), à 56 min. ;
245. Amaral (P.), à 56 min. 5 sec. ;
246. Amaral (P.), à 56 min. 10 sec. ;
247. Amaral (P.), à 56 min. 15 sec. ;
248. Amaral (P.), à 56 min. 20 sec. ;
249. Amaral (P.), à 56 min. 25 sec. ;
250. Amaral (P.), à 56 min. 30 sec. ;
251. Amaral (P.), à 56 min. 35 sec. ;
252. Amaral (P.), à 56 min. 40 sec. ;
253. Amaral (P.), à 56 min. 45 sec. ;
254. Amaral (P.), à 56 min. 50 sec. ;
255. Amaral (P.), à 56 min. 55 sec. ;
256. Amaral (P.), à 57 min. ;
257. Amaral (P.), à 57 min. 5 sec. ;
258. Amaral (P.), à 57 min. 10 sec. ;
259. Amaral (P.), à 57 min. 15 sec. ;
260. Amaral (P.), à 57 min. 20 sec. ;
261. Amaral (P.), à 57 min. 25 sec. ;
262. Amaral (P.), à 57 min. 30 sec. ;
263. Amaral (P.), à 57 min. 35 sec. ;
264. Amaral (P.), à 57 min. 40 sec. ;
265. Amaral (P.), à 57 min. 45 sec. ;
266. Amaral (P.), à 57 min. 50 sec. ;
267. Amaral (P.), à 57 min. 55 sec. ;
268. Amaral (P.), à 58 min. ;
269. Amaral (P.), à 58 min. 5 sec. ;
270. Amaral (P.), à 58 min. 10 sec. ;
271. Amaral (P.), à 58 min. 15 sec. ;
272. Amaral (P.), à 58 min. 20 sec. ;
273. Amaral (P.), à 58 min. 25 sec. ;
274. Amaral (P.), à 58 min. 30 sec. ;
275. Amaral (P.), à 58 min. 35 sec. ;
276. Amaral (P.), à 58 min. 40 sec. ;
277. Amaral (P.), à 58 min. 45 sec. ;
278. Amaral (P.), à 58 min. 50 sec. ;
279. Amaral (P.), à 58 min. 55 sec. ;
280. Amaral (P.), à 59 min. ;
281. Amaral (P.), à 59 min. 5 sec. ;
282. Amaral (P.), à 59 min. 10 sec. ;
283. Amaral (P.), à 59 min. 15 sec. ;
284. Amaral (P.), à 59 min. 20 sec. ;
285. Amaral (P.), à 59 min. 25 sec. ;
286. Amaral (P.), à 59 min. 30 sec. ;
287. Amaral (P.), à 59 min. 35 sec. ;
288. Amaral (P.), à 59 min. 40 sec. ;
289. Amaral (P.), à 59 min. 45 sec. ;
290. Amaral (P.), à 59 min. 50 sec. ;
291. Amaral (P.), à 59 min. 55 sec. ;
292. Amaral (P.), à 60 min. ;
293. Amaral (P.), à 60 min. 5 sec. ;
294. Amaral (P.), à 60 min. 10 sec. ;
295. Amaral (P.), à 60 min. 15 sec. ;
296. Amaral (P.), à 60 min. 20 sec. ;
297. Amaral (P.), à 60 min. 25 sec

Le Monde aujourd'hui

USSES CLÉS

emmy Caution règle ses comptes...

HOMME entra dans un bistrot de la rue de Sévres d'une démarche chahoutée. Il portait le de laine brune, des lunettes, une casquette en tissu écru. Son visage aux maxillaires était grêlé comme une terre qui aurait reçu une glorieuse de Sous la fine mousseline, le e apparaissait sensuelle et sa. Il passa sur le bar une puissante et veule et com- un vital-cassia. servante, eu corsage rebondi, salait la bouteille de whisky : « M. Constantine, vous n'êtes soeur au régime ! »

Il voilà, fit Eddie, d'une voix et grave, avec ce ventige et calligraphie si facilement ur pour les blondes. Et voilà : s le ne me débarrasserai de y Caution.

habitude, quand il arrive quelque il y a toujours un quidam pour à le cantonnade : « Ce ve Eddie-Lemmy, toujours son personnage, lui tire à bout it un sourire taroc et, aussit-utes le demoielle présentes antant des dispositions pour la Môme vert de gris.

teni et bagarreur à l'écran, lui came si bien le héros de Peter y et fit plus pour la réputation. BI. que les maledroïts du gata, est, dans le vie, le plus des hommes.

Le monde des courses

Je suis surtout un poète, dit-il, adé d'avance que personne ne vira. Et l'alma per-dessus tout sauplissé : il semble bien, ce-nt, qu'après avoir rendu au ne sur l'holone d'agent spécial néé d'élite en sur les champs courses de Longchamp à Ascot, Jeanville à Acqueduct, pour voir tr ses chevaux, dont le fameux one, Eddie Constantine ait choisi s'élger ses propres comptes. nant ou Ligor et au Smith et on, il s'est armé d'un stylo avec

lequel il a réussi quelques cartons qui pourraient bien lui attirer des ennemis.

Le Propriétaire est un roman sur le monde des courses, écrit sur le rythme d'une série noire et où l'on devine que la fiction n'est qu'un paravent destiné à masquer, par des exagérations caricaturales, des mœurs que certaines affaires judiciaires, concernant les fraudes au tirés notamment, ont mises en évidence. Club International très fermé, dont Eddie Constantine, grâce aux cachets de Lemmy Caution, devient membre, le petit monde des propriétaires d'écuries de courses est inaccessible au Français moyen qui, chaque dimanche, « fait » son tiercé, comme à l'habitude du P.M.U. ou de l'Hippodrome, toujours à l'effort d'un tuyau.

Caprice d'industriel qui n'a pas de goût pour les danseuses, hobby mondain de vedette, carte de visite pour effarier le multinational, simple jeu d'après-midi pour douairière mé- léologique, le possession d'une régies ne écrites — de connivence devrait-on dire — qu'il veut mieux ne pas transgresser. Les cahètes qui éliment le cheval pour lui-même, les sportifs qui jouent les caniers du petit matin dans les brumes de Chantilly, les netto qui pensent qu'encourager la race chevaline est une futilité utile, les joueurs qui volent la pelouse comme un tapis de baccarat, tous ceux-ci ont de fortes chances, d'après Eddie Constantine, d'y laisser des plumes, de se faire gruger par les réalités qui tiennent l'écurie pour élément de standing, comme le Rolls-Royce ou le Cabin-Cruiser bahaméen.

Dans le roman, entraîneurs sorvite, jockeys tricheurs, lada ambli-tieux, bookmakers truands, vétérinaires marons, experts d'assurance accessibles ou chantage, ont partie liée pour le meilleur et pour le pire avec la propriétaire qui apparaît comme la moins noble conquête du cheval.

Bien sûr, tout se passe différemment dans la réalité. A-t-on jamais vu un propriétaire faire tout un pur-sang, vedette au déclin prévisible, pour le financier spéculer sur l'Afrique sous-développée et tenter de compromettre un jeune Noir, secrétaire d'Etat incorruptible ? Un oncle, utiliser la passion amoureuse de sa nièce pour un play-boy demi-tou, mais héritier d'un marchand de canons tauton, afin d'agrandir son empire industriel ?

Document fictif sur le monde des courses, peut-être. Mais le livre d'Eddy Constantine est surtout photographié, sous un autre angle, l'éternelle scène gringante et vile des hommes autour du Vase d'or. Le triste héros, David Willer — ne cherchez pas à recomposer un nom connu d'après les initiales de celui-ci, il y a une bonne demi-douzaine de propriétaires qui ont les mêmes — appartient à la race des feux condottieri, des épouvantés du coffre-fort, des brasseurs d'affaires, comme on disait autrefois, dont l'audace est faite de toutes les lâchetés des autres, et dont le génie consiste à choisir des esclaves, à se les attacher, à leur permettre d'en posséder à leur tour, afin que soient robustes et bien cimentées, dans les dépendances subalternes, les pyramides de leur réussite.

David Willer aime les tableaux de maîtres, fraude le fisc, sa chausse chez Un Tel, s'habille chez Truc. Ce n'est pas une cià mais dix que propose le malin Lemmy. Faussees clés, assurément, mais n'est-ce pas avec de fausses clés qu'on ouvre les vraies portes ?

Et puis, il y a Selim Shamman, cet acteur qui aurait pu faire une grande carrière et qui s'est usé dans des rôles faciles. Tions, tions... La cià, cette fois-ci, pourrait bien être accrochée au troussau de M. Constantine. Et Mlekheï Verney, industriel du show-business, qui semble avoir fait du gros chiffre sa nourriture permanente et du mariage

à répétition sa distraction favorite pour mois de mal pluieux. On pense à quelqu'un, bien sûr, dont le prénom, justement, indiquerait une parenté phonétique avec « sortir » de l'entour, lequel vient de « sortir » un disque de rock, après avoir joué avec succès les crooners, comme son copain de la radio new-yorkaise, Frank Sinatra.

On traverse l'Espace Gardin et le troussau de fausses clés tiré élégamment : « Un vieux chanteur de rock, remie au goût du jour pas la mode rétro, conversait amicalement avec un secrétaire d'Etat homosexuel. La cantatrice la plus chère du monde écoutait pérorer un sculpteur, qui avait bâti sa gloire sur des morceaux de tôle écrasés à la presse hydraulique, sous le regard bléni d'un scénariste déjà à moitié ivre. »

L'oiseau bleu

Naturellement, Eddie Constantine n'est pas Balzac. Son acte de comédie humaine contemporaine n'est pas moins réussi, encore qu'on puisse reprocher à certains de ses héros d'omettre volontairement de fermer le porte de leur chambre à coucher quand ils se manifestent mutuellement les dernières tendresses. Même si Les femmes s'en balancent, et si le sexe reste un des ingrédients — bien effadi — du roman à succès, cela n'ajoute rien à un livre mené comme un aventureur du registre Lemmy, avec, par-ci, par-là, une petite phrase filée comme un vers de collégien qui prouve qu'Eddie, après tout, est peut-être bien poète. A l'âge des nuits trop longues et des staks sans sel, il se souvient d'une chanson tendre et câblère qu'il interprétait avec sa fille Tanla, curieuse alors de savoir où trouver le bonheur et à laquelle il disait une vérité dont la vie l'a persuadé : « L'oiseau bleu, mon enfant, il est là, dans ton cœur. »

MAURICE DENIZIÈRE.

LE BONHEUR

La famille Portelance

GILLES et Micheline Portelance élèvent avec gentillesse, calme et compétence, quatre enfants et quarante-huit vaches. Dans la vallée du Saint-Laurent, à mi-chemin entre Québec et Montréal, sur la rive où l'on n'a pas encore construit d'autoroute, leur ferme dresse avec une fierté légitime un silo cent mètres au-dessus d'une étendue ultra-moderne. Un peu en retrait, une maison qu'on qualifierait en France de résidence secondaire, tant elle est éclatante de blancheur et bien aménagée, abrite une vie d'agriculteurs cossus.

Le bonheur des Portelance — la trentaine l'un et l'autre — est une insulte au bon goût dans ce Québec où l'on vole de raleur en protestataire, de furieux en révoltés opposant au détricateur ? Justifié ou pas, ce bonheur existe. Il est fondé sur la croyance en la force de la famille et sur un usage sans abus de tous les agréments de la société de consommation.

Presque contestataires

Dans le petit village de Grondines, Gilles et Micheline passent presque pour des agriculteurs contestataires. C'est-à-dire qu'ils sont plus modernes que la moyenne des gens. Par exemple, on n'a pas encore très bien compris, ici, pourquoi ils avaient attendu tant d'années avant de créer un jardin potager auprès de la maison. Cela faisait négligé. Depuis onze ans Gilles n'a cessé d'agrandir son exploitation, passant, au fil des années, de huit à une cinquantaine de bêtes. Les camions d'une coopérative de distribution dont Gilles est le président passent prendre le lait tous les deux jours. Les 200 hectares de terre qu'il cultive seul produisent le fourrage pour l'hiver. Gilles est endetté mais vit largement : son revenu mensuel

net dépasse l'équivalent de 5 000 francs.

La maison témoigne de la réussite. Une salle de bains recouverte de faux marbre. Un salon à l'épaisse moquette, où trône un téléviseur couleur qui diffuse des émissions mures ou jaunes. Une chaîne haute fidélité qui répand dans toute la maison les chansons de Dalida et de Mireille Mathieu. Un frigo immense, un congélateur à la taille du Canada, un lave-vaisselle de pensionnat : tout ce qui tourne, moule, épêche, chauffe ou nettoie, pourvu que ce soit à l'électricité, a trouvé place chez les Portelance. Au point qu'on se demande ce qui leur manquerait si l'idée de nouveaux schéas leur venait. Aujourd'hui ils ont trouvé : avec les 1 000 dollars canadiens (4 000 F) du bateau à moteur revendu la semaine dernière ils vont acheter une piscine. L'idée a éclaté ce matin, la piscine a été livrée cet après-midi. Une énorme cuve de 8 mètres de circonférence trônait désormais devant la ferme Portelance. Pour la joie de quatre enfants, glés mais gentils, dont trois portent des prénoms indubitablement francophones (Michel, Chantal et Sylvie), mais dont la dernière, rouquine, porte curieusement celui de Nancy. Une manière de montrer que, chez les Portelance comme dans tout le voisinage, on n'est pas fanatique de l'indépendance du Québec : « Economiquement, dit simplement Gilles, nous avons intérêt à rester dans le Canada. »

Micheline, blondinette au nez retroussé et à la voix perçante, n'aura pas, comme sa belle-mère, neuf enfants : « On s'arrête à quatre, c'est bien comme ça. » Mais le papa, l'Égide, la main traditionnelle dont on dit qu'elle trouve au Québec l'un de ses derniers bastions ? « Pour ce qui est de ce qu'on peut pas dire que les prêtres soient compétents, c'est nous autres qui ça regarde. Alors, moi, je suis catholique et tout mais je prends la pitié », Micheline, femme au foyer sans complexe ni honte, comprend qu'on veuille, tout en étant femme, travailler à l'extérieur. Mais ce n'est pas son caractère. Elle laisse à d'autres le soin « d'aller s'enfermer dans des bureaux ». Elle préfère sa maison, ses enfants, son époux qui, lorsqu'il revient de l'étable, met les pieds sous la table et dégrasse les plats mijonnés par sa femme. Micheline, elle, ne met jamais les pieds à l'étable.

Vision heureuse

Vision du passé que cette répartition des tâches où les rôles traditionnels de l'homme et de la femme paraissent fixés de toute éternité ? Vision heureuse si l'on en croit les deux intéressés. Aucun n'a le sentiment de servir l'autre ni d'être exploité. Le travail a valeur sacrée. C'est une valeur qui a fait ses preuves dans la vie de Gilles, confronté dès l'âge de quinze ans à la nécessité de gagner sa vie. Depuis dix-huit ans il n'a pas arrêté. Ce n'est pas une façon de parler : en 1974 Gilles et Micheline se souviennent d'avoir pris deux jours de vacances par un heureux hasard dont ils ne sont pas encore revenus. Cette année ils pensent renouveler l'exploit.

Ce soir, le radio annonce que le président de la Fédération des travailleurs du Québec a été condamné à trois ans de prison pour avoir incité des ouvriers grévistes à user de violence. Micheline et Gilles, que rien ne paraît devoir révolter, pensent qu'il l'a bien mérité, sa condamnation : « On n'écrit pas les gens comme ça ! ». Propriétaire de ses machines et de ses terres qu'il a acquises à la force de ses seuls bras — il n'a pas d'employés et ne reçoit que des aides épisodiques — Gilles ne se sent pas partie prenante d'une lutte de classes. Chacun doit faire son travail et récolter les fruits qu'il mérite. Pour sa part, il ne s'en est pas trop mal tiré. Il en est arrivé — à trente-trois ans — à donner des cours aux autres agriculteurs. Il anime avec un égal talent une coopérative de commercialisation et la chorale paroissiale de Grondines. Ce garçon solide et doux a presque le niveau de vie d'un agriculteur américain et parle le français avec l'accent breton : c'est un Québécois qui a réussi sa vie et n'a de comptes à rendre qu'à Dieu.

BRUNO FRAPPAT.

Au fil de la semaine

HAEC est aeronavis Alpha Delta vocans Novl Eboract aeroportum I Quemadmodum me oudis ?

— Te volde et clare audio. Unde venis et quo dis ?

— Londinio Novum Eboracum, altitudine pedum tringinta illo, cursum duo septem quinque, in nubibus volans.

— O. C. » (omnio correcta).

Traduisons :

« Ici avion Alpha Delta appelant l'aéroport de New-York I comment me recevez-vous ?

— Je vous entendis fort et clair. D'où venez-vous et où allez-vous ?

— De Londres à New-York, altitude 30 000 pieds, cop. 275, slant dans les nuages.

— O. K. » (tout correct).

Et certains prétendent encore que le latin est une longue arde ! Mais continuons de feuilleter les pages de cette étonnante le Latin sans peine » de la méthode Assimil (1).

Dès la huitième leçon d'un ouvrage qui n'en compte pas moins de cent une, vous saurez comment dire, même si la phrase n'est as d'un usage extrêmement courant : « Grand-mère va à Lyon bicyclette » (Avlio it Lugdunum birotato).

A la douzième leçon, voici le journaliste ; il travaille à coup de dans un quotidien puisque nous le nommerons « Diurnarius », va à Paris (Lutetio Parisiorum, Lutèce des Parisiens), il a des tances (francs) et des dollars, monnaie que l'on traduira oduocentium par H. S. Pourquoi ce sigle ? Parce que c'était le symbole de la steres romain (sestertius) qui o inspiré le dollar américain \$. le dollar n'objecte pas que le dollar a été dévalué : pour désigner dollar-or on emploiera la sestertium, le sestere « lourd » qui vaut mille sestertes « légers ». Il n'y a pas, on le voit, de difficultés insurmontables. On peut tout dire en latin.

La preuve : on peut raconter le match Turin-Grenoble qui oppose les Augustini Taurinenses (les Augustiniens Turinois) aux Gratianopolitinos (les Gratianopolitains). On peut manger des andwiches (postillo forato. Littéralement : petits pains forés) en suvant du whisky ; mais dans ce cas il faudra quand même recourir à une périphrase et demander qu'on vous serve le potum qui hiskeum opud ongos vocatur illo boisson qui est appelée whisky chez les Anglois.

Arrivons à cette exploration du « Latin sans peine ». Une question cependant que les auteurs de ce manuel se sont posée puisque, dès le début de l'introduction, ils la formulent ainsi : « Mais, direz-vous, même si cela doit être sans peine, pourquoi apprendre le latin ? » Oui, en effet, pourquoi l'apprendre ? Imperturbable, l'auteur de cette introduction donne sa réponse : « C'est tout simplement en étudiant ce livre jusqu'au bout que vous pourrez le savoir. » Mais au bout, à la cent o huitième leçon, on lit, en latin bien sûr : « Chaque jour nous ouvrirons le livre à une page prise au hasard... Jusqu'au moment où nous comprendrons sans effort... et ensuite il sera utile de consulter des ouvrages plus précis et plus complets. »

Clac ! Le piège est retapé. Cent une leçons, cinq cent quarante-six pages, une demi-heure par jour, et les disques (qui permettront de s'instruire « non seulement sans peine, mais encore sans effort »). Et ce n'est qu'un début. Voilà pourquoi nous ne saurons jamais sans doute pourquoi il faut apprendre le latin.

Des Assimil, il y en a pour tous les goûts, toutes les opinions et toutes les langues, y compris le serbo-croate et l'esperanto. Mais soit-on qu'il existe aussi, pour occuper les journées plus ou moins de vacances, un Assimil core et, « last but not least » si l'on ose dire (pulsque, après tout, nous voici nous polyglottes), un « Breton sans peine », tout frais sorti des presses en mai 1975 (2).

**OPTIMI
LECTORES,
AR BREZHONEG
ZO BEW ! (*)**

PIERRE VIANSSON-PONTE

(*) Valliant lectures (latin), le breton est vivant ! (breton).

L'auteur, M. Fanch Morvanou, est maître-assistant à l'université de Bretagne occidentale (Brest) et, comme l'indiquent son nom et son titre, c'est un Breton bretonnant, un hyperbreton même, qui proclame dans la 77^e et avant-dernière leçon, en page 619 (car ce n'est pas une mince affaire que de parler breton), que son livre contient « juste de quoi donner un aperçu de la longue des Bretons » et qui explique (en breton) : « C'est le peuple qui o câblère qu'il interprète au long des siècles, le vaillant peuple des peysans et des moines, car le noblesse, le bourgeoisie, les personnes de haute condition l'avaient abandonné depuis longtemps. » Pour lui, le breton est « langue de l'avenir ». Il o choisi la longue portée, « un breton moyen, standard, interdialectal mais authentique », car la langue « est une mais non uniforme ».

Il n'est pas très optimiste, M. Fanch Morvanou, bien que la toute première leçon ait pour thème : « Ma Hélenér zo eur de 'n' lowér » (Mon professeur est un homme gaill). Car le sympathique famille de Jean Scouarnec — pardon : de Yann Scouarnec — originaire de Kermanceh et fixé à An Oriant (Lorient) où elle tient le café-tabac « An Ti Kozh » (la Vieille Maison), va d'ennuis en catastrophes au fil des pages. « Après la guerre, comme beaucoup de gens », Jean Scouarnec o dû aller vivre à New-York après des odieux déchétrons : « Ne pleure pas, vieux frère, cela ne change rien. Au revoir, mamou bien-aimée ! Car, si on est Breton, o pour chercher du travail, il faut, hélas ! aller loin du pays », et nous n'en sommes pourtant qu'à la dixième leçon. Il est resté dix ans dans cette « ville épouvantable », « sous le fardeau », « tout au long du jour, tout au long de l'après-midi, sous une cave, sous la terre », pour lever la voisselle des Américains. Et il n'a pas fait fortune.

Quand il se lève, de très bonne heure, les difficultés commencent. Il presse son fils Gweltois, alias Gildos (leçon 151) : « Tu es prêt ? — Non. — Dépêche-toi donc. — Je cherche mes chaussettes. Où sont-elles donc ? C'est l'effolement : « Où les os-tu donc mises ? Perdues de nouveau ! » Les chaussettes retrouvées « sur les marches de l'escalier », c'est la casquette qui o disparu : « Qui o pris ma casquette ? — Tu fous sur la tête, mon pauvre gars ! »

La famille part en vacances, et c'est une cascade quasi ininterrompue d'incidents. Il fait toujours « trop chaud », « trop froid », « lourd et orageux », et, ou mieux, « il ne fait pas froid si vous voulez mais le vent est un petit peu frais ». A noter toutefois qu'il ne pleut jamais : « C'est une légende. » Rosenn, la fille, retarde tout le monde, elle n'a pas fini sa volise, puis elle ne peut pas la porter : « Gweltois ! Viens donc m'aider ! — Quelle idée d'emporter tout d'affaires ! » La voiture est vieille, elle va tomber en panne. Rose, fume trap, Gildos o toujours faim, « la dépense sera considérable », « il o gossillé tous ses sous ».

Plus tard, on ramasse un stoppeur, Yves, c'est-à-dire Erwan. C'est un étudiant qui veut devenir professeur et qui, d'ailleurs, va séduire Rose. « Le métier de professeur est un bon métier. Les professeurs ont de longues vacances. Leur salaire est peu élevé peut-être au début, mais il augmente peu à peu sans aucun doute... Les professeurs ne sont pas très omusants en classe. Notre professeur d'histoire n'est pas totalement inintéressant, mais il parle à voix basse, il nous assomme vite. Il y o souvent du chahut pendant ses cours... » Attention, M. Fanch Morvanou, vous risquez d'avoir autant de difficultés avec vos collègues qu'avec vos compatriotes !

Abandonnons ces gentils Bretons à leur noire déveine dont il est clair que les Français sont entièrement responsables. Allez, courage. « Volote, optimil lectures et linguem nostram ornate (Au revoir, vaillants lecteurs, et aimez notre langue), « Embannit or 'chaloù mod : or brezhoneg zo bew ! » (Proclamez la bonne nouvelle : le breton est vivant !)

(1) 645 pages, 22,80 F.
(2) 672 pages, 39 F.

ETRANGER

Reflets du monde entier

The Economist

Une société « sérieuse » et conservatrice

L'hebdomadaire londonien THE ECONOMIST analyse ainsi l'aveur de l'U.R.S.S. : « Il est loin d'être sûr que cette génération de dirigeants, ou peut-être la prochaine, mènent l'Etat policier soviétique vers la social-démocratie. Ce sont les ignorants et cyniques agents d'un pouvoir pour qui le monde se résume en termes de statistiques économiques. Il n'y a aucun signe de conflit entre les bureaucraties du parti et les technocrates industriels et scientifiques. Bien qu'il soit possible à la tête, comme les scandales politiques de province le prouvent, le parti conserve tenacement le monopole de l'autorité (...). » Comme Gulliver, le pays est enchaîné en permanence non pas par une, mais par deux armées d'officiels et de bureaucraties, celle de l'Etat et celle du parti. Dans sa vie quotidienne, le citoyen soviétique a besoin d'autorisations écrites pour tout : pour échanger de travail ou d'appartement, pour obtenir une chambre d'hôtel. Il en va de même dans l'industrie et l'agriculture (...). » L'Union soviétique est une société sérieuse, extrêmement conservatrice, convaincue des vertus de la croissance industrielle. Il y a tant d'insuffisances, tant de progrès à faire, que plaider pour la croissance zéro serait une hérésie. (...) La liberté est définie chaque jour comme l'absence de liberté et la démocratie est comprise en termes de droits économiques et de devoirs envers le parti. (...) » Maintenant, plus d'un demi-siècle après la révolution, voici venue l'ère de ce que le parti appelle « le nouveau homme soviétique ». Les Bolcheviks auraient de la peine à le reconnaître. Ce n'est pas un démocrate libéral, mais il s'efforce d'être un consommateur. C'est un patriote, un chauviniste même, mais il est plus amical avec les étrangers que ne le souhaiteraient les forces de l'ordre. (...) Il est impatient à l'égard des non-conformistes, mais méprise les « stoukatchi », les indicateurs de la police recrutés parmi ses voisins. (...) Sa première préoccupation personnelle, actuellement, est de savoir si son fils entrera à l'Université l'an prochain, ou s'il devra le suivre à l'usine. Il n'aura certainement pas l'occasion de lire cet article, et si cela était, il dirait probablement que l'on est encore loin d'avoir tout dit sur ses espoirs de paix. »

DER SPIEGEL

L'économie criminelle

Selon l'hebdomadaire de Hambourg DER SPIEGEL, il est faux de dire que « le crime ne paie pas ». La vérité est plus simple : « Selon des chercheurs anglais, Dennis Lees et Brian Chaplin, les gains tirés d'une activité criminelle sont sensiblement identiques aux gains provenant d'un négoce autorisé. Les deux activités ont tiré également grand profit de la dépression mondiale. Il n'existe guère de différence importante en cas d'échec. En effet, assurément, le commerçant ordinaire peut perdre sa chemise et le criminel perdre en outre sa liberté et le statut social qui est le sien, mais, en fin de compte, prison et dégradation sociale sont des dangers identiques à ceux que les commerçants ne sont pas préparés à affronter. » Le SPIEGEL, traçant les méthodes des deux savants, relève qu'elles sont identiques pour les activités comparées et que « la partie théorique de l'activité criminelle réside de l'analyse économique ». C'est donc une nouvelle discipline qui apparaît. L'économie criminelle a, il y a quelques années, un théoricien américain, le professeur Sjoquist, avait développé un modèle dans lequel il recherchait « la meilleure répartition du temps entre activités légales et illégales pour une maximisation du gain. »

ASAHI EVENING NEWS

Un tourisme plein d'embûches

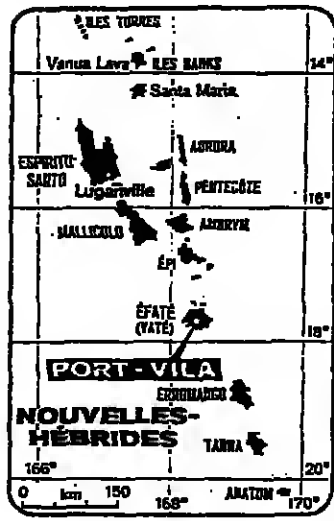
« La municipalité de Yokohama », rapporte le quotidien japonais ASHI EVENING NEWS, « recueille depuis le 10 juillet les candidatures des citoyens désireux de participer à un voyage de onze jours à Pékin et Changhaï organisé par la ville. » Le nombre de touristes sera limité à cinquante et le prix du voyage sera de 200 000 yens environ ; mais, de surcroît, les candidats devront subir des tests très sévères. Ne pourront être agréés que ceux qui sont d'accord avec l'esprit du communiqué conjoint sino-japonais de 1972, qui soulève une nouvelle discipline qui apparaît. L'économie criminelle a, il y a quelques années, un théoricien américain, le professeur Sjoquist, avait développé un modèle dans lequel il recherchait « la meilleure répartition du temps entre activités légales et illégales pour une maximisation du gain. »

La faillite des dentistes ?

M. Bernard Cohen, professeur à l'école dentaire du collège royal de Londres, a déclaré au quotidien anglais THE GUARDIAN que « les succès obtenus dans la prévention des caries dentaires sur des singes laissent entrevoir maintenant la possibilité d'une vaccination contre la détérioration des dents. Les chercheurs ont mis au point un vaccin sept ans auparavant, mais ils ne peuvent affirmer que les animaux immunisés voient quatre ans ont actuellement une denture parfaitement saine (...). » Le professeur Cohen a ajouté : « Les résultats de cette expérience offrent la promesse d'une prévention contre la carie dentaire chez l'homme. » Cependant, le professeur n'a pu préciser quand ce vaccin pourrait être commercialisé. « Le premier vaccin produit offre une protection encore relative au premier groupe de singes vaccinés, mais un produit plus élaboré rend possible une immunité complète », a conclu le professeur Cohen, en précisant que « cette absence de carie a été observée sur des dents de lait comme sur la dentition définitive. »

Lettre de Port-Vila

LE COMBAT DES BOYS



« OUE seraient-ils sans nous, ces boys ? » s'interroge, comme pour mieux réprimor leur tourment, ces anciens d'Indochine, d'Afrique, du Yorkshire, du Queensland ou du Limousin. Aventuriers, affairistes, missionnaires, fonctionnaires, fébrilement débarqués, jadis, sur ces terres australes, sans ressources naturelles.

Le boy, c'est l'indigène, le noir, ce bon à rien, dit le père était anthropophage ! Qui engouffrait l'indigénité de son pays, les samedis soirs, dans les « cans » de Foster, cette bière, si lourde, importée d'Australie. Qui s'enivrait jusqu'à se coucher sur la chausée, effleurant les chromes vibrants, hautains, des voitures européennes. Et, qui, ébranlé, ne sait pas encore compter jusqu'à dix, en dépit d'une double présence, double culture franco-britannique, presque séculaire.

Le boy est voleur, il viole à l'occasion et, bien sûr, il travaille peu ou mal. Autrefois, le planteur, véritable pater familias, utilisait volontiers le nerf de bœuf pour l'inciter à plus d'efforts ! De nos jours, modernisme oblige, la paternalisme évolue. Tout aussi épidermique, mais moins ostentatoire, plus insidieux. Le décor change également. Pour bon nombre d'indigènes, il n'est plus celui des milliers de cocotiers filiformes, savamment alignés ni du village traditionnel et sécurisant, mais bien celui des excoarçures, des immeubles, des automobiles pétaradantes.

C'est à partir de 1970 que la trépidation du développement s'empara de Port-Vila, frêle capitale de quatorze mille âmes, débouaillarde et languide. De la féodalité cocotière, incertaine, on passe sans transition à la féodalité financière. Les Hébrides, sous l'impulsion des compagnies régionales, deviennent un paradis fiscal. Sociétés actives et capitaux affluent dans l'encaisse. Les banques se multiplient. La construction démarre en flèche. C'est le boom. Chacun mijote des rêves. Port-Vila : future Honolulu à la sauce Bahamas, ou encore la Saint-Trop de l'an 2000 !

Le boy a vent de cette soudaine ébullition. Découragé par les fluctuations de jets d'eau et de statistiques familiales.

tuatiens quasi permanents des cours du coprah, il quitte les plantations, son village, avec l'espoir de participer à ce vaste chambardement qui suscite de nombreux emplois. Les entrepreneurs, notamment, embauchent. Pour 27 cents de l'heure (1) : une misère. Très vite, des taudis arborescent le centre urbain. Les migrants s'y entassent par centaines. Un manouvrier, ou un planton, gagne entre 80 et 60 dollars par mois. Juste de quoi payer son loyer — même les taudis au payant ! — les bolles de thon et le riz qui constituent les bases de son alimentation de citadin (2). Une femme de souche européenne se fait, au minimum, 250 dollars par mois. Un homme : entre 500 et 600 dollars. Les fonctionnaires de la résidence de France disposent des plus hauts salaires : de 1 000 à 2 500 dollars, selon le logement fourni, vacances de six mois en métropole tous les trois ans, gratuité des soins médicaux, etc. A qualification égale, l'autochtone gagne au minimum trois fois moins que l'expatrié.

UN chapelet de villas pimpantes, engoncées dans une végétation luxuriante, jalonnent les pentes du lagon, où domine le jolii baie de Port-Vila frangée de yachts et de hors-bords. L'indigène observe le mirage de ces richesses, convoitise, déjà, qu'il ne partagera jamais car « énorme gâteau » édifié par une communauté dont il se sent totalement étranger. D'autant que Port-Vila ne tarde pas, elle aussi, à subir les effets de la « crise » économique mondiale. Le rythme des constructions s'essouffie. Ici et là, sans cesse en augmentation, se sentent le divorce entre les aînées nanties et délaissées. Bienôt, les investissements diminuent, bridés par les incertitudes de l'avenir politique.

La sourde insatisfaction du boy était encore bien diffuse il y a quatre ans. Mais la création, en 1971, du New Hébrides National Party, premier mouvement métané-

- (1) Deux semaines ont cours aux Nouvelles-Hébrides : le franc australien, le dollar australien. Le premier vaut 6 de nos centimes et le second 6 de nos francs.
(2) Le problème de l'alimentation est toujours les deux pays. Chaque village possède son jardin communautaire. On y cultive surtout les légumes.
(3) Ce sont sans se concerter, sauf exception, que les administrations française et britannique vont échanger leurs données statistiques sur les années de Radio-Port-Vila ou dans leur bulletin hebdomadaire. L'information est activement utilisée au fonction des aspirations politiques de chacun des deux pays.
(4) Elle sera émise en novembre, vient d'annoncer un communiqué publié à Paris le 11 juillet (voir le Monde daté 13-14 juillet).
(5) Le Condominium des Nouvelles-Hébrides est unique au monde, et les équipes de touristes misent allégrement sur ses aspects les plus « amusants » : deux sources d'eau chaude, deux sources d'eau froide, deux langues officielles, deux écoles de droit, deux écoles de médecine, deux écoles de langues, deux écoles de langues étrangères, deux écoles de langues étrangères, deux écoles de langues étrangères, deux écoles de langues étrangères.

en — et anglophone — aux vues indépendantistes, la canaillère peu à peu, la galvanisera pour, finalement, lui donner la forme d'une critique tout entière et globale de la société blanche. Des manifestations, des grèves troublent la paisible actualité. « Rendez-nous notre liberté ! ». On n'est pas des bêtes ! sont les slogans les plus fréquemment entendus. Port-Vila n'en croit pas ses oreilles !

La percée fulgurante du National Party, outre l'affermissement d'une résolution collective, révèle, avec plus d'acuité, les intentions divergentes de la France et de l'Angleterre sur la question, brûlante, de l'avenir de l'archipel. Celles du gouvernement de « Sa Majesté » — qui a lâché le plupart de ses possessions du Pacifique — conduisent au retrait de ses administrateurs. Ce dégageant implique la formation accélérée d'une élite autochtone capable d'« rrrer la relève. Celle-ci, déjà importante, se réclame nettement du National Party.

Côté français, on est plus circonspect. L'attente de l'administration devant le « réveil du boy » est le signe d'un profond embarras, fondé sur une double réalité : d'une part, la minorité européenne se compose essentiellement de ressortissants français qui, vœux colons, propriétaires terriens, commerçants, ont activement contribué à la transformation économique du pays et qui, naturellement, se veulent réfractaires à l'idée d'une indépendance prématurée. D'autre part, c'est là le résultat d'une politique d'enseignement passablement irréaliste, l'élite indigène francophone est moins qu'embryonnaire.

Si les deux gouvernements se retirent simultanément, les Nouvelles-Hébrides pencheront inévitablement du côté de l'anglophonie. Et plus grave encore : une telle mesure ne manquera pas d'attiser les foudres autonomistes qui ébranlent la Nouvelle-Calédonie, troisième doctrine mondiale de nickel. Ajoutons que la répartition démographique joue franchement en faveur de la communauté autochtone : quatre vingt dix mille Mélanésiens contre six mille Européens.

La France a réagi véritablement à l'atmosphère britannique. D'abord par une neutralisation outrancière et systématique de l'information qu'elle contrôle (3). Son objectif : minimiser le plus possible la portée des voix indépendantistes qui se propagent sur l'ensemble du territoire. Parallèlement, elle soutient les partis créés par la minorité « rrr », terme, précisément pour donner la réplique au National Party : l'U.C.N.H. (Union des communautés

néo-hébridiennes) à Port-Vila, et le M.A.N.H. (Mouvement autonome des Nouvelles-Hébrides) à Luganville, deuxième ville de l'archipel. En outre, elle s'assure la « fidélité indéfectible du métis Jimmy Stevens, étrange « patriarche » versaille, chef du Nagriamel, autre mouvement mélanésien implanté dans les îles du Nord. Ces partis préconisent une modernisation progressive des institutions.

En ce sens, les résultats des derniers entretiens Olivier Stirr-Mies Lestor, qui portaient sur les orientations futures de l'archipel, sont une victoire de taille pour les état-majors européens. Le soulagement de ces derniers fut d'ailleurs unanime : le mot d'indépendance ne figura dans aucun des communiqués diffusés à l'issue de la conférence ministérielle de Londres. Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, dans une interview publiée aux Hébrides par le Bulletin de la résidence de France, déclara même sans beaucoup de pudeur qu'« il est parfaitement inutile d'imaginer des systèmes abstraits pour l'avenir », et qu'« il faut laisser à l'expérience le soin de vérifier si les mesures qui ont été prises sont utiles ». Ces mesures : mise en place d'une Assemblée représentative (4), d'une justice unique, non discriminatoire, création de municipalités, institution du surfrage universel, établissement d'un passeport pour le Mélanésien, etc.

En somme l'a.b.c. d'une démocratie !

Pour le National Party, ce programme de démocratisation est bien tardif. Et, quels qu'en soient les délais d'application, il n'adiguera pas le flot des « attitudes extrémistes ». « Auparavant de nous n'étions livrés à cette courtoisie. Est-ce donc la démocratie blanche tant rassurée ? » répliqua la fraction la plus véhémente. Cette dernière travaille aujourd'hui à la formation d'un front mélanésien uni. « Si l'alliance du National Party avec le Nagriamel devenait effective, l'étatisme colonial, indubitablement, lâcherait prise. Mais la France, qui tient à sauvegarder ses intérêts dans le Pacifique, ne ménage pas ses efforts pour empêcher la conclusion », assure un étudiant.

« Le Condominium, original, pittoresque, divertit le touriste (5), mais il nous a méridionnellement divisés. Nous combattons, avec des armes s'il le faut, pour trouver notre identité, et récupérer nos terres », dit un des leaders du National Party. Ces terres que, dans le passé, les colons s'accaparaient à l'échange de quelques fusils rouillés.

JEAN-EUDES BARBIER.

MÉTIERS

« Le pilote ? Mais c'est maman ! »

Le pilote de l'avion-taxi porte l'uniforme classique d'un commandant de bord : chapeau, veste et cravate noire, chemise blanche, trois gelous dorés sur la manche. Mais la chevelure blonde du pilote doit sa couleur au savoir-faire d'un coiffeur et le visage est très discrètement maquillé : le pilote est une jeune femme, Alberte Seychal, l'une des rares femmes pilotes de transport public. Aussi peut-elle devenir chef pilote d'une petite compagnie de transport aérien nouvellement créée dont Michel Seychal est directeur. Malheureusement, selon les semaines, elle « fait » l'avion-taxi en France ou en Tunisie, aussi bien que des lignes régulières : Dieppe ou Deauville-Gatwick, Orly-Angoulême, Angoulême-Lyon.

Ayant poursuivi longtemps le rêve d'être pilote à port entière et ayant atteint ce but grâce à sa ténacité et aussi à la compréhension de son mari, Alberte Seychal n'est pas bécoteuse. Les réactions de ses passagers l'amuse toujours : « Vise qu'elles soient goguenardes : « Vise les cheveux du commandant » ; « Vaguement inquiètes : « C'est une femme » ; « dubitatives : « Vous avez vraiment toutes vos qualifications ? » ; « désapprobatrices : « Tiens, je ne savais pas qu'il y avait des hélices dans ces petits avions. Mais c'est vrai, elle pilote. » Et elle rit encore au souvenir de son arrivée, avec ses jeunes enfants comme passagers, sur l'aérodrome de La Rochelle : « Où est le pilote ? », demande l'un des employés de piste qui s'offre une réponse indignée : « Le pilote ? Mais c'est maman ! »

Pendant trois ans elle est convoyeuse en Indochine puis en Afrique, se débrouille pour piloter chaque fois que c'est possible et devient même pilote-instructeur. En 1956, elle épouse Michel Seychal, pilote de l'armée de l'air. Automatiquement elle doit quitter l'armée de l'air qu'elle n'adore pas d'infirmité-convoyeuse mariée. Pilote professionnelle en 1957, elle ne trouve que du travail au rebels : « S'il faut payer un pilote au ton normal, nous engagerons un homme. » Elle prend alors la direction de l'école des infirmières.

convoyeuse et des hélices de l'air (toutes les hélices des compagnies aériennes françaises et de certaines compagnies de pays francophones d'Afrique passaient par cette unique école), y reste quinze ans, jusqu'à ce que l'école ferme en 1972.

Mme la directrice a trouvé le temps d'avoir trois enfants, d'être chef pilote et de passer sa qualification de pilote de transport public. Aussi peut-elle devenir chef pilote d'une petite compagnie de transport aérien nouvellement créée dont Michel Seychal est directeur. Malheureusement, selon les semaines, elle « fait » l'avion-taxi en France ou en Tunisie, aussi bien que des lignes régulières : Dieppe ou Deauville-Gatwick, Orly-Angoulême, Angoulême-Lyon.

« Tiens, je ne savais pas qu'il y avait des hélices dans ces petits avions. Mais c'est vrai, elle pilote. » Et elle rit encore au souvenir de son arrivée, avec ses jeunes enfants comme passagers, sur l'aérodrome de La Rochelle : « Où est le pilote ? », demande l'un des employés de piste qui s'offre une réponse indignée : « Le pilote ? Mais c'est maman ! »

YVONNE REBEYROL.

NEW-YORK

La surprise

Il faut dire que la veille j'avais pris du tabac. Invités à dîner chez un vieil original new-yorkais, j'avais ingurgité successivement un dîner macrobiotique à la fleur de bougies noires dans une cuisine où l'on m'entendait que le bio-les de trois pendules marquées des heures différentes, un cigare chilien, un concerto pour orgue et orchestre à cordes et, enfin, quelques grammes de tabac à priser. Ce n'est pas grave. On étouffe, on prend un kleenex, on s'en sert, on le jette et ça va mieux.

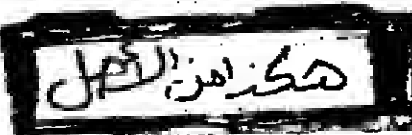
Le soir suivant, je devais dîner avec un ami, un peintre noir. Quand je parle de lui (my friend the black painter) tout le monde croit que je parle de ma panthère noire (black panther). Il n'est pas politique. C'est mon accent qui est simplement désastreux. Je le retrouve dans un restaurant de soul/food (cuisine du Sud). En le regardant dévorer ses côtelettes panées je le trouve un peu bizarre ; tellement excité. Après, il me conduit chez des amis. Des Noirs. Très calmes, surs, au contraire. Presque silencieux. Comme ils ne faisaient pas attention à moi, je me plonge dans la lecture d'un livre sur Versailles.

plein de jets d'eau et de statues familiales. Sans me dire un mot, on me tend un petit tube en argent ciselé. Je ne dis rien, c'est raffiné, on presse dans des tubes en argent... Et j'aspire un grand coup de la narine droite.

Je n'avais pas fini d'aspirer à gauche. L'horreur. Le coup de poing. La vague de fond. Je perds pied. Je fais du sur et j'ai perdu ma planche. Je tends le petit tube à mon voisin et je crois que je ris. Je le regarde. La tempête, les boucals, mais ils n'ont pas l'air de s'en apercevoir. Une seule chose à faire : arrêter de rire, reprendre mon souffle, attendre que ça passe. Au bout de quelques minutes ou bien davantage, je ne sais pas, je sens que « ça » se calme. Ça descend. C'est dans les jambes maintenant. Je me sens comme après une piqûre trop forte chez le dentiste. Comme chez le dentiste j'attends d'avoir les gencives solides avant de me lever et de prendre congé.

Après tout, c'est une façon comme une autre d'apprendre la différence entre le tabac et... la cocaïne.

JACQUELINE DEMORNEC.



RADIO-TELEVISION

Les matinées d'Yvan Levaï sur Europe 1

« C'est important, le temps qu'il fait »

EUROPE 1 ne se classe plus au premier rang des postes périphériques pour le pourcentage d'écoute. À la rentrée, en septembre, la grille des programmes aura changé : des animateurs présenteront des émissions nouvelles ou rénovées, en tout cas différentes. Ils assureront une certaine continuité entre les informations et le reste des programmes. Cette réforme est déjà commencée. Ainsi Yvan Levaï — journaliste à la station depuis 1968 — est présent chaque jour, de 5 h. 40 à 8 h. 40, dans un studio aménagé en salle de rédaction. Assisté de Maryse, il lance les chroniques et les journaux du matin.

« N'est-il pas ambigu ou difficile, pour un journaliste de profession, de devenir aussi animateur de radio ? »

— Je n'ai pas changé de métier, dit Yvan Levaï, ce nouveau travail me convient, m'intéresse. Cette idée d'une émission qui serait chaque matin une longue présence me plaisait depuis longtemps. Il fallait passer la forme ancienne, inventer une radio vivante et qui ne méprise pas le public. Le public du matin, en particulier, est très large, très divers. Il faut lui donner l'heure, lui dire la météo, souvent. C'est important, le temps qu'il fait. Cela conditionne beaucoup de choses. Sa faire entendre des auditeurs au moment où ils se réveillent n'est pas simple. Il y a là comme un rôle à jouer. Sans avoir cependant trop d'illusions : les gestes de la vie courante prennent si facilement le dessus... Il fallait écarter une certaine brutalité.

« Je m'explique : on assistait à une sorte de surenchère des annonces, entre les publicités, les chansons, les informations et les commentaires de ces informations, trop longs. Chacun cherchait à parler plus haut que l'autre. Nous avons pris un parti de douceur, d'harmonie. Les informations sont plus nombreuses, elles arrivent sous forme de nouvelles, très brèves, l'idéal serait

de pouvoir diffuser en direct ce qui se dit à la réunion de rédaction, de rapporter l'événement sans l'aspériser. La radio doit patienter comme patient les gens. Nous tentons de remplacer l'agressivité formelle par une agressivité du contenu. Il ne faut pas craindre de surprendre, de choquer. Les médias se ressemblent tous : ils ne peuvent se distinguer qu'en redoublant d'originalité, même si l'originalité irrite.

« A la limite, j'aimerais venir le matin avec mes préoccupations du moment, parler en toute simplicité du livre que je lis ou des soucis qui sont les miens. Il est utile de dire aussi combien coûtent les vacances — en cette période de vacances — si les péchés sont plus chers à La Baule qu'à Perpignan. Il faut reprendre les conversations. On s'est trop trompé sur les préoccupations du public. On l'a trop sous-estimé. La fausse joie du meneur de jeu « gai, gai, gai » m'irrite. Je ne cherche pas à séduire.

« Mon « papier d'humeur » à 7 h. 08, est inspiré par mes réactions à un événement ou à un fait — pas obligatoirement important. On peut avoir le sentiment que je suis en dehors de l'information, ou à côté. Mais donner la valeur du SMIC — 7,50 F — et constater qu'il faut une heure de travail pour acheter 1 kilo de cerises, c'est politique, non ? Une radio politique ? C'est une radio de la tolérance. Je suis libre de faire ce que je veux de ces deux heures, et je souhaite de plus en plus d'informations, c'est possible quand il s'agit de bonnes informations. Etienne Mongeotte, Philippe Gildas, respectent le public. Et M. Lagardère, le nouveau directeur, est très ouvert. Son métier est de vendre de l'information. Oui, M. Lagardère est un capitaliste, mais plus jeune que son prédécesseur, et dynamique. Il a compris que la radio, cet instrument, s'adresse à des Français qui n'ont pas obligatoirement des opinions capitalistes.

« La publicité est nécessaire à un poste périphérique. Il faut l'améliorer. Elle est souvent vulgaire, aliénante. Et pourquoi passer des disques plus ou

moins réussis de chanteurs pas toujours très doués ? Vous savez, changez mais, je choisis un morceau de musique classique populaire. J'essaie de l'accorder avec l'atmosphère du jour. Encore une question de météo ! »

— Et la voix de Maryse ?

— C'est bien qu'une femme dise l'heure, avec douceur. Il faut faire un peu de « nursing ». Même si l'on critique cette idée de dorloter ceux qui partent au travail. Et puis, Maryse annonce les disques que je trouve médiocres ! C'était son métier, elle a l'habitude...

— Vous avez dit « inventer une radio vivante ». Que c'était-il passé ?

— Les critiques formulées par Denis Baudouin, le président de la SORFAD, étaient justifiées : « relâchement dans le ton, persiflage ». Que certains de nos journaux soient « pointus », anti-conformistes, c'est bien. Mais le plus grave est d'avoir trop fait une radio de « conserve ». Enregistrés la veille, les informations du matin étaient « réfrigérées ». L'avantage de la radio sur la presse écrite est bien de rendre possible le contact direct, immédiat, entre les journalistes et leurs auditeurs. C'est un atout, n'est-ce pas ? Ainsi, à la rentrée, toute l'équipe du matin devra se lever tôt, très tôt ! La crise a du bon. Elle montre combien notre situation est précaire.

— Le fait de diriger cette tranche horaire du matin a-t-il changé quelque chose à vos entretiens quotidiens avec une personnalité ?

— Absolument rien. Je suis libre à eussé, et je tiens à ces « explications » sur Europe 1. La plupart sont pré-enregistrées. Aucune « personnalité » ne peut s'exprimer en six minutes. Une heure, ce serait trop long. Nous ne sommes plus au siècle des salons. Les auditeurs n'ont pas tout le temps. Je choisis mes invités selon l'actualité. Quand Jean-Paul Sartre et M. Mendès France s'expliquent à propos du Portugal, l'écoute est assurée.

Propos recueillis par MATHILDE LA BARDONNIE.

« L'Aigle à deux têtes »

Des images de Cavassilas sur un scénario de Cocteau

À U château de Krantz, un soir d'orage, le reine d'Autriche fête le dixième anniversaire de la mort du roi Frédéric, assassiné le jour de leur mariage. Un feu brûle dans la cheminée, des bougies se consomment, le temps se fait lourd et l'atmosphère febrile. La reine est belle, coléreuse, inquiète. Elle ne sait pas encore que Stanislas, un jeune poète anarchiste, va faire irruption dans sa vie reculée, va la bouleverser. Elle ne sait pas encore qu'elle va vivre le folle d'un amour, et mourir trois jours plus tard. Pierre Cavassilas a mis en scène pour la télévision l'Aigle à deux têtes, de Jean Cocteau. C'était un pari difficile, dit-il, car la pièce jouée pour le premier fois au théâtre Hébertot, en 1948, et le film réalisé par Cocteau, un peu plus tard, ont connu un succès considérable. Le texte avait été joué dans la tradition des « monstres sacrés » ; mais les spectateurs ont aujourd'hui d'autres exigences.

Conscient de ces nouveaux besoins, Pierre Cavassilas a demandé le droit de procéder à des « ornements » du texte. En vain. Il a donc gardé le scénario, et, gêné par la brutalité des dialogues et la médiocrité de la dramaturgie, il a coupé l'équivalent d'une heure de film tout en respectant l'ordre des scènes. Pendant trois mois, il a travaillé — analyse du texte, et organisation des idées — pour donner ses personnages une autre cohérence et une force plus crédible, pour créer une logique dramatique, pour exprimer ce qui lui plaisait et ce qui lui convenait : l'histoire de cette reine (Marthe Keller) et son drame l'intéressent.

« C'est une femme vulnérable, dit-il, et non un monstre. Dans toutes mes dramatiques, on trouve des femmes extraordinaires qui « transportent » leur tragédie parce qu'elles cherchent. La reine n'est pas encore une « grande personne » ; brusquement, une rencontre avec l'amour lui donne sa maturité, sa liberté. Pour la première fois, elle vit, elle agit, elle maîtrise son destin. Quand un personnage fait une conquête, sur lui-même, il me touche. Et la tragédie,

qui est au bout de ce bien-être me touche aussi. J'ai filmé cela comme une émission musicale. J'ai trouvé une « rythmique », une unité d'écriture pour mettre en relief le souffle de la pièce. J'ai créé un climat mythique autour de ce destin et j'ai essayé de le maintenir, tout au long de l'émission. La reine est un personnage créateur qui dreine sa propre mort. Elle est seule. D'ailleurs, je ne filme que des isolés. »

M.-F. L.
* Jeudi 24 juillet, Antenne 2, 20 h. 25.

« Les yeux et la mémoire »

Voir et revoir à Avignon

L'INSTITUT national de l'audiovisuel et la SARA (Société des auteurs et réalisateurs de l'audiovisuel) organisent en marge du Festival d'Avignon, à l'Auditorium de France-Culture (Jean Joseph Verdet), et à la chapelle de Villeneuve, une manifestation importante, où seront exposés au public des émissions tournées ces quinze dernières années, rétrospective des émissions dans les archives de l'O.R.T.F. par Charles Babin ; documentaires et reportages, essais et portraits, signés Briangère, Knapp, Falley, Schön, Lorenzi, Drot, Mitani, Bloual, Frémontier, Jeannesson, Lamer, Cocteau, Otzenberger, Karlin, Artery, Sangla, Cardinal, Sanelli, Krier, etc. Des émissions d'autrefois à voir et à revoir, mais dans un contexte différent, en situation de spectacle, qu'il s'agisse de grand ou de petit écran, au moyen de vidéocassettes. Ici, le télé-spectateur va se faire téléphile, comme on dit cinéphile. Cela répond à un vieux rêve de Jean-Marie Drot, devenu projet, et qui avait été accepté par Mme Jacqueline Baudrier, lorsqu'elle dirigeait la première chaîne : il s'agissait alors, il est vrai, de créer un répertoire et de le diffuser à la télévision ; façon intelligente de concevoir les rediffusions qui sont courantes aujourd'hui.

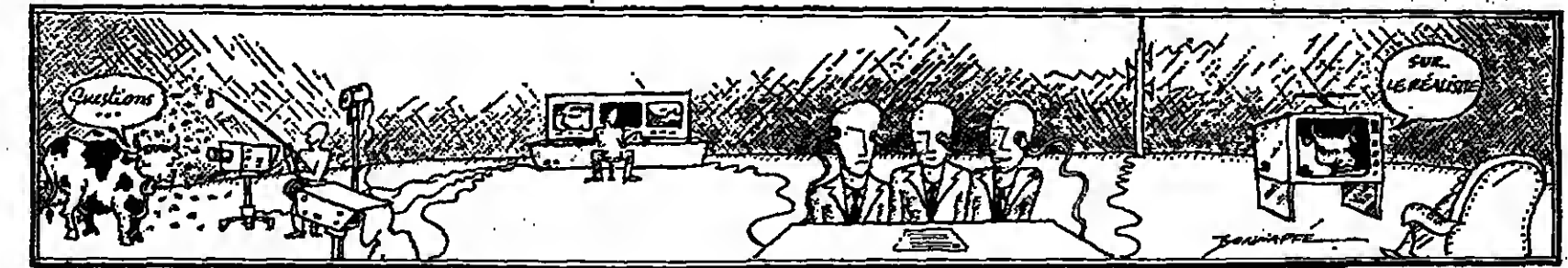
Cependant, ce ne sont pas de simples renouvelles : le Reportage sur un sous-litre, de Mitani, ou le Feuier de Berrou, nous ramènent à l'écran de la mémoire, déjà diffusés, mais dans le temps de significations autres. Et si le Film de guerre, de Paul Schen, est toujours un de ces « Jeux de société » où Danielle Houellebecq interroge, en sociologue, l'inconscient collectif de la classe ouvrière et de milieu patronal de la région du Nord — nommer les péripéties d'une amorce entre l'indicateur des films et la joie manœuvrière, — ce film représente déjà, surtout, un extraordinaire document, où se concrète l'air du temps des années 60, avec une vérité qui rompt le charme créé en nous par des reconstructions comme les Jeux de Paul Thomas. Bien plus, inconsciemment peut-être, il apparaît que ces séquences — ceux qui reproduisent la réalité et ceux qui reconstruisent la fiction — traduisent avec une vérité accrue, pour plus grande que celle du Film art les préoccupations immédiates de l'époque où ils ont été tournés. Dix ans de recul donnent un regard historique ; l'Auto-réflexion de Jacques Krier parle de la scène de consommation telle qu'on la vivait en milieu ouvrier, avec plus de pertinence que les bandes de mai 68 et avec de l'avance sur elles.

Tandis que les vagues cinématographiques nous ont, sur plusieurs années, conduites des récits, des modèles qui assurent une industrie, les auteurs de la télévision française, avec des talents et des bonheurs différents, sentaient à chaque émission, une nouvelle aventure : la situation était dans la tension ou l'échec d'une communication ardemment souhaitée, qu'il s'agit de changer le mode ou d'en changer les jeux. Le sondage d'écoute est venu plus tard.

Mais où rebâtit cette téléphile soudaine, ce retour au passé magifié par le décor présent ? La logique du système économique voudrait sans doute que l'on commercialise notre nostalgie sous forme de vidéocassettes. Est-ce là le jeu pour nous ? Les organisateurs de la manifestation d'Avignon exposent un peu comme des conservateurs de musée les images d'une télévision parfois moqueuse, qui répondait au projet (formulé ailleurs par Jean Vilard) de théâtre populaire, de « théâtre service public » ; une conception qui date elle aussi d'avant 1968, même si elle demeure fondée.

Le passage de l'idée de service public au concept d'intervention sociale se réalisera aux Rencontres d'Alsace-Provence qui auront lieu cette année en octobre.

M. E.
* Séances à 17 h. 30, 21 h. 30 et 23 h. 30. Tél. : 81-44-33.



Un débat avec les réalisateurs

Démêlés avec le réel

par JEAN-ÉMILE JEANNESSON

JEAN-ÉMILE JEANNESSON — qui présente cet été six « Histoires vraies », série d'essais diffusés le mercredi soir sur Antenne 2, où, après « le Valeur de motocycliste » (de Besson) et « Boutier », on pourra voir plusieurs émissions produites et réalisées par l'auteur d'« Arguments » et de « Lettres de... », tentatives pour renouveler le genre documentaire, dont la plus passionnante est une « Enquête sur la mort d'un ouvrier » (diffusion le 8 août), a répondu, après Bernard Bouthier et Claude Otzenberger, à nos cinq questions sur le réalisme (le Monde daté 13-14 juillet) :

- La définition du réalisme comme reproduction du réel vous paraît-elle suffisante ? Et qu'en est-il du réel, de la réalité et du « vécu » ?
- Le réalisme est-il pour vous un concept d'ordre essentiellement esthétique, moral ou politique ?
- Le réalisme d'une émission se définit-il par rapport à son contenu ou par rapport à son public ?
- Les médias changent-ils le sens du terme réalisme ?
- Vous considérez-vous comme réaliste ? Pourquoi ?

P OURQUOI se livrer à des querelles à chercher, à travers elles, un dialogue entre les « humanistes » et les « marxistes », qui nous rangent les uns et les autres dans des camps opposés, comme cela fut bien naïvement amorcé aux premières rencontres d'Alsace-Provence ? Horrible habitude manichéenne française des classifications sans appel, comme si les chemins des créateurs, engagés ou non, n'étaient pas ponctués de détours, de retours, de remises en cause et sentiers non battus. Enfin, ces duels sur le pré, des meilleurs d'entre nous, au moment où un embleurisme inconscient s'installe sur les antennes dans la confusion des valeurs et l'imitation arriérée des défauts de la télévision américaine, auraient quelque chose de dérisoire. Ça ne serait pas « réaliste ».

Venons-en justement à votre questionnaire sur le réalisme qui aimerait clarifier la situation. Cette vieille lune du réalisme ne me court guère. C'est un

héritage du XIX^e siècle qui mit en doctrine la reproduction « intégrale », « sincère », « objective », « photographique » du réel. Qui parle encore de Henri Murgar, qui illustre la doctrine du réalisme et dont le matérialisme était « bien court » celui-là ? Je n'ai jamais lu Balzac comme une œuvre réaliste. J'y vois des épopées psychanalytiques, des explorations fantastiques, des rapports troubles avec le réel, au-delà de la trame sociologique. Je ne connais pas de grands créateurs réalistes. C'est qu'ils entrent en contact avec le réel des relations nécessaires et conflictuelles. Ils s'emparent du réel, l'agressent, le surprennent, le débarrassent et lui font dire ce qu'il ne dit apparemment pas, sortent de lui le latent et le caché, synthétisent ce qui en lui est diffus. De sorte que le réel n'existe pas objectivement. Seul existe un conflit subjectif entre le créateur et le réel.

Les « bouffées d'actuel »

Si évidemment vous entendez par réalisme la notion qui entre autres, y est contenue, et qui est celle d'actuel, en ce sens je suis réaliste. Face aux mythologies irréalistes, aux débats creux, à l'information-spectacle, pléiade et pléiades, de la télévision, l'opposé des bouffées d'actuel. Le télé-spectateur qui m'arrive : « C'est drôle, dans vos émissions, ce causa comme dans la vie de tous les jours », me prenait étrangement pour un réaliste. Sans doute sentait-il une cassure avec le cérémoniel conventionnel ambiant. Aussi bien, je suis réaliste en ce sens que l'actuel me sollicite et me passionne, depuis les tribus sud-américaines culturellement et économiquement détruites jusqu'aux « Intouchables » de l'Inde, en passant par les accidents du travail dans les usines du nord de la France.

Mais est-ce si simple ? D'abord, je ne crois pas à l'objectivité. C'est une invention hypocrite. Ni un document qui les puristes appellent « brut », tel qu'il fut désiré en mai 1968, sans intervention du reporter. C'est encore une hypocrisie ou, dans le meilleur des cas un miroir aux sorcières. Je préfère avouer mon conflit avec le réel. Avouer me subjectivité et

ses limites. J'ai toujours demandé aux réalisateurs qui travaillaient avec moi d'assumer leur subjectivité dans l'honnêteté ou d'éviter, si vous préférez, l'honnêteté inobéissante. En même temps, je ne me considère pas comme un médiateur mais simplement comme un médiateur subjectif. Médiateur parce que placé entre le « réel-actuel » qu'il me faut découvrir et les autres (les publics) qui attendent les résultats de cette recherche exploratoire. Subjectif parce que je réste ce réel-actuel, que je via d'une certaine manière, à un certain moment, et parce que, ce faisant, je ne suis que « ja » dans cette expérience relationnelle. Peut-être un jour serai-je un « auteur » ou me laisserai-je le devenir à la télévision (si l'on cesse de craindre en moi, à court ou à long terme, une certaine subversion), quand ma relation au réel sera totalement inventée, quand mon conflit avec le réel prendra des dimensions tellement insupportables que seule la fiction pourra le régler.

Ensuite, il n'est pas de bonne information sur le réalisme sans appel à l'imagination du public. C'est par de larges pages où passe une sensibilité directe, dans laquelle le médiateur semble s'éteindre, que le public prendra appui pour imaginer. C'est le moment où le document déçoit, plus vrai que vrai, jusqu'à un symbolisme sensible. C'est à ce moment-là que le télé-spectateur à prise personnelle sur le document. J'ai observé, notamment dans certaines émissions de Claude Otzenberger ou de François Flouzat, que plus l'appel à l'imagination était puissant, plus le document était métrisé par le public.

Les remous de la mare

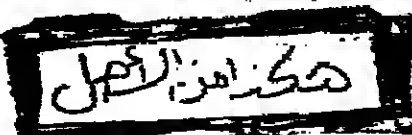
Enfin, quand je dis « réel-actuel », il s'agit, pour les documentaristes, de l'actualité événementielle. De ce qui est latent et chronique dans l'actuel et non pas de ses accidents événementiels. Ce qui m'importe, en effet, ce n'est pas le pré de l'événement jeté dans la mare, mais les remous de la mare après la chute du pavé. Ainsi la relation conflictuelle et subjective avec le réel, l'appel à l'imagination et

la recherche d'une sociologie profonde sont les trois éléments d'une démarche qui dépasse, semble-t-il, le réalisme-constat.

« Je salue dit que je n'étais pas réaliste dans l'expression télévisuelle de ma curiosité ? Essayons maintenant de répondre à votre question ambiguë : « Êtes-vous réaliste ? ». En le prenant, cette fois, non dans son sens esthétique, mais dans son sens moral. C'est encore une réponse négative. Je m'engagerais assez comme un utopiste moraliste. Utopiste, je l'étais au service de la recherche quand j'ai travaillé à des structures latentes de l'émotionnement de la télévision, alors que les technocrates et les politiciens n'ont jamais consulté les chercheurs et les professionnels dans leurs réflexions successives. Utopiste, j'étais en lançant, fin 1968, des émissions, pour et par la jeunesse, qui devaient rapidement s'expliquer dans un climat d'intolérance. Utopiste, j'étais encore en obligeant les Soviétiques, au cours d'un journal de voyage en Sibérie, à une sociologie concrète et à l'observation des faits, alors qu'ils ne vivaient ou ne faisaient semblant de vivre que dans la grande mythologie politique. Utopiste, je le serai inévitablement. Mais avec le téneté du paysan torré, les pieds sur terre. Confrontant les faits aux mythes. Quels qu'ils soient.

Vous voyez combien le concept de réalisme est flou, mou, extensible. Il faut s'en arrêter le torde, le redresser ; lui ajouter d'autres connotations ou, comme André Breton, un préfixe. Je vous invite à dépasser le débat et, par exemple à définir avec rigueur : objectivité-subjectivité dans l'information ; l'information et l'imagination ; médiateur et auteur ; le créateur doit-il être engagé ? ; droit moral et devoir public de l'auteur de télévision ; rôle des publics et leur « présence » dans la conception des émissions ; adaptation des œuvres littéraires classiques et réelles contemporaines ; télévision culturelle et démocratique.

Amorçons des débats de fond. Pas de débats académiques sur la « réalité », le « naturalisme », le « vérisme », le « nouveau naturel », etc. Car la télévision est particulièrement trappée d'année. Réveillons-la. Donnons-lui des choix utiles et qu'elle se souviene.



SOCIÉTÉ

AÉRONAUTIQUE

RESPONDANCE

De l'espace ou des enfants

P. Pierre Samuel, professeur à l'université de Paris-Sud et rédacteur des Amis de la terre, a écrit à propos de l'article M. Michel Debré : « Un optimisme justifié » (Le Monde 15 juillet) :

Debré et les autres panégyristes d'une natalité abondante ne font que répéter ce qui a été dit : l'époque d'espaces de l'après-guerre, puis de matières premières abondantes et de pollution mondiale quadruple en un siècle environ sous des progrès de la médecine et surtout de l'hygiène, que d'autres progrès technologiques ont permis de maîtriser sans avoir de dramatiques effets — de nourrir, de vêtir, de transporter ces milliards d'hommes supplémentaires. Mais, à l'opposé des techniques médicales et hygiéniques, ces techniques demandent des énergies considérables d'énergie primaire. Ce sont des énergies qui deviennent rares, le carburant de nos avions et de nos navires est en train de diminuer.

nourrir l'Europe ? — On compare la densité de la population de l'Allemagne, de la Hollande et de la Suisse, ce qui ne peut pas être sans inconvénients. Ce n'est que l'une des richesses de l'environnement, et des sites sont souvent victimes d'utilisation des autoroutes, des forêts, des cultures, des constructions, des espaces verts. Douze millions de Français de plus dans nos villes, dans nos villages, dans nos vacances. On n'est pas sûr que cette densité donnerait un second air aux entreprises promotrices et autres aménageuses.

de nos voisins européens, l'Espagne est un pays qui favorise par exemple le tourisme. Mais la richesse touche à quelque chose de bien plus fondamental que le tourisme. Lorsque le tiers-monde se laisse piller ses ressources alimentaires, lorsque l'Occident ne bénéficie plus d'un flux de produits du tiers-monde, ce n'est pas que le tiers-monde ne soit riche, mais que l'Occident ne soit pauvre. Et nous serons heureux d'acheter du charbon allemand, du pétrole norvégien et du gaz algérien.

quante millions de Français, huit cent millions d'espagnols, dix cent millions d'algériens. On dit souvent le problème de la surpopulation se pose dans certains du tiers-monde, et que la sanction de la population y est plus rapide qu'en France. Or, le doublement de la population en France, ce n'est pas un problème de sécurité nationale, c'est un problème de sécurité économique. C'est un problème de sécurité humaine. C'est un problème de sécurité sociale. C'est un problème de sécurité culturelle. C'est un problème de sécurité spirituelle. C'est un problème de sécurité globale.

Une délégation d'habitants du quartier de la Goutte-d'Or, à Paris (XXVIII^e arrondissement), conduite par M. Louis Bailliot, député communiste, a été reçue vendredi 18 juillet au secrétariat des travaux publics, où elle a été accueillie par le directeur de l'arrondissement, M. Paul Dujoud, et sur le surplément catastrophique du quartier de la Goutte-d'Or, où des milliers de travailleurs algériens, d'Afrique du Nord, d'Asie du Sud-Est, et de tous les continents, habitent dans de vieux immeubles parfois insalubres.

Elle a demandé que des mesures soient prises immédiatement pour qu'il soit mis fin à un scandale indigne de la capitale.

quelque deux cents millions d'écus supplémentaires. Un remède qui n'est pas soutenable à long terme. — M. Debré voit dans la croissance de la population un remède à deux difficultés : l'exiguïté de la famille nucléaire et le vieillissement de la population. Or cette croissance ne peut pas se poursuivre indéfiniment et elle devra bien s'arrêter un jour. Tout le monde le sait, dit-on, mais rares sont ceux qui le disent.

Il ne faudrait pas que cet arrêt provienne de catastrophes — guerres, famines ou épidémies — mais, au contraire, soit le résultat d'un arrêt raisonné, un freinage en douceur. C'est ce que la population des pays développés commence à faire, de façon plus ou moins consciente. Revenir en dix ans de 874 000 naissances annuelles à 800 000 est un freinage en douceur, et contrairement à M. Debré, je m'en réjouis.

La croissance démographique ne pourra donc pas remédier indéfiniment à l'exiguïté de la famille nucléaire et au vieillissement de la population. Il faudra bien trouver d'autres solutions. Alors, pourquoi ne pas y penser dès maintenant, tant que nous ne sommes pas encore pris à la gorge ?

Il est exact que la famille nucléaire — c'est-à-dire réduite aux parents et à leurs enfants mineurs — est souvent au cadre trop étroit pour permettre une grande richesse de relations humaines. Plus satisfaisant serait un cadre où chacun aurait des relations, non seulement avec sa propre génération, mais aussi avec les autres. Or, la famille nucléaire, même si elle comporte beaucoup d'enfants, ne permet pas aux parents — à la mère surtout — d'avoir beaucoup de relations avec d'autres générations que celle de ses enfants ; au « métrou, bozoi,

dodo » des uns répond le « Omo, journeux, marmois » des autres ; les enfants, même nombreux, ne voient que leur mère et un peu leur père. Certains expérimentent d'autres types de groupements : à l'extrême, les communautés rurales et urbaines ; de façon moins révolutionnaire, des villages communautaires et des associations de familles (qui se relaient pour occuper des enfants et des tâches ménagères). Il serait essentiel que ces expériences incluent aussi la troisième génération, celle des personnes âgées, remettant en vigueur les éléments positifs de la « famille étendue » d'autant ; un type d'habitat qui donnerait aux personnes âgées à la fois la proximité et l'indépendance n'est pas difficile à concevoir.

La réintégration des personnes âgées dans la communauté est essentielle aussi en raison du vieillissement de la population. Si — comme je le souhaite avec tant d'autres — l'hygiène continue à permettre de vivre longtemps, et si la population se stabilise à la moyenne d'âge sera nécessairement élevée. Il faut donc protester contre le « racisme » ambiant, et contre une ségrégation dans des « nurseries » et autres agglomérations pour retraités. Mieux intégrés, les vieux peuvent être des membres très actifs de la communauté. Plus que sexagénaire, je crois, M. Debré continue à défendre ses idées avec vigueur et je ne suis guère plus jeune ! Dans l'incertitude des natalistes en face du vieillissement de la population, le rapport sur la conception singulièrement restreinte de ce qu'il appelle la production : il n'est pas sûr que de production que comptabilisable dans le P.N.B. Les biens et les services que peuvent fournir les vieux (travaux domestiques, menus travaux, conseils, rapports avec les enfants...) ne figurent pas dans le P.N.B. ; ils n'en sont pas moins essentiels.

Le gouvernement ne souhaite pas remplacer les Caravelle par l'actuelle version du Mercure

Plutôt que de relancer la fabrication du biracteur court courrier Mercure-100, acquis seulement à dix exemplaires par la compagnie Air Inter auprès du constructeur Sud Aviation, le gouvernement semble s'orienter vers la conception d'un nouvel avion de transport civil équipé des réacteurs CFM-56 de dix tonnes de poussée, produits par General Electric et la SNECMA.

C'est du moins ce qui résulte d'une réponse, récemment publiée au Journal officiel, du ministre de l'Aviation, M. Pierre Bernard Couste, député U.D.R. du Rhône, sur le remplacement éventuel des avions Caravelle (11 et 12) par un avion de transport civil équipé des réacteurs CFM-56 de dix tonnes de poussée, produits par General Electric et la SNECMA.

« Les conditions de fabrication et d'exploitation d'appareils de conception nationale, tels que le Mercure, sont actuellement l'étude au sein des ministères intéressés, a précisé M. Jean-Pierre Fourcade, directeur général adjoint de la SNIAS, qui dirigeait le projet de conception d'un Mercure-200, par Dassault, ou d'un autre avion moyen courrier de la SNIAS, en collaboration avec les compagnies nationales, mais également des débouchés à l'exportation, ainsi que des modalités de production dans notre industrie aéronautique. Les premiers résultats des

travaux entrepris laissent apparaître que le remplacement des Caravelle III de la flotte moyen courrier d'Air France ne saurait pas constituer l'équilibre financier d'une retenue de la fabrication du Mercure-100, en dépit de la contribution qu'apporterait une telle opération au plan de charge de l'industrie aéronautique française. Il semble préférable de s'orienter vers la conception d'un avion réalisé à partir des moteurs modernes dont dispose bientôt l'industrie française. Le gouvernement étudie dans des conditions alternatives permettant de tirer parti du marché que constitue le renouvellement de la flotte moyen courrier d'Air France pour développer nos exportations aéronautiques et garantir ainsi à notre industrie un niveau de charge élevé », a conclu le ministre.

Si la relance de la fabrication de la version actuelle du Mercure paraît donc écartée, il semble que les solutions alternatives, auxquelles fait allusion M. Fourcade, se rapportent à la conception d'un Mercure-200, par Dassault, ou à celle d'un avion moyen courrier de la SNIAS, en collaboration avec les compagnies nationales (SNIAS). Ces deux avions proposés ont, en commun, l'intérêt d'être équipés du réacteur CFM-56 de la SNECMA. Le Mercure-200 pourrait transporter jusqu'à cent cinquante passagers sur 3 000 kilomètres et l'avion de la SNIAS cent cinquante passagers ainsi que des contenus.

Une réunion interministérielle examinera le mercredi 23 juillet, le remplacement des Caravelle après l'étude de ce dossier par des experts, notamment M. Claude Abraham, directeur des transports aériens au secrétariat général à l'Aviation civile, et par une mission confiée à M. Claude Abraham et M. Claude Abraham, qui viennent de remettre leur rapport. Selon certaines hypothèses, le Mercure-200 pourrait être produit en coopération par Dassault et la SNIAS, tandis que

l'avion de la SNIAS serait construit avec d'autres sociétés européennes comme l'avait suggéré, au reste, le premier ministre, M. Chirac, lors de sa visite du salon de Bourget. Le développement du Mercure-200 est estimé à 1 milliard de francs pour trois ans de travail. La mise au point d'un biracteur concurrent demanderait, sans doute, davantage de temps mais, selon les partisans de cette solution, ce programme donnerait progressivement naissance à une famille d'avions — bimoteur, trimoteur et quadrimoteur pour divers usages — à partir du même réacteur, le CFM-56. En attendant l'achat, pour des raisons d'équilibre des échanges commerciaux, de modèles français ou européens, de préférence à des appareils étrangers, il a été suggéré de remplacer les Caravelle d'Air France par des avions loyers à d'autres compagnies. De son côté, Air Inter, soucieuse de garantir ses rechanges, n'est pas défavorable au lancement d'un Mercure-200 qui aurait des pièces communes avec l'actuel Mercure.

Environ deux cent cinquante Caravelle ont été construits, dont une centaine pour Air France et Air Inter au total.

RELIGION

A Flavigny-sur-Ozerain

L'AVENIR DU SÉMINAIRE DE L'ABBÉ COACHE EST INCERTAIN

(De notre correspondant.) Dijon. — L'abbé Louis Coache, animateur du mouvement traditionaliste le Combat de la foi, a annoncé récemment dans une lettre circulaire l'ouverture d'un « pré-grand séminaire », ou mois d'octobre prochain à Flavigny-sur-Ozerain (Côte-d'Or). Cet établissement se destinerait à accueillir une vingtaine de postulants de dix-sept à vingt-cinq ans.

Ce nouveau projet remplacerait le petit séminaire-collège ouvert à la dernière rentrée scolaire pour former des garçons ayant la vocation, mais aussi des enfants dont les familles souhaitent une éducation religieuse chrétienne avec des bons principes.

En effet, le petit séminaire prévu pour une vingtaine d'élèves, cinq professeurs, deux surveillants, un directeur, n'a accueilli que trois élèves. A l'époque, l'évêque de Dijon, Mgr de la Brousse, avait mis en garde les fidèles de son diocèse en dénonçant les écrits de l'abbé Coache comme « des expressions doctrinalement fausses et erronées ».

De plus, courant novembre, la commission de sécurité de l'ordonnement du Nord-Est régional, après une visite des locaux, de la faire des travaux. Pire encore : le 13 décembre, par arrêté, le recteur d'académie ordonna la fermeture de l'établissement après avoir appris que le directeur désigné du petit séminaire, l'abbé Michel Séguin, licencié en lettres comme le prêtre la loi Falloux, avait quitté Flavigny pour exercer son ministère dans le Midi.

Les enfants ont donc été renvoyés à leurs familles à l'issue du premier trimestre, car, exception faite de la déclaration d'ouverture, l'administration de l'éducation nationale n'a reçu depuis aucune demande d'agrément. Celle-ci ne sera plus nécessaire si l'abbé Coache réussit l'implantation de son pré-grand séminaire, qui équivaldrait à un établissement d'enseignement supérieur.

A Flavigny, en jouant sur les mots, on indique que le pré-grand séminaire ne sera pas un grand séminaire. Les jeunes qui y retrouveront antérieurement dans un grand séminaire — normal — pour y accéder à la prêtrise.

Entre-temps, Mgr Decourtray évêque de Dijon, qui avait déclaré publiquement, en août 1974, que « l'établissement appelé petit séminaire Saint-Curs-d'Arz de Flavigny n'est approuvé ni par le Saint-Siège, ni par l'évêque français, ni par l'évêque de Dijon », a précisé le 4 juillet dernier : « Je serais tenté de dire que c'est un peu plus grave. On s'enfonce, on s'enfonce dans le marigot avec l'ouverture de séminaires dont il est maintenant de plus en plus clair qu'elles sont en désaccord avec l'Eglise. »

La clé de Flavigny, qui fut le siège d'une abbaye dès le huitième siècle et où l'on fabrique encore les anils, petites dragées anisées dont l'origine remonte probablement au neuvième siècle, deviendra-t-elle un lieu de rassemblement des chrétiens traditionnels ?

CHARLES MARQUES.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 19 juillet 1975 : DES ARRÊTES. Complétant la liste d'emplois prévue par l'article D 15 du code des pensions civiles et militaires de retraite ; Modifiant un précédent arrêté fixant les conditions d'attribution des prestations des assurances maladie, maternité, invalidité et décès, et le mode de calcul des indemnités journalières dues à certaines catégories d'assurés ; Relatif à la revalorisation de divers avantages de vieillesse, d'invalidité et d'accidents du travail.

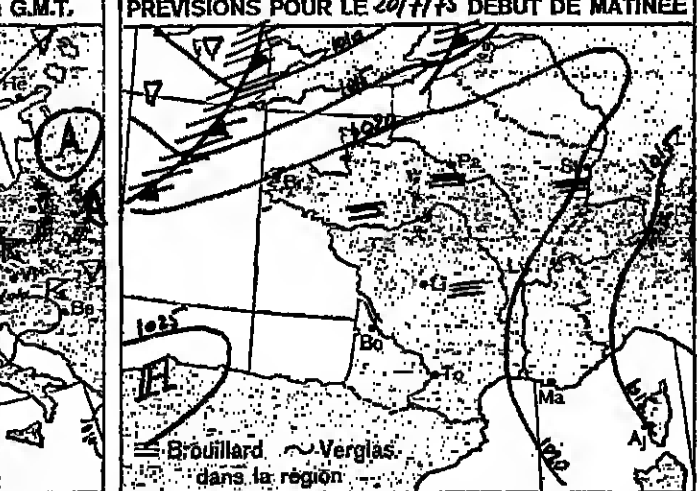
Le Monde

Service des Abonnements 5, rue des Italiens 75127 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 427 - 23. ABONNEMENTS 3 mois 9 mois 9 mois 12 mois — FRANCE - R.O.M. - T.O.M. - COMPTES (C.T.E.) (en Algérie) 90 F 160 F 232 F 308 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 144 F 273 F 402 F 530 F ÉTRANGER par messagerie I - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE 115 F 210 F 307 F 408 F II - TUNISIE 125 F 231 F 337 F 449 F Par voie aérienne tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande. Changements d'adresse détaillés ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Les lettres avant l'urgence de régler les sous-props en cas de retard d'impression.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Fauret, directeur de la publication, Jacques Sauvageot. Imprimerie de « Le Monde » 5, rue des Italiens PARIS-IX^e 1974. Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'Administration.

AUJOURD'HUI MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19/7/75 À 0 h G.M.T. Évolution probable du temps en France entre le samedi 19 juillet à 8 heures et le dimanche 20 juillet à 24 heures.



Les perturbations du courant Atlantique circuleront encore du Canada aux îles britanniques et la Scandinavie et leur partie méridionale ne touchera que faiblement le nord de la France.

Dimanche de la Bretagne à la frontière belge, où souffleront des vents modérés de sud-ouest, le ciel sera nuageux le matin, mais des éclaircies se développeront l'après-midi.

Sur le reste de la France le temps sera le plus souvent ensoleillé après une matinée localement brumeuse dans les régions de l'intérieur. Les vents seront modérés de nord-ouest dans le sud méditerranéen, variables ailleurs. Les températures maximales ne marqueront pas de grand changement.

Samedi 19 juillet à 7 heures, la pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris-Boulogne de 1 014,4 millibars, soit 762,9 millimètres de mercure.

Températures le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours des 24 heures du 18 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 18 au 19 juillet : Biarritz, 22 et 14 degrés ; Bordeaux, 23 et 15 ; Brest, 20 et 15 ; Caen, 21 et 14 ; Cherbourg, 19 et 15 ; Clermont-Ferrand, 23 et 13 ; Dijon, 22 et 15 ; Grenoble, 23 et 12 ; Lille, 22 et 13 ; Lyon, 24 et 14 ; Marseille-Matignoles, 20 et 20 ; Nancy, 23 et 15 ; Nantes, 23 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 27 et 20 ; Paris-Le Bourget, 24 et 15 ; Pau, 23 et 19 ; Perpignan, 24 et 11 ; Reims, 24 et 15 ; Strasbourg, 23 et 15 ; Tours, 23 et 12 ; Toulouse, 23 et 15 ; Valenciennes, 23 et 15 ; Ajaccio, 23 et 15 ; Salot-Nassaire, 23 et 12 ; Royan-Le Combe, 23 et 15 ; Sète, 27 et 19 ; Cannes, 27 et 15 ; Saint-Raphaël, 28 et 19 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 23.

26 et 15 ; Londres, 25 et 13 ; Madrid, 31 et 14 ; Moscou, 31 et 13 ; Palma-de-Majorque, 33 et 17 ; Rome, 32 et 21 ; Stockholm, 25 et 11 ; New-York, 30 et 23 ; Alger, 36 et 21 ; Tunis, 40 et 22 ; Casablanca, 24 et 16 ; Barcelone, 30 et 18 ; Dakar, 28 et 23 ; Eltjat, 36 et 22.

Evolution probable du temps en France entre le samedi 19 juillet à 8 heures et le dimanche 20 juillet à 24 heures.

Les perturbations du courant Atlantique circuleront encore du Canada aux îles britanniques et la Scandinavie et leur partie méridionale ne touchera que faiblement le nord de la France.

Dimanche de la Bretagne à la frontière belge, où souffleront des vents modérés de sud-ouest, le ciel sera nuageux le matin, mais des éclaircies se développeront l'après-midi.

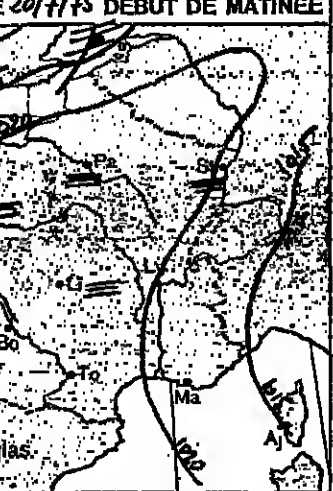
Sur le reste de la France le temps sera le plus souvent ensoleillé après une matinée localement brumeuse dans les régions de l'intérieur. Les vents seront modérés de nord-ouest dans le sud méditerranéen, variables ailleurs. Les températures maximales ne marqueront pas de grand changement.

Samedi 19 juillet à 7 heures, la pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris-Boulogne de 1 014,4 millibars, soit 762,9 millimètres de mercure.

Températures le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours des 24 heures du 18 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 18 au 19 juillet : Biarritz, 22 et 14 degrés ; Bordeaux, 23 et 15 ; Brest, 20 et 15 ; Caen, 21 et 14 ; Cherbourg, 19 et 15 ; Clermont-Ferrand, 23 et 13 ; Dijon, 22 et 15 ; Grenoble, 23 et 12 ; Lille, 22 et 13 ; Lyon, 24 et 14 ; Marseille-Matignoles, 20 et 20 ; Nancy, 23 et 15 ; Nantes, 23 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 27 et 20 ; Paris-Le Bourget, 24 et 15 ; Pau, 23 et 19 ; Perpignan, 24 et 11 ; Reims, 24 et 15 ; Strasbourg, 23 et 15 ; Tours, 23 et 12 ; Toulouse, 23 et 15 ; Valenciennes, 23 et 15 ; Ajaccio, 23 et 15 ; Salot-Nassaire, 23 et 12 ; Royan-Le Combe, 23 et 15 ; Sète, 27 et 19 ; Cannes, 27 et 15 ; Saint-Raphaël, 28 et 19 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 23.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1205



2. En Angleterre, début d'une interminable série : Dieux. 3. Se suivent sans vraiment se ressembler : D'un animal à l'autre. 4. Découvert ; S'adressait à César (épelle) : 5. Arrêtées. 6. Sont effrontées mais pas méchantes pour deux sous. Fait partie de la famille. 7. Prohibée ; Une des perles du collier de la vie : Pas cher du tout. 8. Préfixe ; Cours d'anglais. 9. Restant de bouillie ; Il lui surfitait d'une flèche pour allumer une flamme.

Solution du problème n° 1204 Horizontalement I. Scrupules ; Obus. — II. Serine ; Rets ; Eta. — III. Ale. — IV. Margot ; L.O. — V. Ste ; Déploration. — VI. Oisive ; Sis. — VII. NS ; LI ; Durillon. — VIII. Salamalek. — IX. Mer ; Tentateur. — X. Milet ; Estion. — XI. Nous ; Se ; Gré ; Lia. — XII. Dure ; PS ; AE ; Ciel. — XIII. Ioda ; A ; Thèse. — XIV. He ; Escrass ; On. — XV. Ra-seur ; Fousse.

Verticalement 1. Saison ; Mandrin. — 2. Sel ; Tisse ; Ou. — 3. Crèmes ; Armurier. — 4. RI ; Yko. — 5. Unir ; Via ; Dés. — 6. Pé ; Ide ; Espace. — 7. Age ; Dattes ; Ru. — 8. LR ; Epaulé ; Aar. — 9. EE ; Ni ; Re-népa. — 10. Blah ; Ictère ; Ap. — 11. Séant ; Ate. — 12. Bat ; Loti ; Chou. — 13. Bee ; Iso ; Kollens. — 14. Ut ; Loin ; Unes. — 15. Salans ; Ur ; Alése.

Horizontalement I. Parfois héroïque quand elle est forte ; Domine une chaumière. — II. Dans le domaine de la rupture, c'est véritablement dramatique. — III. Identique ; Pronom. — IV. On les dit riches en expérience. — V. Lots à part ; Charges opposées. — VI. Etres à l'âme pure. — VII. Résume collectivement une urgence. — VIII. Article ; Début de mains vengées ; Pronom. — IX. Fait des plus deus la manche ; Tirait des traits. — X. Absorbé. — XI. Malin quand un singe ; Formes à respecter.

Verticalement 1. A même d'admirer la beauté du diable ; Petits, ils sont généralement très soignés. —

GUY BROUTY.

ARTS ET SPECTACLES

tivols

Jazz à Montreux

Le village longne, coincé entre les montagnes de Naye et le Léman, raspe toujours l'arrivant lors de la grande rue, c'est le son des promeneurs, mais tout le calme que troublent que soulignent plutôt, les pas des bateaux de randonnée et s'agit, le cri résonne des éoliennes et le son de la...

à tout le monde, ila offrent un remanant pour tous, une leçon pour tous. Le géant Albert King, lui, a proclamé d'emblée son obédience, avec un Watermelon man, entièrement articulé par le Memphis Sound, puis avec un Blues et sur les ondes...

Improvisés de soixante minutes ne peuvent éviter de rejoindre plus souvent qu'on ne le voudrait, les minéraux conventionnels. L'échappée hors de cette route, dont on anticipe les méandres benêts, il faut les attendre avec patience, il faut les mériter. Rara-avis en passant qu'il nous ceux qui n'avaient pas opté pour l'abonnement la note parut salée : 40 francs suisses pour chacun des deux concerts, c'est-à-dire huitante francs locaux, selon la change — il est vrai de par delà — que nous connaissons ces temps-ci.

Le deuxième spectacle de Théâtre ouvert est la première pièce de l'auteur belge Jean Louvet, Le Train du Bon Dieu et elle est donnée par une troupe également belge, l'Ensemble Mobile. Jean Louvet l'a écrite en 1967, après avoir vécu une grève suivie par un million de travailleurs wallons.

« LE TRAIN DU BON DIEU » à Avignon

Le deuxième spectacle de Théâtre ouvert est la première pièce de l'auteur belge Jean Louvet, Le Train du Bon Dieu et elle est donnée par une troupe également belge, l'Ensemble Mobile. Jean Louvet l'a écrite en 1967, après avoir vécu une grève suivie par un million de travailleurs wallons.

grande qualité est de pouvoir indiquer, sinon montrer, de multiples écritures possibles. COLETTE GODARD. * Des affrontements avec les forces de l'ordre ont eu lieu dans la nuit du 18 au 19 juillet, place de l'Étoile, à Avignon. Les glaces des terrasses de café ont été éclaboussées dans la rue de sang, de larmes, de sang, sans qu'il ait été possible de déterminer la cause de l'origine de ces violences.

Culture

UNE NOUVELLE CHARTE SIGNÉE À MARSEILLE

M. Michel Guy, secrétaire d'État à la culture, s'est rendu à Marseille, où il a signé une charte culturelle avec M. Gaston Defferre, député et maire de cette ville. Cet accord — le sixième du genre — prévoit des subventions pour restaurer l'ancien hôpital de la Vieille-Charité, qui sera — en liaison avec le couvent de Saint-Maximin et la chartreuse de Villeneuve-les-Avignon — le siège d'une fondation méditerranéenne de la culture.

L'ÉLIXIR D'AMOUR, de Donizetti, à Aix

nant le contrepied de ses cœurs, M. Bernard Lajarrig, un artiste du Festival au lieu de tabler sur un loir et sur la renommée des années passées, mais l'attrait d'une nouveauté renouvelée, à côté de l'unique reprise harmonique Mozartienne, sur la place des Quatre-Huits, avec Jean Le Fouletier, nait-il, vendredi soir, son éme spectacle original de la n. avec l'Élixir d'amour, de Donizetti. Le succès de Donizetti, c'est tout le sergent de la garnison qui cantonne en village. Un charlatan vient proposer sa fiole miraculeuse qui guérit toutes les maladies, réjouissant les vieilles gens et dérobant les tanches. Il offre au jeune homme un élixir d'amour qui n'est autre qu'une bouteille de bordeaux. Le docteur ne s'agitant pas, Nemorino se fait soldat pour en acheter une autre. Comme on apprend qu'il vient d'hériter d'un oncle millionnaire, toutes les femmes courent après lui. La femme à qui elle-même, secrètement amoureuse, touchée qu'il ait été libéré à cause d'elle, tombe dans ses bras. Et vive l'Élixir d'amour du puissant docteur Dulcamara!

à l'action avec une aisance toute celle de Donizetti. M. Bernard Lajarrig, un artiste du Festival au lieu de tabler sur un loir et sur la renommée des années passées, mais l'attrait d'une nouveauté renouvelée, à côté de l'unique reprise harmonique Mozartienne, sur la place des Quatre-Huits, avec Jean Le Fouletier, nait-il, vendredi soir, son éme spectacle original de la n. avec l'Élixir d'amour, de Donizetti. Le succès de Donizetti, c'est tout le sergent de la garnison qui cantonne en village. Un charlatan vient proposer sa fiole miraculeuse qui guérit toutes les maladies, réjouissant les vieilles gens et dérobant les tanches. Il offre au jeune homme un élixir d'amour qui n'est autre qu'une bouteille de bordeaux. Le docteur ne s'agitant pas, Nemorino se fait soldat pour en acheter une autre. Comme on apprend qu'il vient d'hériter d'un oncle millionnaire, toutes les femmes courent après lui. La femme à qui elle-même, secrètement amoureuse, touchée qu'il ait été libéré à cause d'elle, tombe dans ses bras. Et vive l'Élixir d'amour du puissant docteur Dulcamara!

Maître brillant comédien, le ténor hongrois Gyula Látfalvi a une très belle voix, souple et brillante, pleine de « sopperi » et de « palmiti » qui se marient très joliment à celle de l'altière Jeanne Perry, charmante personne au timbre prenant, qui devrait s'épanouir au-delà de ce rôle de demi-caractère. Armin Jordan dirige la représentation et l'orchestre philharmonique de Strasbourg avec plus d'efficacité que de subtilité.

— Parmi les interprètes du Carnaval de Venise, le contre-ténor Bruce Brewer méritait une mention spéciale avec cette voix étrange et captivante, admirable Orphée dans la légende de Monteverdi.

CARNET

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Bernard Lajarrig, un artiste du Festival au lieu de tabler sur un loir et sur la renommée des années passées, mais l'attrait d'une nouveauté renouvelée, à côté de l'unique reprise harmonique Mozartienne, sur la place des Quatre-Huits, avec Jean Le Fouletier, nait-il, vendredi soir, son éme spectacle original de la n. avec l'Élixir d'amour, de Donizetti. Le succès de Donizetti, c'est tout le sergent de la garnison qui cantonne en village. Un charlatan vient proposer sa fiole miraculeuse qui guérit toutes les maladies, réjouissant les vieilles gens et dérobant les tanches. Il offre au jeune homme un élixir d'amour qui n'est autre qu'une bouteille de bordeaux. Le docteur ne s'agitant pas, Nemorino se fait soldat pour en acheter une autre. Comme on apprend qu'il vient d'hériter d'un oncle millionnaire, toutes les femmes courent après lui. La femme à qui elle-même, secrètement amoureuse, touchée qu'il ait été libéré à cause d'elle, tombe dans ses bras. Et vive l'Élixir d'amour du puissant docteur Dulcamara!

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Bernard Lajarrig, un artiste du Festival au lieu de tabler sur un loir et sur la renommée des années passées, mais l'attrait d'une nouveauté renouvelée, à côté de l'unique reprise harmonique Mozartienne, sur la place des Quatre-Huits, avec Jean Le Fouletier, nait-il, vendredi soir, son éme spectacle original de la n. avec l'Élixir d'amour, de Donizetti. Le succès de Donizetti, c'est tout le sergent de la garnison qui cantonne en village. Un charlatan vient proposer sa fiole miraculeuse qui guérit toutes les maladies, réjouissant les vieilles gens et dérobant les tanches. Il offre au jeune homme un élixir d'amour qui n'est autre qu'une bouteille de bordeaux. Le docteur ne s'agitant pas, Nemorino se fait soldat pour en acheter une autre. Comme on apprend qu'il vient d'hériter d'un oncle millionnaire, toutes les femmes courent après lui. La femme à qui elle-même, secrètement amoureuse, touchée qu'il ait été libéré à cause d'elle, tombe dans ses bras. Et vive l'Élixir d'amour du puissant docteur Dulcamara!

STUDIO BERTRAND présente

uellement 3 grands films d'actualité en version originale: « LE JESSE DU TUBER », de Stanley Kubrick, et « SATTYRON », de Oreste Fialta, tous les soirs, à 20 h. 30, permanent à la samedi et dimanche, à partir de 14 h. 30.

Prochaines représentations

Prochaines représentations : les 22, 23 et 24 juillet, à 21 heures.

Neissances

— Jean et Monique Robinson, et leur fils Béno, le 10 juillet 1975, à Chamois, 74, rue du Colombier, 43000 Orléans.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Bernard Lajarrig, un artiste du Festival au lieu de tabler sur un loir et sur la renommée des années passées, mais l'attrait d'une nouveauté renouvelée, à côté de l'unique reprise harmonique Mozartienne, sur la place des Quatre-Huits, avec Jean Le Fouletier, nait-il, vendredi soir, son éme spectacle original de la n. avec l'Élixir d'amour, de Donizetti. Le succès de Donizetti, c'est tout le sergent de la garnison qui cantonne en village. Un charlatan vient proposer sa fiole miraculeuse qui guérit toutes les maladies, réjouissant les vieilles gens et dérobant les tanches. Il offre au jeune homme un élixir d'amour qui n'est autre qu'une bouteille de bordeaux. Le docteur ne s'agitant pas, Nemorino se fait soldat pour en acheter une autre. Comme on apprend qu'il vient d'hériter d'un oncle millionnaire, toutes les femmes courent après lui. La femme à qui elle-même, secrètement amoureuse, touchée qu'il ait été libéré à cause d'elle, tombe dans ses bras. Et vive l'Élixir d'amour du puissant docteur Dulcamara!

Anniversaires

— Pour le centenaire anniversaire de M. Ladislas FISCHER, une plaque commémorative est demandée à ceux qui restent fidèles à son souvenir.

Visites et conférences

— Le directeur et le personnel du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Rouen font part du décès de M. Jean LE PORT, docteur en sciences économiques et diplômé d'études supérieures de droit public.

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

A EGREVILLE, EN SEINE-ET-MARNE

La porcherie va s'agrandir, des conseillers municipaux démissionnent

Sept des onze conseillers municipaux d'Egreville (Seine-et-Marne) ont démissionné le 19 juillet, pour protester contre un arrêté préfectoral autorisant l'extension d'une porcherie industrielle. Les élus craignent que l'unique puits de la commune soit définitivement pollué par le purin.

La petite salle du conseil municipal d'Egreville est pleine à craquer. La porcherie de « Point du jour » inexistante depuis six ans les habitants de ce bourg de mille deux cent douze habitants et tout le monde sait que le préfet vient de l'autoriser à s'agrandir. C'est la révolution dans le pays. Révolution possible dont on attend qu'elle s'exprime, ce soir, en assemblée municipale.

M. Robert Lamont, le maire, fait d'abord l'historique de la question. La société André Senoble, qui élève plusieurs milliers de porcs à Jouy (Yonne), a ouvert, en 1969, sans autorisation, une porcherie de deux cents têtes à Egreville. Cet établissement se trouve situé à 700 mètres du puits alimentant en eau potable la commune. En octobre de la même année, des prélèvements attestent que cette eau présente « des indices certains de contamination d'origine fécale... ».

me démission. Je dis aux Egrevillais : « Défendez votre eau potable que je ne peux plus faire. » Six autres conseillers déclinent de suivre son exemple. Au cours des négociations qui ne vont pas manquer de s'ouvrir, on se souviendra sans doute qu'il existait un Conseil supérieur de l'élevage, un ministère de la qualité de la vie et une agence financière de bassin qui ont émis des avis et peut-être quelques subventions à donner pour la construction d'une station d'épuration. Car les choses peuvent difficilement rester en l'état, comme le dit M. Didier Julia, député U.D.R. de Seine-et-Marne, « Cette porcherie ne peut pas recevoir un avis favorable, car elle constituerait une source certaine et permanente de contamination ».

PAS DE MOTEURS LE DIMANCHE EN SUISSE ?

Berne. — Les Suisses acceptent-ils d'abandonner leurs automobiles au profit de la marche à pied deux dimanches par an ? Les promoteurs d'une loi populaire qui vient d'être déposée à la chancellerie fédérale, avec cent dix-sept mille signatures à l'appui, l'espèrent. Grâce à une révision constitutionnelle, les signataires demandent que le deuxième dimanche de chaque mois toute circulation privée utilisant un moteur soit interdite sur terre, sur l'eau et dans les airs, sur tout le territoire helvétique.

LES NEUF VONT ETUDIER UN PROGRAMME EUROPÉEN DE RÉDUCTION DES «BOUES ROUGES»

Bruxelles (A.F.P.). — La Commission de la C.E.E. a proposé le vendredi 18 juillet une série de mesures antipolluantes dans les neuf pays du Nord-Ouest de l'Europe afin de réduire la pollution de la mer provoquée par les « boues rouges » (chlorure de titane). La directive propose au conseil des ministres des Neuf de prendre des mesures de dispositions : « Les établissements industriels doivent obtenir les autorisations compétentes de l'Etat sur lequel ils sont implantés sans suspensions préalables de déversement ; « Le lieu d'implantation des « boues rouges » doit assurer des contrôles écologiques pour la faune marine et les espèces humaines ; « Un plan de réduction des pollutions et de mesures devrait être mis en place. Il prévoit un calendrier de réduction allant de 30 % en 1978 à 95 % en 1985 pour les installations existantes et de 70 % en 1978 à 95 % en 1985 pour les usines neuves.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AGRICULTURE

POUR RÉDUIRE LES STOCKS

La Commission européenne veut relancer la consommation des produits laitiers

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La surproduction de vin et de produits laitiers est d'un montant plus élevé que jamais. Les chances de la C.E.E. de réduire les stocks par l'achat de produits agricoles sont limitées car les propositions présentées par la Commission, dont le principal objectif est de pénaliser les trop forts rendements, sont soutenues par la France, mais ardemment combattues par l'Italie. Les ministres auront également un échange de vues sur une série de mesures d'urgence que vient de leur soumettre M. Lardinois, le commissaire européen chargé des affaires agricoles, afin de parvenir à un accord substantiel sur limitées car les

propositions présentées par la Commission, dont le principal objectif est de pénaliser les trop forts rendements, sont soutenues par la France, mais ardemment combattues par l'Italie. Les ministres auront également un échange de vues sur une série de mesures d'urgence que vient de leur soumettre M. Lardinois, le commissaire européen chargé des affaires agricoles, afin de parvenir à un accord substantiel sur limitées car les

AFFAIRES

LA ROTHSCHILD INTERCONTINENTAL BANK SERAIT RACHETÉE PAR L'AMERICAN EXPRESS

Amer International, filiale du groupe American Express Company, rachèterait, selon le Financial Times, la Rothschild Intercontinental Bank de Londres. Cette dernière, un des trois premiers consortiums bancaires nés en 1967 — pour ouvrir sur l'Europe un marché du capital — a été rachetée par le groupe américain de banque Rothschild (33,9 %) et la Banque Industrielle de Japon (11,6 %). Amer International a été fondée à Londres en 1973 par l'American Express Company.

DES PRETS PRIVILEGIES SERONT ACCORDES PAR LES BANQUES POPULAIRES AUX ARTISANS

Le groupe des banques populaires européennes a décidé de mettre à la disposition des entreprises artisanales une dotation spéciale de 200 millions de francs, prélevée sur le produit de l'emprunt national pour l'investissement et l'emploi. Cette opération avait été prévue dans le cadre des mesures de relance des investissements récemment annoncées par les pouvoirs publics (Le Monde du 17 mai 1975). Ces prêts, d'une durée de quinze ans, avec un taux réduit de 6,5 % pendant les cinq premières années, sont destinés à financer les investissements liés à l'activité technique de l'entreprise, qui ont pour but soit d'augmenter sa capacité de production, soit son personnel.

LA PRODUCTION D'ADIDAMMOISLES A BAISSE DE 30,2 %

Les constructeurs italiens ont produit au total 97.999 véhicules, dont 642.739 voitures de tourisme (-30,6 %) et 55.111 véhicules utilitaires (-25,5 %).

ANNONCES CLASSES

Real estate and property listings including 'constructions neuves', 'appartements vente', 'propriétés', 'villas', 'offres d'emploi régionales', 'maisons de campagne', etc.

CORRESPONDANCE

A propos du rapport annuel de la Cour des comptes

LE MAIRE DE MARSEILLE ET LES ABRIBUS

M. Gaston Defferre, maire de Marseille, nous adresse la lettre suivante : « J'ai relevé dans le Monde du 3 juillet, à propos du rapport annuel de la Cour des comptes, la correspondance que vous a adressée M. Jean-Claude Decaux, président-directeur général de « Publicité Atribus », correspondant dans laquelle il met en cause la ville de Marseille. J'ai refusé de signer une convention avec M. Jean-Claude Decaux pour l'installation d'un certain nombre d'abribus qui auraient été équipés d'un téléphone public. J'ai refusé ce projet, car il me paraissait anormal que M. Jean-Claude Decaux dispose d'un grand nombre de lignes téléphoniques, alors que notre pays souffre actuellement d'un sous-équipement total dans ce domaine. Comment l'administration des P.T.T. pouvait-elle accorder à la firme « Publicité Atribus » ce qu'elle se voyait contrainte de refuser à des centaines de milliers de particuliers ? J'avoue que je me pose toujours la question. La Cour des comptes aussi. »

URBANISME

SELON L'«INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE» La nouvelle architecture à Paris est «la pire du monde»

L'International Herald Tribune publie dans son numéro daté 29-30 juillet un article de Paul Godberger, critique d'architecture du New York Times, sur l'urbanisme à Paris. Son jugement est définitif : la nouvelle architecture telle qu'elle est illustrée par les immeubles récemment construits à Paris est « la pire du monde ». Ce jugement sans nuances est intéressant à relire au moment où s'intensifie une vaste débat sur la réforme de l'architecture préparé par le gouvernement.

FAITS ET PROJETS

Environnement

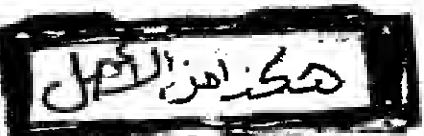
LA MONTEDISON ACCUSÉE DE POLLUTION. — La société Montedison est à nouveau accusée de pollution des eaux par la magistrature italienne, après la fameuse affaire des « boîtes rouges ». Une enquête a été officiellement ouverte jeudi 17 juillet sur le sujet de « versements de solutions à base de plomb et de mercure dans deux rivières » de la région d'Aquila, dans le centre de l'Italie. — (A.F.P.)

Paris

LE PORT DE DEAUVILLE BLOQUÉ PAR LES FAUCONS. — Les ports de Deauville et de Trouville sont bloqués depuis ce samedi matin 19 juillet par plusieurs dizaines de barques à pêche venues de différents ports du Calvados. Les marins-pêcheurs empêchent ainsi l'approvisionnement de la pollution sans cesse croissante, selon eux, de l'estuaire de la Seine. Les marins-pêcheurs veulent mettre obstacle à la sortie des contaminants français et étrangers d'une course de voitures.

Paris

POS : EXPOSITION PROLONGÉE. — L'exposition sur le plan d'occupation des sols, qui se déroule depuis le 24 avril, de 9 heures à 18 heures au salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, est prolongée durant les mois de juillet et d'août. Cette exposition ne constitue pas une étape réglementaire dans l'approbation de POS, mais une pré-information des Parisiens.



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LE NOUVEAU MONDE DU CHOMAGE

II. — Les « prêts à tout »

par JEAN-PIERRE DUMONT

Libres opinions

RÉFORME DE L'ENTREPRISE

Jeunir l'organisation pour décentraliser

par BRUNO LUSSATO (*)

ENTREPRISE ne peut être un lieu où l'unanimité serait spontanément acquise. L'existence de conflits appartient à sa nature même, et celle-ci se manifeste indépendamment du régime politique ou social; tout au moins tant qu'une certaine autonomie lui est laissée dans son organisation et son comportement.

La décentralisation de l'information est une condition préalable à la décentralisation de l'action. Or, quel est le statut de l'information dans les entreprises? Elle est, en fait, un produit de la constitution juridique de l'entreprise.

LES CLASSES

La conception dépassée de l'organisation

« Cette difficulté, qui paraît fondamentale, tient tout d'abord à la nature même de l'information et de ses flux au sein des organisations. Elle est mal connue et peu conceptualisée, et l'exception peut-être l'information partiellement formalisée et susceptible d'un traitement automatisé. Cela fait de chaque expérience de décentralisation réussie un fait isolé, dont les leçons sont difficilement transférables. »

La décentralisation de l'information est une condition préalable à la décentralisation de l'action. Or, quel est le statut de l'information dans les entreprises? Elle est, en fait, un produit de la constitution juridique de l'entreprise.

La décentralisation de l'information est une condition préalable à la décentralisation de l'action. Or, quel est le statut de l'information dans les entreprises? Elle est, en fait, un produit de la constitution juridique de l'entreprise.

La décentralisation de l'information est une condition préalable à la décentralisation de l'action. Or, quel est le statut de l'information dans les entreprises? Elle est, en fait, un produit de la constitution juridique de l'entreprise.

La décentralisation de l'information est une condition préalable à la décentralisation de l'action. Or, quel est le statut de l'information dans les entreprises? Elle est, en fait, un produit de la constitution juridique de l'entreprise.

La décentralisation de l'information est une condition préalable à la décentralisation de l'action. Or, quel est le statut de l'information dans les entreprises? Elle est, en fait, un produit de la constitution juridique de l'entreprise.

La décentralisation de l'information est une condition préalable à la décentralisation de l'action. Or, quel est le statut de l'information dans les entreprises? Elle est, en fait, un produit de la constitution juridique de l'entreprise.

La décentralisation de l'information est une condition préalable à la décentralisation de l'action. Or, quel est le statut de l'information dans les entreprises? Elle est, en fait, un produit de la constitution juridique de l'entreprise.

La décentralisation de l'information est une condition préalable à la décentralisation de l'action. Or, quel est le statut de l'information dans les entreprises? Elle est, en fait, un produit de la constitution juridique de l'entreprise.

La décentralisation de l'information est une condition préalable à la décentralisation de l'action. Or, quel est le statut de l'information dans les entreprises? Elle est, en fait, un produit de la constitution juridique de l'entreprise.

La décentralisation de l'information est une condition préalable à la décentralisation de l'action. Or, quel est le statut de l'information dans les entreprises? Elle est, en fait, un produit de la constitution juridique de l'entreprise.

La décentralisation de l'information est une condition préalable à la décentralisation de l'action. Or, quel est le statut de l'information dans les entreprises? Elle est, en fait, un produit de la constitution juridique de l'entreprise.

La décentralisation de l'information est une condition préalable à la décentralisation de l'action. Or, quel est le statut de l'information dans les entreprises? Elle est, en fait, un produit de la constitution juridique de l'entreprise.

La décentralisation de l'information est une condition préalable à la décentralisation de l'action. Or, quel est le statut de l'information dans les entreprises? Elle est, en fait, un produit de la constitution juridique de l'entreprise.

La décentralisation de l'information est une condition préalable à la décentralisation de l'action. Or, quel est le statut de l'information dans les entreprises? Elle est, en fait, un produit de la constitution juridique de l'entreprise.

La décentralisation de l'information est une condition préalable à la décentralisation de l'action. Or, quel est le statut de l'information dans les entreprises? Elle est, en fait, un produit de la constitution juridique de l'entreprise.

Le monde du chômage, en ce 21^e juillet 1975, devient de plus en plus hétérogène. Aux demandeurs d'emploi se rajoutent, aux chômeurs répétés, ceux qui ont travaillé pendant un certain temps, mais qui ne trouvent plus de travail.

Le directeur de l'Agence pour l'emploi de Versailles s'étonne et met en garde le chômeur. Qu'importe! M. J. L., cinquante-deux ans, cadre bancaire licencié en octobre, a décidé d'accepter un travail de trois mois à l'étranger, sans rémunération et sans couverture sociale. « J'ai cherché de tous côtés, sans résultat. Du côté des banques, refus. J'ai l'impression qu'il existe un réseau de renseignements tel que les directions concurrentes sont au courant de mon passé professionnel. J'ai rédigé plus de cinquante lettres, à la lecture des petites annonces; trente-cinq sont restées sans réponse, vingt-cinq en ont reçu de négatives. »

Le directeur de l'Agence pour l'emploi de Versailles s'étonne et met en garde le chômeur. Qu'importe! M. J. L., cinquante-deux ans, cadre bancaire licencié en octobre, a décidé d'accepter un travail de trois mois à l'étranger, sans rémunération et sans couverture sociale.

MÉTALLURGIE

LA C.G.T. ET LA C.F.D.T. REFUSENT LE PROJET D'ACCORD PATRONAL SUR LES CLASSIFICATIONS

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la métallurgie ont annoncé qu'elles repoussent la proposition patronale d'accord sur les classifications, faite par voie écrite aux différentes organisations syndicales.

INDUSTRIE

LE GROUPE AGACHE-WILLOT REPREND DEUX ENTREPRISES TEXTILES EN DIFFICULTÉ

Le groupe Agache-Wilrot reprendra les sociétés Cestine (secteur textile) et Contourier (textile de coton) implantées en Normandie, annonce le ministre de l'Industrie et de la Recherche.

Ouvriers employés ou cadres, nombreux sont les chômeurs de toutes catégories qui tentent l'impossible pour trouver du travail ou même parfois de la législation. Certains acceptent même un déclassement, mais il arrive que ce soit l'employeur qui refuse l'embauche.

Un employeur qui refuse l'embauche. M. L. S., licencié en droit, chef comptable et père de famille nombreuse, est dans ce cas. Il est en chômage depuis avril 1974. Au début il a dû cocher sa situation à sa femme, gravement malade. Avant de bénéficier de l'allocation supplémentaire de chômage, il a suivi un stage de perfectionnement de cinq mois.

Ce ne sont que des exemples, qui montrent que la plupart des chômeurs n'attendent pas dans un bureau les offres d'emploi. Certains multiplient, il est vrai, les erreurs et les négligences.

Moins de trois mois de réserves à l'Unedic

En principe, l'Unedic devrait tenir, en cas de crise, pendant trois mois, mais les permanents qui ont les comptes d'estimation dans le brouillard pour avancer des prévisions sérieuses.

La situation de M. R., cinquante et un ans, est aussi grave. Depuis qu'il a perdu sa femme, il ne peut pas travailler. Selon eux, il n'y a qu'à regarder les petites annonces... J'ai pourtant envoyé plus de deux cents curriculum vitae. Je n'ai eu que vingt réponses.

L'Etat n'a pas suivi

Au C.N.P.F., on estime que la situation financière de l'Unedic n'est pas catastrophique, mais, orudent ni ouss, on ne lâche pas au les nuances.

Unedic, on se montre prudent. Acquiescement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % serait plus élevé maintenant avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000.

Une autre formule?

Parmi les responsables de l'Unedic, gérés partiellement par les syndicats et la C.N.P.F., nombreux sont ceux qui entendent sauvegarder l'autonomie du régime.

Unedic, on se montre prudent. Acquiescement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % serait plus élevé maintenant avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000.

Unedic, on se montre prudent. Acquiescement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % serait plus élevé maintenant avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000.

Unedic, on se montre prudent. Acquiescement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % serait plus élevé maintenant avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000.

Moins de trois mois de réserves à l'Unedic

En principe, l'Unedic devrait tenir, en cas de crise, pendant trois mois, mais les permanents qui ont les comptes d'estimation dans le brouillard pour avancer des prévisions sérieuses.

La situation de M. R., cinquante et un ans, est aussi grave. Depuis qu'il a perdu sa femme, il ne peut pas travailler. Selon eux, il n'y a qu'à regarder les petites annonces...

L'Etat n'a pas suivi

Au C.N.P.F., on estime que la situation financière de l'Unedic n'est pas catastrophique, mais, orudent ni ouss, on ne lâche pas au les nuances.

Unedic, on se montre prudent. Acquiescement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % serait plus élevé maintenant avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000.

Une autre formule?

Parmi les responsables de l'Unedic, gérés partiellement par les syndicats et la C.N.P.F., nombreux sont ceux qui entendent sauvegarder l'autonomie du régime.

Unedic, on se montre prudent. Acquiescement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % serait plus élevé maintenant avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000.

Unedic, on se montre prudent. Acquiescement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % serait plus élevé maintenant avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000.

Unedic, on se montre prudent. Acquiescement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % serait plus élevé maintenant avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000.

Moins de trois mois de réserves à l'Unedic

En principe, l'Unedic devrait tenir, en cas de crise, pendant trois mois, mais les permanents qui ont les comptes d'estimation dans le brouillard pour avancer des prévisions sérieuses.

La situation de M. R., cinquante et un ans, est aussi grave. Depuis qu'il a perdu sa femme, il ne peut pas travailler. Selon eux, il n'y a qu'à regarder les petites annonces...

L'Etat n'a pas suivi

Au C.N.P.F., on estime que la situation financière de l'Unedic n'est pas catastrophique, mais, orudent ni ouss, on ne lâche pas au les nuances.

Unedic, on se montre prudent. Acquiescement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % serait plus élevé maintenant avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000.

Une autre formule?

Parmi les responsables de l'Unedic, gérés partiellement par les syndicats et la C.N.P.F., nombreux sont ceux qui entendent sauvegarder l'autonomie du régime.

Unedic, on se montre prudent. Acquiescement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % serait plus élevé maintenant avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000.

Unedic, on se montre prudent. Acquiescement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % serait plus élevé maintenant avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000.

Unedic, on se montre prudent. Acquiescement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % serait plus élevé maintenant avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000.

Unedic, on se montre prudent. Acquiescement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % serait plus élevé maintenant avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000.

Unedic, on se montre prudent. Acquiescement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % serait plus élevé maintenant avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000.

Unedic, on se montre prudent. Acquiescement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % serait plus élevé maintenant avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000.

Unedic, on se montre prudent. Acquiescement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % serait plus élevé maintenant avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000.

Unedic, on se montre prudent. Acquiescement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % serait plus élevé maintenant avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000.

Unedic, on se montre prudent. Acquiescement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % serait plus élevé maintenant avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000.

(*) Professeur au Conservatoire national des arts et métiers.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

SELON L'O.C.D.E.

La Grèce doit relancer avec modération l'activité économique

Relancer modérément l'activité de façon à faire sortir l'économie de la récession et à empêcher l'augmentation du chômage, tout en évitant d'aggraver l'inflation et de creuser davantage le déficit extérieur, tel est le « grand problème » qui se pose au gouvernement de la Grèce, selon l'O.C.D.E. (Organisation pour la Coopération et le Développement économiques). « Il est certain, soulignent les experts de l'Organisation, que l'économie grecque aborde une phase difficile », aussi bien pour assurer une reprise de la croissance sans inflation que pour dominer de « fortes tensions » dans le domaine de la balance des paiements.

Après avoir connu en 1973 une année de « surchauffe » marquée par une progression en volume de plus de 9 % du produit intérieur brut (P.I.B.), une accélération de la hausse des prix (+15 %) et l'aggravation du déficit de la balance des paiements courants (1,2 milliard de dollars), la Grèce a plongé, en 1974, dans une « vive récession », déclenchée par une politique de plus en plus restrictive et accentuée par la crise chypriote. Le P.I.B. a, en dépit de bonnes récoltes, reculé d'environ 2 % en termes réels, et les investissements ont fortement baissé.

En revanche, le rythme annuel de la hausse des prix, qui atteignait 35 % en début d'année, n'était plus que d'environ 12 % au plus tard. Le déficit courant s'est maintenu au même niveau (6 % du P.I.B.), malgré le renchérissement des achats de pétrole (qui représentent 75 % de la consommation totale d'énergie). Enfin, la montée du chômage (trente-trois mille personnes sur dix millions de travailleurs non agricoles) a pu être limitée par une augmentation des effectifs militaires.

Face à la récession, le nouveau gouvernement grec a assumé, en août 1974, sa politique dans les domaines du chômage et du crédit. Cet assouplissement, combiné au retour de la confiance à la

suite du rétablissement de la démocratie, a « probablement entraîné le mouvement de récession vers la fin de 1974 et il se pourrait que l'économie soit en ce moment engagée sur la voie d'un lent redressement ». Les progrès de la situation, toutefois, et la gestion à court terme sera sans doute confrontée « à des choix délicats ».

L'objectif officiel est de réaliser cette année une expansion en volume du P.I.B. de l'ordre de 2 %. Ce redressement « fort probable » est « absolument indispensable » afin d'éviter une nouvelle dégradation du marché de l'emploi. Les retours possibles de travailleurs émigrés — plus de cinq cent mille sont partis pour l'étranger entre 1961 et 1973 — risquent d'aggraver la situation, tandis que le chômage des jeunes « pourrait devenir sérieux ». Des actions de relance semblent donc s'imposer pour 1975, « sans toutefois dégrader la situation de la balance des paiements (qui devrait être limitée à 15 % en 1975) et de la balance courante — l'Etat et la Banque centrale ont donc l'intention d'élaborer une politique économique devra rester « relativement économe » et ne pas viser à réaliser une reprise trop rapide.

« Il s'agit fort d'ailleurs, estime l'O.C.D.E., d'une nouvelle impulsion dans le domaine monétaire soit très indiquée dans la proche avenir ». De plus, la très forte augmentation des dépenses pour 1975, « sans toutefois dégrader la situation de la balance des paiements », est « une nécessité de la situation de la balance des paiements ». Il s'agit donc, selon l'O.C.D.E., « d'une politique économique qui doit être « relativement économe » et ne pas viser à réaliser une reprise trop rapide.

François de Wendel ou l'argent et le pouvoir

(Suite de la première page.)

D'abord Wendel, « premier industriel de France » comme il s'est défini un jour, a une véritable personnalité. Ce grand bourgeois, élevé par les Jésuites, passé par les mines de Paris, a trouvé dans son berceau un, des plus belles fortunes de France. Mais il peut bien faire ses délices de Paul Bourget et affirmer le Sacre du printemps, ce n'est pas un conformiste. Il est dreyfusard et patriote. Chacun le reconnaît pour un intellectuel, « ballin », dialecticien, compétent, travailleur. Il a du caractère de l'ascendant et une bonne conscience inébranlable. Il est hautain, personnel ébouriffé. Il tranche.

En 1914, après plusieurs essais infructueux, et malgré sa famille qui redoute la publicité et ses conséquences pour les biens Wendel sous contrôle allemand, il est élu député de Briey-Sud. C'est, dit-il, le plus grand jolo de sa vie. Depuis deux ans, il est régent de la Banque de France. Il a quarante ans. Survient la guerre. Ce Lorrain parole. Il soutient Millerand, puis Clemenceau et, pour le commandement, Castelnau. Mais sans grand résultat : en politique, il ne compte pas encore beaucoup. Il s'occupe un peu de la production industrielle des ébous. Et il bataille surtout contre les Schneider. Ses usines à lui sont occupées par les Allemands et sous séquestre. Celles de Schneider tournent à plein et lui des bénéfices qu'il juge excessifs. Les Schneider élèveraient volontiers leur empire en occupant des usines Thyssen de Normandie. Wendel sait que cette agression automatique de quelque maître de forge de son temps, fait le siège de tout ce qui compte. C'est son intérêt personnel. Il ne lui semble pas contraire l'intérêt général puisque les biens français en Allemagne sont plus importants, à l'époque, que les biens allemands en France.

« Il importe aussi au plus haut point, ajoutent les experts européens, de moderniser à la fois les rendements industriels et les rendements agricoles. Aucun effort ne doit, selon eux, être négligé, afin de parvenir à un consensus national sur ce point, alors que d'importantes négociations se poursuivent au sujet des accords agricoles et des ouvriers de l'industrie, efforçant actuellement d'obtenir de nouvelles augmentations de revenus. La politique économique devra être « relativement économe », et ne pas viser à réaliser une reprise trop rapide.

Paradoxalement, c'est à partir de 1924, quand le Cartel des gauches triomphe et que la droite est battue, que l'influence de Wendel pèse le plus. D'abord, parce qu'il a joué son rôle dans le financement de la campagne, par l'intermédiaire de l'Union des intérêts économiques, d'Ernest Billiet ; ensuite parce que toute sa classe a été brillamment émise en Lorraine et que son groupe parlementaire compte maintenant une certaine dizaine de députés. Mais surtout parce que c'est à cette époque que commencent les difficultés financières et qu'il découvre alors l'influence énorme qu'a période de crise peut avoir le conseil de régence de la Banque de France face à des gouvernements aux abois. Il y est le chef de file des industriels, comme son ami Edouard Rothschild y est le chef de file de la haute banque protestante et juive. Et puis, il siège à la Chambre. Jean-Noël Jeanneney apporte sur la politique du « muet d'argent », nombre de révélations. Wendel sera l'un des principaux artisans de la chute d'Herriot, ce « mauvais radical », qu'il juge léger, incompetent et qui a le culot de vouloir se faire aimer de l'Allemagne. Deux autres régneront alors : tout ministre des finances qui se respecte doit gouverner un peu sur le fil du rasoir et le non-bombardement de ses mines de Briey. Pour protéger les biens français, le haut commandement aurait laissé prospérer, à la suite de prestations indiscrètes, une industrie déterminante pour les ébous allemands. Jean-Noël Jeanneney raconte l'anecdote dans les moindres détails et conclut : la réalité est moins simple. Les mines Wendel étaient infiniment moins névralgiques qu'on ne l'a dit et les bombardements industriellement imprévisibles. Wendel n'est point de ceux qui ont commencé par détruire les usines allemandes d'Alsace trop. Cela manquait d'humanité et du respect de la séparation des pouvoirs, mais ne s'est soldé par aucun accord déshonorant avec les Allemands et n'a entraîné aucune des conséquences immenses décrites plus tard. Premier escroc, de taille, dans le légendaire, le rôle de Wendel dans la politique allemande de la France après la victoire, et il perdurait, c'est un peu son épigone.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

MINISTÈRE DES TRANSPORTS OFFICE NATIONAL DES PORTS

AVIS DE PRÉSELECTION DES ENTREPRISES

admission à participer à l'appel d'offres restreint (appel d'offres international) qui sera lancé au cours du dernier trimestre 1975, pour la réalisation des travaux d'extension de port de DOUALA, avec le financement conjoint envisagé de la façon suivante :

- CAMEROUN : République Unie du CAMEROUN, budget d'investissement public et budget de l'Office National des Ports ;
- ALLEMAGNE : Aide du gouvernement de la République Fédérale d'ALLEMAGNE (R.F.W.) ;
- CANADA : Aide du gouvernement du CANADA (A.O.D.L.) ;
- FRANCE : Aide du gouvernement de la République Française (F.A.C.-O.C.D.E.) ;
- BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (B.A.D.) ;
- BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENTS (B.E.I.) ;
- BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT (B.I.R.D.) ;
- FONDUS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT (F.E.D.).

OBJET. — Les travaux comprennent essentiellement :

- Une darse à l'amont du port actuel abritant :
- Un port de pêche offrant un linéaire d'accostage en palanquiers métalliques d'une longueur de 320 m. Les installations de superstructures (halle à marée, entrepôts frigorifiques, usines à glace) font l'objet d'un financement séparé et sont exclues des travaux objet du présent avis.
- Une unité de réparation navale, disposant d'un linéaire d'accostage de 250 m. Les superstructures (bâtiments ateliers et administration machines-outils) feront partie de l'objet de l'appel d'offres international, mais utiliseront des fournitures provenant exclusivement de la zone franc.
- Une extension à l'aval du port actuel comportant :
 - La réalisation de deux quais en palanquiers métalliques (linéaire total de 400 m) avec 8 hectares de terre-pleins aménagés et la construction d'un magasin de 5.000 m² environ de surface couverte.
 - L'aménagement d'un nouveau port à bota disposant :
 - D'une darse pour le stockage des bota flottants ;
 - De 250 m² de quais en palanquiers métalliques pour le déchargement et la mise à l'eau des bota flottants ;
 - De 10 ha de terre-plein pour le stockage et le tri des bota.
- Les voies et réseaux divers, dont une desserte routière latérale à 4 voies d'une longueur voisine de 2 km avec ouvrage de franchissement à voie ferrée et une desserte ferroviaire nécessitant la fourniture et la mise en place de 25 km de voies ferrées et de 60 appareils de voies environ.
- L'approvisionnement en électricité d'accès :
- Les dragages correspondants et la fourniture de certains remblais utilisés dans le port à bota (provenant du dragage à la partie amont du chenal) seront financés séparément et sont exclus des travaux faisant l'objet du présent avis.

Lieu d'exécution : République Unie du Cameroun à DOUALA.

Mode d'exécution : Les travaux et fournitures relatifs à cette extension du port de DOUALA énumérés ci-dessus sont groupés dans un lot unique et feront l'objet d'un appel d'offres restreint entre les entreprises choisies à la suite de la présente sélection.

Date limite pour les dépôts des candidatures : Les dossiers de candidature doivent être établis en dix exemplaires et adressés simultanément aux organismes suivants :

- O.N.P.C. : B.P. 4026 - DOUALA (Cameroun) ;
- O.C.D.E. INTER C : 99, avenue Mozart - 75018 PARIS (France), (Bureau d'Etudes Consultant) ;
- R.F.W. : Palmengartenstrasse 3-5 - 6 FRANCFORT AM MAIN (R.F.A.) ;
- A.O.D.L. : 121, rue Bank - OTTAWA ONTARIO (Canada) ;
- F.A.C. : 20, rue Monseigneur - 75007 PARIS (France) ;
- B.A.D. : 2, rue de la République - 1060 BRUXELLES (Belgique) ;
- B.E.I. : 2, place de Metz - B.P. 2085 LUXEMBOURG ;
- B.I.R.D. : 1818 E Street N.W. - WASHINGTON D.C. 20543 (U.S.A.) ;
- F.E.D. : 20, rue de la Loi - B.P. 1040 BRUXELLES (Belgique).

Ces dossiers devront parvenir à chacune des adresses sus-indiquées au plus tard le 15 septembre 1975. Les candidats non retenus pour l'appel d'offres ultérieur seront avisés à partir du 1^{er} octobre 1975.

Participation à la sélection : La participation à la sélection, d'une part, et à l'appel d'offres restreint ultérieur, d'autre part, est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques et morales et groupements de personnes morales ressortissant des Etats membres de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.) et de la SUISSE, ainsi que des Etats membres et des pays et territoires associés à la Communauté Economique Européenne et du CANADA.

Renseignements complémentaires : Les entreprises ou groupements d'entreprises désireux de poser leur candidature à la sélection recevront, sur simple demande, un document unique intitulé : « Note d'information sur les modalités de l'appel à la concurrence pour la réalisation des travaux d'extension du port de DOUALA ». Ce document est rédigé en français, et la demande doit en être faite à l'une des adresses suivantes :

- O.N.P.C. : B.P. 4026 - DOUALA (Cameroun) ;
- O.C.D.E. INTER C : 99, avenue Mozart - 75018 PARIS (France) - (Bureau d'Etudes Consultant) ;
- AMBASSADES DU CAMEROUN :
 - FRANCE ET ITALIE : 147 bis, rue de Longchamp - 75018 PARIS (France) ;
 - REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE : St. Rhein Allee, 832 BADENBADEN ;
 - BELGIQUE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS : 121-123, av. Stroganov, BRUXELLES 1090 ;
 - GRANDE-BRETAGNE : 94, Holland Park, LONDON SW II ;
 - CANADA : 81, Range Road, OTTAWA ;
 - ETATS-UNIS : 2829 Massachusetts Avenue, WASHINGTON D.C.

Aménager la fiscalité

« Il importe aussi au plus haut point, ajoutent les experts européens, de moderniser à la fois les rendements industriels et les rendements agricoles. Aucun effort ne doit, selon eux, être négligé, afin de parvenir à un consensus national sur ce point, alors que d'importantes négociations se poursuivent au sujet des accords agricoles et des ouvriers de l'industrie, efforçant actuellement d'obtenir de nouvelles augmentations de revenus. La politique économique devra être « relativement économe », et ne pas viser à réaliser une reprise trop rapide.

Des aménagements fiscaux pertinents (réformes d'impôt, etc.) sont à présent, la répartition du revenu disponible. La fiscalité présente en Grèce « des défauts bien connus » qui limitent, dans une certaine mesure, le développement des recettes, mais aussi l'importance de l'évasion et à la multiplicité des exonérations « dont la fiscalité économique doit être fondamentalement exempte ». A terme, des réformes « plus profondes » s'imposent.

La politique économique de la Grèce ne saurait, en effet, selon l'O.C.D.E., « être exempte de problèmes de longue haleine », mais certains ont été fortement aggravés par le type de développement poursuivi au cours des dernières années. Ainsi le déficit important de la balance courante — la dette extérieure s'élevait fin 1974 à 8,7 milliards de dollars — a été financé par des envois de fonds des travailleurs émigrés et par des apports de capitaux qui apparaissent à court terme. Il s'agit maintenant d'accroître le potentiel productif du pays. L'économie grecque dispose de « certains avantages naturels ». Si la stabilité financière générale est assurée et si la politique économique met conséquemment l'accent sur la rationalisation du développement industriel et agricole, elle a de bonnes chances d'aboutir à un « développement harmonieux », auquel contribueraient « grandement » une « intégration beaucoup plus étroite » de la Grèce avec les pays de la Communauté européenne.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND envisage de lancer un programme de travaux publics d'un montant de 250 milliards de francs, inclus dans un plan de relance économique du double de cette somme. Ces investissements publics, qui supposent l'adoption d'un « plan d'investissement » grandement « plus étendu » à court terme, ont été envisagés lors d'un conseil européen à Bruxelles les 16 et 17 juillet. Le « plan » a été présenté par le ministre allemand des Travaux publics, Hans-Joachim Gieseler, lors de sa dernière rencontre à Bonn, le 25 juillet, à l'occasion d'un programme allemand avec les chanceliers européens par le gouvernement français.

CONFLIT AUX HAUTES FOURNEAUX DE PONT-A-MOUSSON

« Depuis le 16 juillet, les piquets de grève C.G.T., C.F.D.T et F.O. bloquant l'entrée de l'usine, qui emploie deux mille cinq cent personnes. La direction a assigné les syndicats devant le tribunal d'Agen pour enfreindre la liberté du travail », elle déclare que les hauts fourneaux seront étendus le 21 si le travail n'a pas repris. Les syndicats s'opposent aux modalités de réduction de la durée du travail, fixées par la direction.

LA GREVE DU ZELE DES DOUANIERS ITALIENS. A MENTION, bloquant pratiquement le trafic des poids lourds au poste-frontière de Pont-Saint-Louis. Les conducteurs des camions français, qui attendaient en longue file, ont protesté, le 18 juillet, en obtenant momentanément le passage pour les voitures de tourisme.

Dans la journée, les douaniers italiens devaient tout de même assurer le passage des véhicules transportant automobiles vivants et denrées périssables. — (Corresp.)

ALAIN DUHAMEL

« Il considère Munich comme un « détail formidable ». Il s'agit de l'extrême droite dont le comportement devant l'Allemagne de Hitler choque. Contrairement à la légende, il accueille très mal le gouvernement de Vichy et méprise les compromissions de son milieu avec l'Allemagne. A lui, il n'y a rien à reprocher ce plan, il se retire du conseil d'administration des D.S., dont l'attitude collaborationniste lui lève le cœur. Il refuse de donner de l'argent ou l'emploi, qu'il cherche en vain à convaincre de se subordonner rapidement et dignement. Mais, à la libération, contrairement à ses illusions, son rôle public est fini. Son nom rappelle trop de souvenirs, et même Louis Marin, son ami et le leader de la Fédération républicaine, refuse de l'admettre au Parlement. Il encombre.

Jamais plus, après lui, tant de puissances convergentes ne seront rassemblées en une seule main. La presse, la politique, la Banque de France, l'industrie, François de Wendel représentait tout cela à la fois. C'était beaucoup, et beaucoup trop. Au moins faut-il lui rendre cette justice que s'il n'avait pas été si riche, ce qui était bon pour la France, il était bon pour le monde. Il a toujours défendu des politiques auxquelles il croyait. Ses choix étaient certes contestables. C'était celui d'un burgrave de Lorraine, enchevêtré, réactionnaire, impérialiste. Mais, le thème de Jean-Noël Jeanneney le montre aussi : il fut une personnalité de premier plan et un homme qui, tout compte fait, était à sa manière, un patriote.

ALAIN DUHAMEL

* Jean-Noël Jeanneney, François de Wendel en République, 1914-1960, L'Argenteur et le Pouvoir, 1367 pages, dactylographié.

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONALES

Dans le cadre de la réalisation de la zone franche industrielle de Dakar, la Société d'Aménagement et de Promotion de la zone franche, Saproz, lance un appel d'offres d'entreprises pour la construction des infrastructures de la zone.

LOT 1 - CLOTURE D'ENCEINTE

Le dossier peut être retiré contre paiement d'une somme forfaitaire de 10.000 francs C.F.A. à partir du 21 juillet 1975. Les offres doivent être adressées sous pli cacheté à la Saproz, jusqu'au samedi 6 août 1975, 08h00 de rigueur, le cahier des clauses techniques jointes.

LOT 2 - TERRASSEMENT

Le dossier sera disponible le 5 août 1975 dans les mêmes conditions. Les offres doivent être adressées à la Saproz jusqu'au 30 août 1975.

LOT 3 - VOIRIE ET ASSAINISSEMENT

Les dossiers seront disponibles le 20 août 1975 dans les mêmes conditions. Les offres doivent être adressées à la Saproz jusqu'au 15 septembre 1975.

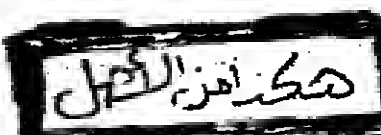
Des appels d'offres seront également lancés prochainement par voie de presse pour les réseaux d'eau, d'électricité E.T. d'éclairage urbain ainsi que pour la construction du centre de la zone franche.

RETRAIT DES DOSSIERS

DAKAR	PARIS
BAPROZ, km 14, route de Rufisque Embranchement 816 Boîte Postale 110 Dakar	ESTIMERG 157, avenue Charles-de-Gaulle 92821 Neuilly-sur-Seine

SAPROZ - SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT ET DE PROMOTION DE LA ZONE FRANCHE INDUSTRIELLE DE DAKAR POUR LA CONSTRUCTION DU CENTRE DIRECTIONNEL DE LA ZONE FRANCHE

B.P. 110 DAKAR - TÉLÉPHONE 600-96 - TÉLEX 288



LA SEMAINE FINANCIÈRE

IR LES MARCHÉS DES CHANGES

ès vive hausse du dollar et la baisse du deutschemark

semaine! Nul doute qu'il comptera dans la mémoire des investisseurs...

moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

Table with columns for Fiat, Lira, Mark, Livra, \$ U.S., Franc français, Franc suisse.

à la hausse du franc suisse... le dollar est accueilli avec ravissement par tous les pays européens...

FRANÇOIS RENARD.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

ive hausse du café et du cacao

REES. — La hausse des cours de café et de cacao...

PROGRESION DES COURS... sur les diverses places cotées.

ETAUX. — Fluctuations des cours du cuivre...

ETAUX. — Fluctuations des cours du cuivre...

Bourse de Paris

SEMAINE DU 15 AU 18 JUILLET

Amélioration en fin de semaine

Le manque d'affaires a été particulièrement sensible au cours de cette semaine...

ANDRÉ DESSOT.

Les principales variations de cours

Table with columns for Valeurs Françaises, Hausses (%), Baisse (%), and Valeurs Étrangères.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Légère détente

Une légère détente a été enregistrée sur le marché monétaire de Paris...

En Allemagne fédérale, la Bundesbank n'a pas réduit son taux d'escompte...

Bourses étrangères

LONDRES

Le fait saillant de la semaine a été la grande fermeté des fonds d'Etat...

Table with columns for Recul and Cours.

ALLEMAGNE

Une nouvelle hausse de 1,5 %, principalement alimentée par des achats de l'étranger...

Table with columns for Cours and Cours.

TOKYO

Table with columns for Cours and Cours.

MARCHÉ DE L'OR

Table with columns for Cours and Cours.

Table with columns for Termes and Cours.

Table with columns for Termes and Cours.

NEW-YORK

D'assez grosses ventes bénéficiaires se sont produites cette semaine sur le marché de New-York...

Table with columns for Cours and Cours.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Table with columns for Index général, Assurances, etc.

Table with columns for Index général, Produits de base, etc.

Table with columns for Termes and Cours.

Table with columns for Termes and Cours.

Table with columns for Termes and Cours.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
- 3. AFRIQUE
- 3. DIPLOMATIE
- 4-5. AMÉRIQUES
- 5. ASIE
- 5. EDUCATION
- 5. SCIENCES
- 6. POLICE
- 8. JUSTICE
- 8. SPORTS

LE MONDE AUJOURD'HUI

Pages 7 à 12

— Le bonheur : la famille Portolano, par Bruno Frappat.
 — Au fil de la semaine : Optimisme, Ar Brezhnev, le feu, par Pierre Vianzon-Ponté.
 — Lettre de Port-Vila (Nouvelles-Hébrides), par Jean-Rudes Barriac.
 — Revue des revues, par Yves Fioravanti.
 — RADIO-TELEVISION : Les machines d'Ivan Laval sur Europe 1 ; Cinq questions aux réalisateurs ; Débats avec le réel, par Jean-Emile Jeanneney.

- 13. SOCIÉTÉ
- 13. RELIGION
- 13. AÉRONAUTIQUE
- 14. FEUILLETON
- 14-15. ARTS ET SPECTACLES
- 16. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- 18-19. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (8 à 12)
 Annonces classées (16) ; Aujourd'hui (13) ; Caravel (15) ; Journal officiel (13) ; Météorologie (17) ; Mots croisés (13) ; Planètes (19).

SIL'ÉGYPTEDEMANDAIT DE PRÉCISER LA RÉSOLUTION 242

Washington n'accepterait pas que soit mentionnée l'évacuation de « tous les territoires occupés »

Le Sénat américain a adopté, vendredi 18 juillet, une résolution, dépourvue de tout pouvoir contraignant sur l'exécutif, demandant que les États-Unis reconsidèrent leurs engagements à l'égard des pays qui verraient l'expulsion d'Israël lors de la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations unies. La résolution demande également à l'exécutif de revoir le problème de la participation américaine à l'ONU en cas d'expulsion d'Israël.

Le porte-parole du département d'État a affirmé par ailleurs que la Turquie avait fait savoir aux États-Unis qu'elle n'était pas liée par la résolution demandant l'exclusion d'Israël de l'ONU, adoptée mardi par la conférence des ministres des affaires étrangères des pays islamiques réunis à Djeddah. La Turquie a précédé au gouvernement américain que ses représentants à Djeddah n'avaient pas participé à la rédaction des textes de la résolution, a ajouté le porte-parole.

Le porte-parole américain a tenu en outre à préciser que les États-Unis « appuient entièrement » les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité en vue d'un règlement au Proche-Orient, et estimant que les textes de ces deux résolutions ne nécessitent aucune révision. Ce rappel de la position traditionnelle américaine, observe l'A.F.P., intervient au moment où, selon des rumeurs persistantes, l'Égypte s'apprête à demander au Conseil de sécurité la révision du texte de la résolution 242 dans un sens défavorable à Israël.

Cette révision, envisagée depuis quelque temps déjà par l'Égypte et d'autres pays arabes, aurait pour objet de demander le retrait israélien de « tous les territoires occupés » depuis 1967, mettant ainsi fin à l'ambiguïté du texte anglais de la résolution qui ne permet pas de déterminer s'il s'agit de l'évacuation « des » ou simplement « de » territoires occupés.

A New-York, le Conseil de sécurité s'est réuni une nouvelle fois à huis clos, vendredi soir, sans parvenir à prendre de décision sur le sort de la force d'urgence des Nations unies dans le Sinaï. Les rumeurs selon lesquelles le statut futur de la FONU se traite pour l'instant directement entre les diplomates égyptiens et américains acquiescent de ce fait plus de constance. Le rôle du Conseil de sécurité pourrait se réduire à entériner la formule qui aura été mise au point par Washington et Le Caire, et qui pourrait être acceptable également par Israël.

An Caire, le ministre des affaires étrangères, M. Ismail Fahmy, a déclaré vendredi soir que l'Égypte « en refusant le renouvellement du mandat de la FONU », demandait en fait au Conseil de sécurité et à la Communauté internationale de « faire face à leurs responsabilités devant les entraves d'Israël aux efforts de paix ». « L'Égypte, a-t-il confirmé, n'a pas demandé, jusqu'à présent, de mettre fin à la mission de la FONU, mais elle a fait savoir clairement qu'elle ne peut prolonger son mandat dans les conditions actuelles sans donner l'impression de laisser Israël poursuivre sa politique de fait accompli et de revenir à la situation de « si guerre si » paix ». — (A.F.P.)

« Pour la seconde fois en une semaine, un policier espagnol a été attaqué et blessé par balles samedi à Madrid alors qu'il regardait son domicile après une nuit de garde. Foncé de cinq balles tirées d'une voiture, son état n'est toutefois pas jugé critique. Un autre policier avait été tué jeudi à Madrid. — (Reuter.)

A MOULINS

Des manifestations perturbent la visite de M. Chirac

L'inauguration par M. Jacques Chirac, vendredi 18 juillet, à Moulin, du rond-point Georges-Pompidou a été troublée par plusieurs centaines de manifestants réunis à l'appel du P.C., du P.S., de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la F.E.N. Ceux-ci ont accusé le premier ministre en brandissant des banderoles et en criant des slogans hostiles à la politique du gouvernement. M. Chirac a pu dévaler la plaque, protégé par deux escadrons de gendarmes mobiles casqués et armés de fusils lance-grenades. Les discours prévus ont cependant été annulés, et c'est par des rues dépourvues de tout cortège que M. Chirac a gagné rapidement le restaurant où M. Chirac présidait un dîner.

Après, le premier ministre, qu'accompagnaient MM. Gabriel Périquet, secrétaire d'État à la fonction publique, élu du département, et Pierre Maseaud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, avait inauguré plusieurs réalisations municipales, visitant le ZUP puis le complexe sportif. Il avait dû faire face également à quelques manifestations hostiles. Dans son allocution,

M. Chirac avait estimé qu'« il serait naïf et illusoire de croire, alors que la conjoncture internationale est à la récession, que la France, par une sorte de baguette magique, pourrait connaître la prospérité ». Le premier ministre avait mis l'accent sur les efforts du gouvernement pour « limiter la hausse des prix à moins de 10 % cette année » et pour revenir à une situation de plein emploi : « En valeur absolue, a-t-il dit, personne ne sait exactement le nombre des chômeurs qui existent en France, mais nous sommes arrivés à un niveau qui manifestement n'est pas supportable ».

« Trois députés communistes, MM. Orlu, Niles (Seine-Saint-Denis) et Marchandoux (Val-d'Oise), ont posé vendredi 18 juillet des questions écrites au gouvernement, à propos des récents incidents au foyer de travailleurs immigrés de Villecarré (Le Monde du 16 juillet). Ils demandent notamment au premier ministre quelles mesures il compte prendre en faveur du logement des travailleurs immigrés ».

En Grande-Bretagne

HAUSSE DES PRIX DE 16,9 % DEPUIS JANVIER

La hausse des prix en détail Grande-Bretagne a été de 1,9 % cours du mois de juin. Depuis début de 1975, les prix ont augmenté de 16,9 %. Le taux annuel d'inflation atteint pour le quatrième mois consécutif un nouveau record de 24,3 %.

Les produits alimentaires sont responsables pour une bonne part de la hausse du mois dernier (+ 1,4 %) : l'augmentation des prix des légumes de terre ayant représenté à elle seule 0,3 % de l'indice global. Le taux de 1,9 % marque cependant un net recul par rapport aux mois précédents. En mai, les prix avaient augmenté de 4,2 % et en avril de 2,9 %.

Les salaires gouvernementaux bruts, incluant les cotisations sociales, ont augmenté de 1,1 % en juillet. Cette hausse, qui est nettement inférieure à celle enregistrée en juin, est le résultat de la mise en œuvre du programme gouvernemental limitant l'augmentation des salaires à un maximum de 3 livres par semaine et de gelant les revenus supérieurs à 3 500 livres par an. Cette mesure s'applique, on ne désespère pas, à l'ensemble des salaires. L'objectif fixé par M. Wilson : ramener le taux d'inflation de 16 % à 12 % en 1975.

DES DANSEURS MORMONS A PARIS

Les « saints des derniers jours » s'installent en France

Après Amsterdam, Anvers et Bruxelles, la banlieue parisiennaise accueillait à Roissy, le jeudi 17 juillet, les « American folk dancers » de l'université de Brigham Young. Traditionnel dans sa présentation, ce spectacle offre cependant l'originalité d'être présenté par des mormons, que

les initiés appellent « les saints des derniers jours ».

Les Français ont pu apprécier ce folklore américain. Certains ont poussé leur enthousiasme jusqu'à embrasser le religion mormone, qui comptait dans le monde 9 500 000 pratiquants.

« L'Eglise de Jésus-Christ des saints des derniers jours » : nom curieux. En fait, c'est une sorte de réponse à l'Eglise « traditionnelle », dont l'origine remonte aux premiers jours de la chrétienté. Par « derniers jours », il faut entendre la naissance d'une nouvelle Eglise fondée sur le désert d'un territoire aride. Découvert au milieu du siècle dernier par Joseph Smith, le frère de mormon apparaît comme un complément de la Bible. Autre particularité, l'Évangile est, en quelque sorte, actualisé par l'intermédiaire de révélations divines. Comme Moïse au Sinaï, le président-prophète des mormons est en relation permanente avec Dieu.

Le livre de mormon, la Bible et l'ensemble des révélations constituent une doctrine porteuse d'un

mode de vie religieux. Chaque mormon doit essayer d'atteindre une certaine perfection afin de préparer le retour souverain du Christ sur la terre. Le fondement de ce futur royaume de Dieu demeure la famille, au sein de laquelle s'exerce l'équilibre et la compréhension.

L'organisation de la religion mormone est très différente de celle du catholicisme ou du protestantisme. Au sommet de la hiérarchie, le prophète-président et les douze apôtres, puis les évêques, les prêtres et les diacres. Ici, pas d'intermédiaire : un enfant de douze ans peut devenir diacre et un évêque continue d'exercer sa profession. Les mormons refusent, en effet, la distinction systématique entre le vie matériel et le vie religieux.

libérales. La recherche de la vérité, de la perfection, la réalisation d'un nouveau mode de vie réclament une certaine recherche intellectuelle que les classes privilégiées sont plus aptes à effectuer. Mais l'exemple américain est significatif : cette conception étudiante s'estompe par l'indépendance des enseignements que dispensent les membres de l'Eglise. La connaissance de la musique, de la peinture, des sciences sont nécessaires pour atteindre la vérité. Une fois implantée, la religion mormone réduit donc les écarts culturels qui existent entre les membres d'une communauté. « Il est impossible à un homme d'être sauvé dans l'ignorance », proclame une révélation, l'homme est à l'image de Dieu, le vie doit être un cheminement vers cette perfection et le culte un instrument de cette recherche. C'est là le Saint-Grand du mormon. C'est peut-être la raison de leur succès auprès des jeunes. C'est sans doute l'explication de cette pureté qui se dégage des chœurs des « american folk dancers ».

Plusieurs dizaines de milliers en France

L'an dernier, l'actuel président-prophète Spencer Kimball a reçu une nouvelle révélation : étendre le plus possible la religion mormone à travers le monde. Désormais, à l'âge de dix-neuf ans, le jeune frère peut être missionnaire. Il est aujourd'hui vingt mille missionnaires dont un trentaine à Paris.

Le bilan de cette nouvelle action est largement positif : la France compte plusieurs dizaines de milliers de mormons regroupés en branches et en districts. Quatre missions de langue française existent à Paris, Toulouse, Genève et Bruxelles. Les missionnaires américains ou anglais cèdent la place à des Français.

Les mormons se recrutent surtout parmi les cadres et les professions

libérales. La recherche de la vérité, de la perfection, la réalisation d'un nouveau mode de vie réclament une certaine recherche intellectuelle que les classes privilégiées sont plus aptes à effectuer. Mais l'exemple américain est significatif : cette conception étudiante s'estompe par l'indépendance des enseignements que dispensent les membres de l'Eglise. La connaissance de la musique, de la peinture, des sciences sont nécessaires pour atteindre la vérité. Une fois implantée, la religion mormone réduit donc les écarts culturels qui existent entre les membres d'une communauté. « Il est impossible à un homme d'être sauvé dans l'ignorance », proclame une révélation, l'homme est à l'image de Dieu, le vie doit être un cheminement vers cette perfection et le culte un instrument de cette recherche. C'est là le Saint-Grand du mormon. C'est peut-être la raison de leur succès auprès des jeunes. C'est sans doute l'explication de cette pureté qui se dégage des chœurs des « american folk dancers ».

En Argentine

Les spéculations sur le départ de Mme Peron se multiplient

Le vague de violence se poursuit en Argentine : le vendredi 18 juillet, l'organisation révolutionnaire des péronistes de gauche, « Montoneros », a perpétré une vingtaine d'attentats à La Plata, ville située à 65 kilomètres de Buenos-Aires. Des bombes ont endommagé plusieurs sièges de banques ou de sociétés étrangères ainsi que les bureaux de l'agence de presse argentine « Telam », sans toutefois faire de victimes. Cependant neuf personnes ont été blessées dans le reste du pays le même jour, et le cadavre d'un jeune homme

a été retrouvé criblé de balles à Bahía Blanca, à une soixantaine de kilomètres de la capitale.

Les dirigeants de la C.G.T., et des « soixante-deux » organisations syndicales péronistes devaient se réunir à La Plata pour discuter d'un document sur la situation sociale et économique du pays. On indiquait, d'autre part, que les commandants en chef des trois armées pourraient participer ce samedi à une réunion extraordinaire du cabinet argentin. Dans le même temps, des spéculations circulent sur un éventuel départ à l'étranger de Mme Peron.

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE DONNE SA DÉMISSION

De notre envoyé spécial

Buenos-Aires. — Le vendredi 18 juillet, un nouveau pan du pouvoir de l'ancien ministre du bien-être social a vacillé : M. Celestino Rodrigo, ministre de l'économie depuis le 2 juin dernier et l'homme lige de M. José López Rega, a donné sa démission.

Le président de la République peut très bien la refuser. Bien des observateurs estiment même que c'est ce à quoi elle se résoudra. Il n'empêche : le geste de M. Rodrigo ne manquera pas d'avoir une portée profonde. Celui-ci est, en effet, l'auteur du « plan de choc », dont la mise en application, il y a quelques semaines, a transformé les difficultés économiques que connaissait l'Argentine en un véritable désastre national et précipité la crise politique.

D'autre part, le 18 juillet, la plupart des quotidiens de la capitale assuraient que, « en raison de son état d'épuisement, le président demanderait au Parlement l'autorisation de quitter quelque temps le pays ». Le départ du ministre de l'intérieur lui-même, M. Antonio Juan Benites, n'a pas totalement convaincu : signe de la dégradation de la confiance du pays dans ses dirigeants.

Un événement a certainement fait progresser l'idée que l'éloignement de Mme Peron pourrait être le moyen de sortir de l'impasse : M. Lopez Rega est retourné vivre dans la résidence présidentielle d'Olivos qu'il avait quittée le 12 juillet. Une question, sous-jacente depuis des mois : la présidente peut-elle gouverner, ou tout simplement vivre, sans son secrétaire privé ?, a ainsi reçu une réponse dénuée d'ambiguïté.

La grève, dont souffre depuis quarante-huit heures Mme Peron, ainsi que son état d'épuisement — particulièrement visible lors de sa dernière apparition publique, le 9 juillet — pouvaient

de fait servir de prétexte à une sortie honorable. Le Sénat aurait alors dû, en conformité avec la Constitution, voter en faveur du chef de l'État une autorisation de quitter provisoirement le pays.

Mais Mme Peron est-elle elle-même acquiesce à l'idée d'un tel éloignement ? Le gouverneur de La Plata, qui a récemment rencontré d'autres collègues, a assuré lui avoir entendu déclarer : « Le jour où je serais parti, le président lui-même serait parti. Je ne voudrais pas attirer cette réplique de la part des personnes présentes ».

ORGANISATION FRANÇAISE DU MOUVEMENT EUROPÉEN

APPEL DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

L'Europe subit actuellement une crise de confiance, de volonté et de lucidité. C'est instant où une solution communautaire serait à la mesure des menaces qui pèsent sur notre civilisation, et sur notre existence même.

Devant la gravité de cette situation, le Groupe Européen du Conseil Economique et Social tient à exprimer son accord pour une action réaliste prévoyant :

- 1) Un programme de sauvegarde et d'affermissement de la Communauté dans le cadre de l'économie mondiale ;
- 2) L'organisation effective de réunions régulières et fréquentes du nouveau « Conseil Européen », première étape du processus devant conduire à la création d'une autorité politique communautaire au plus haut niveau ;
- 3) La mise en place d'une politique de solidarité effective rendue possible notamment par l'octroi au suffrage universel direct du Parlement Européen, ainsi que la mise en œuvre rapide de politiques communes dans tous les domaines prévus par les traités, notamment en matière sociale, fiscale, monétaire, industrielle, énergétique, régionale, culturelle.

Mme BAYLET, MM. BOUTIER, BRUDON, BUONACCORSI, CEBRAC, CHAUSSEBOURG, CHOTARD, CALVEZ, GRESNARD, COUSSERT, de COMBRET, DEBATHIÈRE, DEVIK, DURAIL, FLOCHET, FOSBART, FROES, Mme GASTINNE, MM. GOUSSEAU, GOUVET, HABA, de LA BASSE-TIERRE, LAPOND, LAMIGON, LANGLADE-DEMOYEN, LERDA, LEVARD, LOUBOUX, MAGDAULE, MAILLIERE, MARTRAY, MONTAIGNE, MOURGUES, NIVET-DOUMER, NEU, NODDINGS, PAYEMONT, PERLIN, PEADEL, POP, RIALLAND, RICHE, BOCHER, BOUJER, Mme SULLEROT, MM. SARAKONJ, SALVANDA, TESSIER, GUY VEDEL, VENTROL, VIGNEREAU, WEBERBOUVE, YDE.

Mouvement Européen : 24, rue Feytaud - 75002 PARIS

Le numéro du « Monde » daté 19 juillet 1975 a été tiré à 508 938 exemplaires.

A C D E F G H

